

ALTERNATIVE
libertaire



AL 212 - DECEMBRE 1998

Agir, Agir...

- [**ACTION - Les capitaux circulent, tous les humains pas ! - Collectif sans ticket**](#)
- [**ALTERNATIVE - Octobre bouge : première rencontre inter-collectifs - Chiquet**](#)
- [**CHRONIQUE - La poutre du voisin dans notre œil - Chiquet**](#)
- [**SYNTHÈSE - Le défunt travail et le travail des fins - Philippe Coutant**](#)
- [**NOTE DE LECTURE - L'idéologie du travail - Fred \(Fédération Anarchiste\)**](#)
- [**MÉDIAS - De la compassion à la dénégation - Commission médias d'AC!**](#)
- [**REVENDEICATION - Les minima sociaux, même en prison ! - Act-Up Paris**](#)
- [**INTERVIEW - Rencontre avec Régina Louf - Collectif**](#)
- [**COMMENT-TAIRE - Derrière la morale, le mensonge - Gun**](#)
- [**TRIBUNE LIBRE - Pourquoi j'ai édité ce livre - Gérald Thomas**](#)
- [**DEBRIEFING - Derrière le lynchage médiatique, la vérité - Anne-Marie**](#)
- [**PARUTION - Le deuxième bulletin du Collectif contre les expulsions est sorti**](#)
- [**COURRIER - Sémira était illégale - Jean-Paul Brilmaker**](#)
- [**EN DÉBAT - Anarchisme et non-violence - Xavier Bekaert**](#)
- [**POING FINAL - La destruction des mots - Yves Le Manach**](#)
- [**NOTRE HISTOIRE - Increvables anarchistes \(volume 1 - 52 pages A5\) - Collectif**](#)

ACTION / COLLECTIF SANS TICKET

Les capitaux circulent, tous les humains pas !

L'article 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme stipule que *toute personne a le droit de circuler librement.*

Nous pouvons en effet nous déplacer tous azimuts, fréquenter assidûment les aéroports, les hôtels, les grands complexes urbains, aux frais de la firme qui nous emploie (et/ou des contribuables). Nous virevoltons à un rythme soutenu de TGV en réceptions, de vols 1ère classes en piscines chauffées.

Nous... Quoi donc ? ! Cette approche de la libre circulation ne vous convient pas ? Elle ne cadre pas avec votre quotidien ? Elle fait pourtant autorité de nos jours... D'ailleurs, entre le sort des *business class* et la situation des autres "privilegiés" (les travailleurs) ou des "unités de stock superflu" (les exclus), peu de différences : les uns ont la liberté du marché, les autres la liberté de marcher...

Beaucoup ont tendance à oublier que ce n'est pas avant tout une prétendue nécessité "fonctionnelle" qui motive les déplacements humains, mais aussi et surtout une recherche de rencontre, d'étonnements, d'épanouissement, au sein d'une société largement ouverte, non cloisonnée. Une société dans laquelle les allées et venues ne soient pas soumises au passe-droit, au péage, au titre social, politique ou culturel sinon la qualité que confère à chacun l'humanité. Ces aspirations légitimes et immédiates, le rouleau compresseur de la compétition (dont dérive une aberrante *rentabilité sociale*), les broie jour après jour.

À l'heure des privations galopantes, deux tentations menacent la plupart d'entre nous : celle de baisser les bras face aux règles du jeu dominantes (*Je paie ou je reste chez moi*) et celle de caresser un **droit à la mobilité** dont la mise en œuvre devient chaque jour plus illusoire. Se laisser enfermer dans cette alternative, ce serait passer à côté des

possibilités qui s'offrent à nous ici et maintenant : ouvrir une brèche dans la sélection économique des passagers, manifester par la pratique notre désir de transports solidaires, accessibles à tous, indépendants des "enveloppes budgétaires" du moment ou des rêves de grandeur ministériels.

Face à cette situation, et pour tenter d'y remédier pratiquement, un collectif s'est mis place, le **Collectif Sans Ticket**.

Le CST naît de la nécessité pour certains collectifs de chômeurs, précaires et autres "sans trop de tunes" du pays de se rencontrer, de discuter de leur pratiques respectives et de d'organiser ensemble une résistance face aux projets de lois iniques concoctées par nos dirigeants. Un week-end, Octobre Bouge, un lieu, Liège, pour jeter les bases du Carrefour des Luttés. C'est dans ce cadre que s'est lancée, le 26-10-98, une campagne de **droit à la mobilité pour tous**. C'est-à-dire :

1. La possibilité de voyager en groupe gratuitement lors de manifestations et autres événements.
2. La possibilité de voyager individuellement à des conditions accessibles aux plus précarisés de notre société.
3. L'ouverture d'un débat public sur la mobilité en général, celle de tous les *sans* comme des autres.

Notre "arme" : la carte de droit aux transport

Le CST fonctionne avec une structure souple et décentralisée et est activé dans des moments précis : 1. Quand on circule sur les réseaux de transports en commun. 2. Quand on s'organise ensemble pour faire pression sur les autorités compétentes pour tenter de faire sauter les amendes

Le CST n'est pas un collectif s'occupant de la gestion des fraudes individuelles. Il tente dans le meilleur des cas que l'on s'organise collectivement afin que les amendes soient classées *sans suite*.

Les différentes sociétés de transport, à l'exception de la SNCB, étant régionales, il est important que les utilisateurs de la carte se regroupent à ce niveau régional pour collecter les amendes et organiser

la pression sur les sociétés. D'où la notion évoquée plus haut de *décentralisation*.

Notion qui n'empêche, par ailleurs, pas un travail en commun lors des moments de pression, de se *prêter main-forte* les uns les autres. Nous insistons donc sur la nécessité de s'organiser pratiquement pour mettre en place le réseau souple qui définit le Collectif sans Ticket, via des réunions, un réseau téléphonique, une feuille d'info, etc... comme bon vous semble.

Deux éléments importants concernant cette organisation et l'utilisation de la carte

Primo, le CST ne garantit en rien la réussite de la levée des amendes. Ce qui signifie que la personne utilisant cette carte (et posant par là même un acte de désobéissance civile) demeure entièrement responsable de l'amende qui lui sera infligée et des conséquences qu'entraîne le non-paiement de celle-ci. L'amende est en effet nominale. Vous portez donc individuellement le risque et la revendication en acte que vous posez.

Secundo, il ne faut pas rentrer dans le jeu du pouvoir : la tactique couramment utilisée par celui-ci consistant à attendre que les différents groupes de lutte se défassent avec le temps pour relancer les poursuites à l'encontre des personnes incriminées, il s'agira de le devancer. C'est-à-dire d'aller collectivement, au moment jugé opportun, réclamer la levée des amendes.

Entonnons gentiment ce petit air : *Le transport c'est moins cher, surtout quand c'est gratuit !*

Bon voyage !

Collectif sans Ticket

Chômeurs pas Chiens

27 rue Méan - 4020 Liège

087/67.36.70

Centre Social
167 rue de la Victoire - 1060 Bruxelles
02/539.04.55

AL 212 - OCTOBRE BOUGE / LIÈGE / 23-27 OCTOBRE

L'espérance des collectifs

**L'événement a eu lieu à Liège :
la première rencontre inter-collectifs.
L'esquisse d'un nouveau réseau autonome des
dissidents et des alternatifs ?**

Il faut dire que Liège se prête admirablement à cette manière d'aventure : la ville secrète - pas la Ville des édiles et du fric, qui ne ressemble plus à rien -, celle du populo, celle de l'Histoire, des libertés et du Perron. Le quartier Nord est un enchevêtrement de rues et de ruelles où dans l'alignement approximatif des façades se camouflent de magiques terriers gothiques, anciens entrepôts, corps de gardes ou chapelles désaffectées, tout ça abandonné à la pluie, croulant débordant, envasé dans les crottes de chien, les boîtes de bière, les papiers gras, jusqu'à ce qu'un groupe de rouleurs de clopes se l'approprie et y bricole une île où vivre à pied sec.

De coups de force en invasions mi-sponsorisées, les îlots se multiplient. Aujourd'hui, c'est un archipel qui est en train d'émerger là, à deux pas de la Meuse écumante que les dernières inondations maquillent si heureusement qu'on se croirait revenu à la pureté néolithique.
Le réseau liégeois

Ce petit exercice de rédaction pour aider ceux qui n'ont pas encore approché le territoire où croisent les membres de Chômeur, pas chien ! et des autres innombrables collectifs liégeois, assocés-comme-dirait-Thierry, squats et autres Barricades.

Les partenaires effectifs de Chômeur, pas chien ! se sont surtout retrouvés dans l'équipe de L'Étoile du Nord, qui tente de mettre à flot un espace culturel alternatif dans une ancienne usine - superbe - et Le Centre social bruxellois, bien connu et chéri de tous, touchez-y pas, flics et fachos, sinon on sort nos scuds. Et ils feront mal - on a appris des choses ! Comme dit Mager - tout le monde devrait connaître Mager -, les cinq journées de rencontre prévues pour Octobre bouge (du 23 au 27) tenaient du pari d'ivrogne. Pari tenu. Félicitations aux ivrognes.

Le programme avait tout d'une festivité versaillaise : deux jours de débats pour les grands, tous les soirs aubades, mangeaille, ripaille et divertissements, une journée d'action hard (transports gratuits pour qui de droit) dans les bus par l'équipe d'intervention théâtrale de Chômeur,

pas chien ! avec accueil en fanfare des participants venus - sans payer - de tous les coins de la Belgique et même de Flandre et même de France, à la gare des Guillemins. Ceux qui ont vécu le moment en frétille encore d'aise.

Vue de l'extérieur, la chose est extrêmement plaisante, mais vécue par le cœur du noyau du groupe d'activistes au sein de Chômeur, pas chien, elle a été extrêmement éprouvante. Trop ambitieux, pendant sa préparation l'événement a fait fuir les gens qui se sentaient limite. Les autres, en gros les Acteurs de l'Ombre, membres de Chômeur, pas chien !, sont aujourd'hui sur les rotules et nourrissent quelque ressentiment contre les velléitaires qui consomment sans payer de leur personne.

On les comprend, mais il faut dire qu'étrangement, pour des individus qui remettent en question leur rapport au travail, cette manière de se tuer au boulot finit par dépasser l'efficacité destructrice d'un emploi salarié standard.

Naissance du Carrefour des luttes : conception et contraception

La naissance du projet avait posé des orientations proprement cyclopéennes : il s'agissait de faire se rencontrer autour de la question

du travail et du temps libéré des représentants de tous les cercles en marge et/ou en lutte contre le système, chômeurs, minimexés, étrangers, artistes et même syndicalistes, dans des débats ouverts.

Dans la pratique, les collectifs réellement intéressés par un échange ont poussé l'embarcation vers des débats internes sous-tendus par l'objectif de, peut-être, si nous tombions d'accord, si ce n'était pas abuser, si ça ne pouvait en aucun cas être pris pour un viol des consciences, constituer une espèce de réseau, non, réseau ressemble à filet, filet à prison et, bon, il n'en est évidemment pas question... de peut-être donc, si personne ne s'y opposait, dessiner un espace de rencontre, un ca... un carre... allons, oserai-je, un carrefour des luttes.

Dites-vous bien que l'utilisation du mot "luttes" est ici une espèce de coup d'État : il est inévitable qu'il suscite quelque part huées et sifflets. Il s'en trouvera pour vous dire qu'en ce qui les concerne, ils ne sont en lutte avec personne, parce que pour être en lutte, il faut un adversaire et ils ne reconnaissent tout simplement pas son existence, qu'il crève, ils se débrouilleront sans lui. En gros.

Prévus dans l'espace appelé Zouk Galerie, une autre cathédrale de la ruine récupérée juste au bord de l'écroulement terminal, dans une espèce de long baraquement édifié à la va-vite au sol, glacial ou surchauffé selon les caprices du canon à chaleur, les débats devaient, selon nous, rassembler de vingt cinq à trente représentants des associations invitées. Le nombre de personnes présentes a fluctué entre 50 et 60.

Deux journées pleines, les mecs, de dix à 18 heures (1), ont passé là comme par enchantement, dans un cheminement prudent des uns vers les autres, par des pistes ouvertes le plus délicatement possible, chuchotement, arrêt le cœur battant, où ai-je mis le pied, bon, on continue.

Il y en a pour s'effarer que les palabres aient traîné pendant des heures pour s'emballer à deux heures de la fin et déboucher finalement sur un programme de travail et de rencontres qui noue véritablement les liens d'une nouvelle famille. C'est une erreur de discernement : ce temps apparemment perdu ne l'était pas. Il nous a permis de nous assurer d'une chose : nous avons tous envie de nous retrouver, nous n'avons pas envie de nous perdre, nous avons des choses à faire ensemble.

Dans la lenteur de la progression, les silences, la prudence, cette manière maniaque d'insister sur les nuances, les spécificités de chacun, sur le souci d'autonomie, sur le fait que les membres des collectifs présents parlaient en leur nom, l'œil des anciens a pu déchiffrer l'angoisse héritée du naufrage de 68 dont les débris, criminellement récupérés et dévoyés par le système, polluent nos horizons.

LES ACTEURS

1) Les lutteurs

En gros, deux fronts : les lutteurs et les explorateurs.

Comme leur nom l'indique, les lutteurs font du rentre-dedans. Dedans : ils restent au cœur du système contesté et l'attaquent de mille manières, sur lesquelles il est rare qu'ils soient d'accord entre eux.

Un, les plus coolos, ceux qui jouent la carte de la stratégie "légaliste", et tablent sur le handicap que représentent les oripeaux démocratiques dont se parent mandataires et gestionnaires autorisés du marché, sur la conviction même avec laquelle certains d'entre eux jouent leur personnage de politicien, magistrat ou syndicaliste. Il s'agit alors d'enfoncer des coins pour empêcher le couvercle d'être rabattu sur nos petits doigts en prière.

En face, ceux qui ne croient pas une minute à la bonne volonté des représentants du pouvoir ou de ses larbins et sont convaincus qu'ils ne reculeront que devant un rapport de forces qui les met en difficulté institutionnellement ou électoralement. Tout alors se joue dans la nature du rapport de forces : minorités musclées et agissantes ou minorités exemplaires entraînant l'adhésion, plus ou moins silencieuse selon les événements, de fractions de plus en plus larges de la population. Ce qui suppose, on l'aura compris, le complaisant relais des médias. Lesquels sont aussi libres que n'importe quelle marchandise.

2) Les explorateurs

À côté, les explorateurs. Ceux qui s'évadent, sortent dehors, quittent leur terrier natal et s'en vont - qu'ils croient - créer d'autres modes de vie dans d'autres lieux, sous d'autres ciels (de lit). Gain inestimable : ils vivent. Ils vivent selon leurs désirs, selon la conscience qu'ils ont du monde et de leur humanité. Ce sont les squats urbains, les fermes

communautaires, les espaces culturels alternatifs, tout cela se construisant souvent sur les principes du communisme intégral et de l'autogestion. En existant et en tenant, ils apportent la preuve à ceux qui veulent bien ouvrir les yeux que c'est possible, que les êtres humains ne sont pas naturellement destinés à croupir dans un chenil dont le règlement exige qu'ils se déchirent entre eux pour attraper l'os que leur jette le maître, qu'ils peuvent se respecter, s'épauler, partager, se protéger mutuellement et même s'aimer.

Évidemment, nous ne sommes plus à l'époque de Christophe Colomb. Il n'existe plus de terres vierges vers où tourner la proue du Santa Maria. Aussi téméraires qu'ils soient, les explorateurs en sont réduits à investir ce que l'ogre leur laisse. Qu'ils volent, qu'ils squattent, qu'ils achètent les espaces de vie ou les biens qui leur sont nécessaires, ils ne peuvent se permettre d'oublier qu'au delà de leurs murs fragiles, le monstre veille. Même les copains de la Ferme du Hayon, les plus véritablement autonomes, ne sont pas totalement à l'abri : il leur faut trouver des combines contraignantes pour faire face. Si, par exemple, l'un d'entre eux tombe sérieusement malade, rien à faire, jusqu'à présent, il faut en passer par les voies autorisées du système, être assuré, mutualisé, sécurisé socialement, sinon, c'est la galère. Et si, ce que tout le monde espère, leur démarche tient la route, si elle fait des petits ou des émules, cette question deviendra de plus en plus pesante : au sein des collectifs, des gens vieilliront, se fragiliseront, d'autres naîtront... tout un coûteux programme. La durée est une dimension absolument délaissée depuis 68 : tout se fait dans l'instant, comme si rien n'était promis à l'avenir. Sans cette tension vers demain, pourtant, pas d'alternative réelle.

Je classerai également parmi les "explorateurs", ceux qui de prime abord se foutent d'être ou non représentatifs, efficaces, influents, mais qui, confrontés au pouvoir tel qu'il est dans sa réalité économique et sous ses masques politique et institutionnel, sont saisis d'une incœrcible nausée et ne peuvent littéralement plus avaler une bouchée de la pâtée quotidienne. Parmi eux, un nombre grandissant d'individus prennent la décision de vivre en se réappropriant tout ce qui leur est quotidiennement volé, non seulement sur le plan matériel, mais moral et politique. Avant de la prôner, ils vivent la désobéissance civile, ne respectant que les lois respectables et déniaient aux autres le droit de

s'appliquer à leur existence.

Il est clair qu'aussi périlleuse et difficile soit cette démarche, elle est chargée d'une force extraordinaire. Sa légitimité et son courage décoiffent et estomaquent les plus blasés, elle pourrait être un agent de contagion canon. Dans la mesure où elle peut se faire connaître, évidemment. On le voit clairement à travers les actions de squattage ou l'action transports gratuits, dont les animateurs affichent ouvertement leur volonté de rendre un contenu au droit de chacun à la mobilité. Le titre de transport édité par le Collectif sans tickets n'est pas un faux : il renseigne une identité exacte et le statut de la personne, énonce le principe de droit repris dans la Déclaration des droits de l'Homme et colle sous le nez des contrôleurs une évidence. Les chauffeurs, vrais prolos du transport, ne s'y trompent pas. Les contrôleurs et la police du chemin de fer, c'est une autre culture : en général, ils n'aiment pas.

LE JEU

Après quelques heures de débat, fallait pas être grand clerc pour comprendre que si chaque prise de parole était si circonspecte, c'est que l'enjeu était ressenti comme capital. Il était double : ne rien foutre en l'air, ne pas renoncer à son identité, à son authenticité, à sa liberté.

Le mardi 27 a vu s'émaner enfin la volonté d'établir des passerelles, de faire converger, ô, ponctuellement, occasionnellement, mais gentiment quand même, les démarches évoquées.

Il est probable que la reconnaissance mutuelle de la valeur des actions menées a joué. Il est vraisemblable que les risques auxquels s'exposent certains aient touché, que l'action transports gratuits du 26 ait réjoui... ce qui est certain, c'est que "toutes les approches ont [...] été reconnues, à un moment donné, dans leur utilité pour un combat commun", qu'a été admis "le droit fondamental à l'expérimentation, et donc le droit à l'erreur, tout comme le droit de réserve (je peux me solidariser avec toi, mais ne me demande pas de faire la même chose que toi)", que tous ont pu vérifier un manifeste lien de parenté dans la volonté commune de démocratie directe (et donc de conserver aux collectifs et aux associations une dimension humaine), de responsabilités partagées, d'autonomie, de liberté d'initiative et de créativité, dans l'unanime refus des dogmes.

Tous ont ressenti le désir de solidarité, et d'abord dans la nécessité de protéger les groupes ciblés par la répression.

À ce moment de la discussion, les complémentarités, déjà embryonnaires, devenaient évidentes : les méchants cocos de la revendication, contraints de médiatiser leurs combats, pourront faire retentir de plus en plus fort et plus loin les voix des explorateurs d'utopies, et ceux-ci pourront proposer aux premiers leur hospitalité et leur aide.

Ensemble, les uns et les autres ont plus de chances de parvenir à construire une autre culture, disposant de moyens propres de communication, d'expression et de création.

Demain...

Nous ne pouvons nous quitter sans serments. Sans perspectives communes. On l'a pas fait. Cinq groupes de travail ont été mis sur pied, chargés de préparer nos futures rencontres, ouvertes à ceux que ça intéresse.

Le premier planchera sur les moyens de construire et mettre en place les outils d'une communication libre, dans le sens ambitieux d'une médiatisation que nous maintiendrions sous notre contrôle collectif.

Le deuxième est chargé d'évaluer les moyens de protection à mettre en œuvre pour les plus exposés parmi nous, tant sur le plan "humain", où la solidarité doit jouer à fond, que sur le plan juridique.

Le troisième cherchera à travers les différentes expériences de nouvelles ouvertures sur la relation au travail et sur comment échapper au saucissonnage citoyen qui est notre lot commun.

Le quatrième approfondira comment soutenir et protéger les utopies en construction et enfin, le cinquième se penchera sur les possibilités d'une culture alternative.

De manière réjouissante, la mise en place de ces groupes a été l'occasion d'un brassage très large : tout d'un coup, les préventions sont tombées, on allait en confiance dans la piscine des grands et plus personne ne surveillait l'éclat de vos sourires.

À partir de là, un calendrier des rencontres a pu être établi à une vitesse étonnante.

Rendez-vous

Les 6 et 7 mars 1999, deux journées de débat (en atelier et en "plénière"), plus fiesta et moments culturels, sans exclure l'une ou l'autre action... bref, un mini Octobre bouge, Octobre bouge bis à Barricades, 21 rue Pierreuse à 4000 Liège (04/222.06.22).

Le 1er mai 1999 : proposition à ceux que ça intéresse de participer de manière créative et artistique à la fête du premier mai organisée par Barricades sur le thème de la Fête de l'Utopie.

À la mi-juillet, Octobre bouge ter : plusieurs jours du même type (débat, fête, concerts, spectacles, expo, action commune et bouffe partagée) à la Ferme du Hayon à 6769 Sommethone (063/57.90.80).

À créer et réaliser ensemble, ici aussi !

Le Carrefour des luttes, une première en Belgique, était ainsi ouvert. Il le restera si tous ceux qui l'ont voulu d'une manière à la fois touchante et pragmatique restent fidèles à leurs engagements.

Le truc qui gêne

Ce serait plus gai d'en finir sur cette note fleur bleue. Mais ce ne serait pas honnête.

Il faut bien reconnaître que personne n'a eu le culot de poser carrément la question de fond sur ce qui avait éveillé en chacun de nous le désir de résister.

À celle-là, la réponse automatique qu'on se prend le plus fréquemment dans la tronche, c'est Parce qu'on se fait chier dans cette société de merde ! Or, elle ne rencontre qu'apparemment et très partiellement la question. Nous sommes des milliards à nous faire chier dans cette société de merde, nous ne sommes hélas pas des milliards à résister, sinon, ce serait bientôt les vacances.

La vérité est que pour trouver l'énergie de résister, il faut absolument croire qu'autre chose est possible. Et d'abord le concevoir. Ça s'appelle une alternative globale (ndlr : voir AL 210 et 211) et le mot sème l'épouvante dans les rangs des contestataires nouveaux.

Poursuivre un tel objectif ne risque-t-il pas de nous conduire vers une logique totalisante, modélisante, idéologique, alors même que notre force réside avant tout, semble-t-il, dans notre pratique, notre diversité et notre capacité à nous ré-expérimenter chaque jour, sans Vérité, ni dogmes, ni principes absolus, ni universalité, ni pureté... Mais, d'autre part, n'avons-nous pas tous besoin aujourd'hui de nouvelles

utopies ? Nos expériences, même soumises constamment à la critique, auront-elles un jour un poids, un impact, si elles ne nous conduisent pas à être capables de faire valoir, au delà du profit qu'en tirent ceux qui les mènent et les vivent, en quoi elles sont autant de micro-expériences, de microcosmes exemplatifs d'une autre société possible ? (1).

Ben oui, tout est là : nous ne pourrions pas éternellement faire l'économie de ce débat, même si on comprend à quel point il est porteur de dissensions, de malentendus et d'angoisse justifiée. L'Histoire n'est pas une leçon d'optimisme et la récente donnerait plutôt envie de se flinguer, tant elle exprime d'impuissance à réaliser l'humanité que nous sommes pourtant capables de rêver, mais apparemment incapables de ressentir plus longtemps que quelques instants d'émotion.

C'est vrai, la formulation d'une alternative globale et sa proposition au public créent presque inévitablement une discrimination en rupture totale avec notre désir d'égalité : il y a ceux qui savent, qui ont pensé, qui croient tenir le bon bout et les autres. De deux choses l'une : ou ces derniers n'en n'ont rien à foutre, ou ils marchent. Plus exactement, ils suivent... Bon, d'accord, c'est pas ça qu'on veut : idéalement, ce serait le pied si tout d'un coup, six milliards d'êtres pensants se tapaient le front : Mais bon sang, mais c'est bien sûr !

Mais non, conasse ! (je vous entends d'ici), où vas-tu chercher que dans l'unanimitas, vérité ? Liberté, créativité, autonomie...

Ça va, j'arrête, m'engueulez pas, je suis sur les genoux.

Je ne sais pas si je suis une libertaire méritante et même si j'en suis une tout court, mais ce dont je suis certaine, c'est que si le pauvre Bakounine revenait parmi nous, il n'ouvrirait pas la bouche trois secondes sans se faire méchamment moucher.

À bientôt, mes chéris.

Chiquet Mawet

1) Les 24 et 27 octobre, de dix à dix-huit heures.

2) Extrait du rapport interne sur Octobre bouge, destiné aux participants et plus largement à tous ceux qui sont intéressés.

La poutre dans l'œil du voisin

***On ne peut accueillir toute la misère du monde,
on n'entend plus que ça,
c'est l'argument tant implacable
qu'aucun soi-disant humaniste
ne sait quoi répondre
et comment se tortiller pour faire face.***

Considérons les journalisteux à la colle, les cadres rengorgés, les politiciens véreux et ménopausés qui vous l'assèment en tremblant de jubilation triomphatrice et tentons l'épreuve du questionnement absurde.

Dans ce pays, il meurt sous les roues d'un trafic apoplectique plus de trois enfants par jour ouvrable. Avez-vous déjà entendu les maîtres ès logique populiste s'exclamer qu'on ne pouvait accueillir toutes les bagnoles du monde ? Moi non plus. Ce ne sont que Salons, foires d'empoigne, marchés des occasions, tracés d'autoroutes, parkings payants et tutti quante.

Chez nous, comme du reste partout ailleurs, les rivières ont disparu. Rivières, on dit, pas égouts à ciel ouvert. Avez-vous jamais entendu que nous ne pouvions pas accueillir toute la merde du monde ?

Chez nous, les entreprises licencient à tour de bras, le chômage exclusif à tour de vis, les CPAS débordés se coltinent tous les dégueulés sociaux, les patrons fraudent en noir, en blanc et au Luxembourg, avez-vous entendu qu'on ne peut accueillir tous leurs caprices comme des volontés divines ?

Et caetera, et caetera.

Dans la même intention de piéger l'absence totale du sens de la relativité chez nos contemporains bien nantis et opportunément placés, il faut lire aussi les relations de leurs voyages dans les pays exotiques.

En Chine, il est de bon ton que des chefs d'État, assassins patentés par ailleurs, comme Clinton qui se refait une beauté sur le dos du Soudan (par exemple et ce n'est qu'un exemple), assortissent les juteuses affaires dont ils gratifient leurs petits copains investisseurs de sévères admonestations concernant le non-respect des droits de l'homme.

On peut se demander si les Chinois qui se font notamment reprocher un sévère planning familial, auto et mal justifié par l'incompréhensible intention de ne pas constituer à eux seuls d'ici trente ans la moitié d'une humanité aux trois quarts morte de faim, connaissent quelque chose à notre démocratique réalité : chez nous, on est si libres qu'avec un peu d'argent et d'entregent, on peut faire à peu près tout ce qu'on veut : les lois sont lettre morte, les juges regardent ailleurs, les flics prêtent main-forte et les politiciens votent d'une main en s'informant de l'autre de l'heure du dîner.

Chez nous, l'extrême simplification socio-juridique confine au génie et la liberté à l'infini. Une seule infraction subsiste : être pauvre. C'est le $E=MC^2$ de notre réalisme politique. Tout en découle. D'abord, les salaires de survie-soyez-bien-contents-d'avoir-du-travail, ensuite les sanctions : allocations conditionnelles - les portes des logements chômeurs et minimisés devront bientôt être munies d'un judas accessible de l'extérieur -travaux d'utilité publique, et pour dormir, la rue, ou alors la table s'il y reste des places.

Même dans *Le Monde diplomatique*, on vous lit de ces considérations sur la déglingue russe qui vous feraient supposer que les représentants de ce côté-ci du libéralisme découvrent là-bas un monde lunaire qui ne s'explique que par les mystérieuses spécificités de la pesante histoire russe. La décomposition de l'État, l'infiltration des mafias dans les cercles les plus élevés du pouvoir politique et de l'économie, la corruption, l'écrasement et l'abandon des pauvres, une pollution généralisée qui vous explose à la tronche comme prévu, mais comme on s'y attend rarement, nous, on connaît pas. Comment des choses pareilles peuvent-elles exister et s'agit-il encore d'êtres humains ? La balle est dans leur camp.

À se demander si les auteurs, par ailleurs si manifestement bien informés, ont lu un traître mot de Ziegler.

Ne crachons pas dans la soupe : à la lumière des étonnements médiatiques et de l'inépuisable indignation de nos politiques devant l'iniquité et la violence d'ailleurs, nous avons l'occasion d'explorer une faille dans la représentation du monde qui nous est imposée.

Les maux qui accablent Russie, Chine et en gros tous les ex-pays socialistes ou en passe de le devenir sont un concentré des éléments encore dilués qui trament nos existences.

La différence, c'est que la sauvagerie capitaliste leur a sauté à la gorge alors qu'ils étaient dans un état d'impréparation et de confusion inimaginable : en gros, et d'une pierre deux coups, ils pensaient que le capitalisme, c'était la liberté et que la liberté, c'était coca-cola, bagnoles et club-med pendant les pauses. Dès que le Mur est tombé, les Westys se sont rués sur nos autoroutes direction les supermarkets. On en pleurait d'émotion. La liberté aidant, ils se retrouvent aujourd'hui dans la merde jusqu'au cou.

Grâce au ciel, à l'épouvantail du gendarme soviétique et à la plasticité du pognon quand ses détenteurs le sentent réellement menacé par la grogne populaire, depuis 1917, l'Occident, lui, avait eu le temps d'ériger des digues contre les excès d'un libéralisme téméraire. Aujourd'hui, que le virus coco est éradiqué, les digues sont systématiquement démantelées, la catastrophe pointe sur tous les fronts. Gnac-gnac se frottent les mains ceux qui vont palper et nous, on se coltine des paquets de mer, mais, bon, on a encore la tête dehors.

La différence, c'est aussi que nous avons pressé et pressons encore l'hémisphère sud afin qu'il dégorge tout ce qu'il doit à l'humanité qui compte. Mais là aussi, les gros poissons ont décidé de mettre fin aux fringales des petits. L'Afrique à l'Amérique, barrez-vous ex-coloniaux décadents, rentrez dans vos métropoles délabrées et livrées aux hordes de réfugiés. Chacun sa merde. Nous, on gère.

Nous serons bientôt tellement de plain-pied avec le quotidien soviétique que ça vaudra plus la peine d'y aller voir. Ca tombe bien : on en aura plus les moyens.

Ça fait quelques fois déjà que les découvertes horrifiées d'émissaires politiques dont il ne faut rien attendre de mieux et de leurs accompagnateurs médiatiques, dont on pourrait tout de même espérer qu'ils ne sont pas tous aux ordres, attirent mon attention. Les exactions à l'étranger, les atrocités dans les pays trop chauds ou trop jaunes, ou relevant à peine du communisme, nous sont jetées à la tête à un rythme qui défie les réflexes critiques les mieux entraînés.

Je n'aimerais évidemment pas être dans la peau d'une Algérienne, ni d'une Moscovite, ni d'un enfant roumain, ni d'une petite Chi-noise surnuméraire, mais je n'aimerais pas non plus vivre le calvaire d'innombrables femmes rencontrées ici, dans les files de pointage ou sur le seuil de l'Onem, ou d'hommes et d'enfants privés de tout espoir d'échapper à la zone, de Carine et de Gino Russo, de Sémira, de Regina Louf, de tant de justiciables dans l'impossibilité de faire valoir leurs droits, de faire respecter la loi, d'être considérés comme des citoyens, tout simplement.

Les restes d'un confort social, durement arraché à ceux qui ne connaissent pas la valeur de l'argent puisqu'ils en ont à ne plus savoir qu'en faire sont en train de se barrer définitivement et avec eux les débris d'une scénographie ringarde, que des audacieux osent encore qualifier de démocratie.

Dans notre pays, laboratoire de la saloperie ultra-libérale avancée, ni les journaux, ni la télé, ni la radio n'offrent leur porte-voix à ceux qui étouffent et meurent à petit feu, de misère, de solitude, d'ignorance et de peur, tous les jours, à deux pas, sous nos yeux qui se ferment.

L'horreur du monde, Tien An Men, les mafias russes et Eltsine l'impotent, les méchants Serbes au Kosovo, ah, pauvres cons, chiffons rouges et banderilles qui vous aveuglent de votre propre sang, ne comprenez-vous pas que c'est la funèbre berceuse qui endort notre mise à mort commune ?

Chiquet

AL 212 - SYNTHÈSE

Le défunt travail et le travail des fins

**État des lieux sur l'état actuel
des débats autour de la fin du travail**

Nécessité de confronter plusieurs angles d'approches

- Limites de la discussion strictement économique (certaines personnes affirment qu'il ne s'agit pas d'une crise économique puisqu'il y a de l'argent en quantité suffisante et que nous produisons assez de richesses pour satisfaire le bien-être des habitants de cette planète - ce qui est à vérifier et pour se départir d'un point de vue local voire impérialiste.
- Limites de la discussion sur les besoins et l'utilité sociale (on garde la notion de travail comme base).
- Limites sur la question de l'activité (notion fourre-tout).
- Limites sur la revendication du revenu minimum et de la gratuité (qui

fixe le revenu minimum, qui le distribue et quel est son champ de validité, la gratuité pourrait laisser croire qu'on nous doit tout et que nous ne serions redevables de rien, nous aurions des droits et jamais de devoirs vis à vis de l'humanité et de la nature).

La notion de travail est synonyme en général d'activité contrainte et aliénante, liée en général au salariat. Mais en même temps on peut constater sous un autre angle que c'est aussi une condition du développement humain (le fameux "métier" et l'attachement au travail bien fait très répandu dans la population qui procure une certaine valorisation). Le travail donne accès au revenu et à l'identité sociale. Le paradoxe c'est qu'on peut être conduit à défendre des activités "bizarres", dans mon cas personnel c'est que si je défends mon travail je vais défendre la bureaucratie et une administration parasite et inutile.

Que dire du "travail sur soi" nommé par la psychologie ou le "travail" des artistes ? Il s'agit bien alors d'une activité de transformation non plus productive au sens du travail industriel par exemple, mais d'une transformation de soi et de la création artistique.

La contrainte peut permettre la création et le développement des capacités humaines dans l'activité collective et y compris pour soi-même (formation, rencontre des autres, participation à une œuvre, - qui peut prendre la forme de la "culture maison" -, etc...). Cette notion de contrainte rencontre celle de loi, de règle (même si ces notions provoquent des débats et peuvent se comprendre en des sens très différents), d'interdit qui permet à l'humain de devenir humain (c'est la prohibition de l'inceste qui serait la source de la culture selon les anthropologues).

La crise touche toutes les formes d'activités humaines

- C'est l'existence même qui est en cause : Qu'est-ce qu'être humain ? devient la question fondamentale ce qui peut être nommé comme : les modalités de la dramatique de l'usage de soi et l'être ensemble...

- La crise de tous nos modèles antérieurs.

C'est assez clair à plusieurs niveaux.

Le premier point c'est celui de la techno-science où l'informatique et les nouvelles techniques de traitement de l'information et de

communication sont à l'origine d'un bouleversement profond. La technique et l'évolution rapide de l'informatisation liée au transport de l'information sous toutes ses formes. L'existence des "technopathes" montrent bien qu'il s'agit d'une nouvelle transformation mentale. La question sociale oblige à nuancer ce qualificatif puisqu'une grande partie de la population n'a qu'un accès limité à ces techniques, est-elle touchée par le syndrome de la "technopathie" pour autant ? Ce qui voudrait dire que comme la majorité des pathologies mentales c'est l'individu qui est touché mais qu'elle a une base sociale.

Ceci est visible avec le développement des ordinateurs personnels et professionnels, c'est le caractère massif du phénomène qu'il faut prendre en compte. Le caractère irréversible est patent, tous les secteurs de la vie sont touchés. Un des constats de ce phénomène c'est la nouvelle façon de manipuler les symboles au travers des écrans et de l'informatique, c'est un accès au monde qui passe par la maîtrise de nouvelles représentations.

Le second point c'est celui de la communication, dans ce cadre le rapport au monde est changé, le spectacle a détruit toutes les médiations antérieures entre le monde et la conscience mondiale et universelle (famille, communauté locale, nation, etc...) d'emblée l'individu est placé dans le "monde" ou ce qui est nommé tel. La mondialisation est aussi mentale, puisque la conscience humaine est "mondialisée". Les nouvelles technologies font fonctionner la représentation de façon différente des précédentes et libère (ou devrait libérer) ou modifie des capacités qui avant étaient utilisées ailleurs (dans le travail manuel par exemple ou le travail tout court). Elles sont majoritairement captées par l'image spectaculaire, mais laissent de côté le besoin de valorisation, de création des humains et ne répondent pas à la question du sens.

Peut-être sommes-nous à un moment comme celui qui lors de l'hominisation a permis la station debout, le développement du cerveau et le rôle si particulier de la main.

Il s'agit aussi d'une mutation sociale et mentale où l'absence de médiation entre soi et "le monde", entre l'un, individu, et le tout, monde, provoque des changements dans de multiples domaines. C'est visible avec l'intériorisation mentale des contraintes comme dans le cas des ronds-points, mais aussi dans la dilution croissante de l'autorité.

La domination n'est elle pas devenue principalement une technologie mentale ?

Ceci induit la question de la civilisation, des valeurs, du mental...

On connaît le rôle de la décision humaine dans l'évolution sociale depuis le XVIIIème siècle, la convention de la règle ou de la loi (avec tous les débats inhérents à ces mots) devrait nous permettre de remettre en débat des notions clés comme l'égalité, l'universalité, le "bien commun", etc... Ce qui est en jeu c'est la question du tiers entre nous et les autres, entre nous et le réel, entre notre conscience et notre "autre". Contre la confusion relativiste, contre la clôture (souvent binaire), le différentialisme, qui tendent à affirmer que seul prime l'intérêt et le particulier, qui nous confine à l'impuissance politique, reprendre la parole et se battre idéologiquement et théoriquement pour affirmer nos valeurs et leur légitimité et leur validité devient primordial.

Repères historiques

Ils peuvent aider afin d'essayer de cerner les enjeux, c'est à dire qu'on voit bien que le problème est plus compliqué qu'un remake de 1789, de la Commune de Paris, de 1917 ou de 36 en Espagne ;

- Le paléolithique avec la fabrication des premiers outils et la ritualisation de la mort, Leroi Gourhan parle d'une "mise hors de soi".
- Le néolithique avec l'apparition de l'agriculture, elle implique une organisation collective et permet l'existence de surplus donc d'une libération du travail de certaines personnes. Les fonctions de rois et de prêtres apparaissent au même endroit et au même moment : il y a environ 10 000 ans au moyen orient. Ces fonctions continuent celles des sorciers et chamans, mais elles sont liées ici à une nouvelle structuration sociale et une nouvelle façon de produire.
- L'écriture et la loi c'est l'extériorité du symbole évident et la puissance collective par l'institutionnalisation de la règle et son écriture, sa publicité permet aussi sa force et son objectivation comme force externe, le pouvoir comme transcendance.
- La démocratie grecque avec la notion de débat public et la naissance revendiquée des "intellos" longtemps après l'écriture (les philosophes) et les premiers débats ouvert sur la convention des règles humaines

portés par les sophistes.

- La crise du XII^{ème} siècle avec le nominalisme et la critique de l'essence, il n'y a que des noms et pas réalité divine qui fonde le nom, il n'y a qu'une activité humaine (l'exemple de la connaissance éclaire ce possible). La décision sur les valeurs prendra une tournure politique plus tard après les débats sur le contrat social au XVII^{ème} siècle.

- L'invention de l'imprimerie par Gutenberg, dont les effets ne seront visibles que très longtemps après, encore une fois c'est une nouvelle façon de manier les symboles.

- L'apparition de l'industrie à la fin du XVIII^{ème} et l'extension du salariat au XIX^{ème} siècle qui fait croire qu'on peut valider la possibilité d'accéder au bonheur par le travail, l'application de la science à la production et la raison en politique (la société idéale).

Quelques impasses visibles

- La république classique et la nation (crise de la politique actuelle et des institutions) ;

- Les solutions sur l'emploi (recours à l'Etat, la promesse par les politiques, la course aux ersatz d'emploi, etc...) ;

- L'attente des avant-gardes (crise militante et dépression collective, après la promesse du progrès la peur de la catastrophe) ;

Tout cela profite bien à Le Pen, la crise de la politique demande un modification profonde, les promesses sur l'emploi débouchent forcément sur la précarité et le vide, l'impuissance politique lui laisse le champ libre.

Quelques débats ou recherches nécessaires

- L'instance collective demande débat (sa nécessité s'impose bien qu'historiquement elle a toujours été au service de la domination).

- La nécessité de la critique ou des critiques globales et mais l'action en situation.

- L'activité humaine pensée comme augmentation de la puissance à la fois pour soi et collectivement implique une réflexion sur le développement et son orientation, donc des débats sur les choix de civilisation.

- La nécessité de l'éthique pour viser la "non-domination" parce qu'on

sait qu'il n'y a aucune garantie et que le problème se repose sans cesse vu l'auto reproduction du pouvoir y compris dans les sphères militantes.

- La liaison forte avec la valorisation où l'image de soi et la reconnaissance sociale sont des points très forts dans la personnalité humaine et ses choix ;

- La recherche et l'expérimentation sur les alternatives basées sur la "non-domination".

- Le heurt avec le "sens commun", on peut prendre l'exemple de mesures simples sur les dirigeants politiques qui nous trompent ou la possibilité de débrancher les ordinateurs pour attaquer la puissance et l'autonomie de l'argent (signe de la force et force du signe).

Peut-être faut-il affirmer la relativité sans le relativisme, la transversalité et le multiple un peu comme ce qui se passe sur Internet, et accepter le caractère mouvant de notre humanité (personnelle et collective). Il n'y a rien à attendre, ni un parti, ni une révolution, ni une solution strictement concrète. C'est l'urgence de la politique et de la réflexion, de l'inventivité, même si on sait l'incertitude et l'absence de garanties, la présence de la multiplicité et le besoin de chemins inédits. Peut-être faut-il déjà être capable de reprendre ce qu'ont fait nos prédécesseurs avec la critique du droit divin et de la religion au XVII et au XVIIIème siècle (cf la façon dont Rousseau et les penseurs des Lumières critiquent le caractère "naturel" de la royauté ou Kant qui écrit un livre pour montrer qu'on ne peut démontrer l'existence de Dieu en raison). Mettre en œuvre des solidarités c'est déjà être gagnant contre la barbarie et un type de réponse à la demande de globalité qui est souvent une injonction que nous intime le pouvoir.

En guise de conclusion

La crise est générale et la question du travail n'est qu'un élément de cette crise. La lutte contre le capitalisme rencontre la question symbolique, à nous de trouver des chemins inédits tout en sachant que nous sommes toujours dans un rapport humains où le tiers, la loi a sa place. La question de la loi est ainsi et toujours éminemment politique. La fin du travail croise le travail sur les fins.

Philippe Coutant

Le travail en question

Il est des livres qui font réfléchir et c'est peu dire que le livre de Dominique Méda, *Le Travail*, en fait partie.

Le sous-titre **Une valeur en voie de disparition**, en annonce la teneur. J'ai enfin trouvé une philosophe qui n'essaie pas de construire un système clos et qui s'intéresse à un problème de société : le travail. On pourrait dire que ce livre vient à la suite ou avant la brochure de la Fédération anarchiste sur le même thème. En effet, Dominique Méda effectue une totale remise en cause de l'idée de travail et de ce que nous y associons. A travers une histoire de l'idée, du concept Travail, elle permet dans un premier temps de démontrer que notre rapport au travail est marqué historiquement. Le travail comme nous le vivons n'est pas naturel, ni une donnée constitutive de l'essence humaine. Il répond à des exigences, à des visions du monde, régi selon certaines règles qui pourraient être autres. Des critiques semblables avaient été apportées à la brochure de la Fédération anarchiste sus-nommée, laquelle ne remettait pas en cause l'idée, sa non-intégration dans un processus historique. Disons que les deux se complètent. A vos lectures, donc !

**Du passé faisons table rase,
foule esclave, debout, debout.**

Il est vrai que, alors que l'on stigmatisait le travail avec des slogans comme "droit à la paresse" ou "ne perdons pas notre vie à la gagner", avec la croissance du chômage et la misère qui en découle, le débat sur la notion de travail est remis à l'ordre du jour. Chacun y allant de son discours pour que chacun ait un boulot sans remettre en cause l'organisation actuelle exclusivement fondée sur le rapport au travail (ne va-t-on pas jusqu'à dire que pour mériter des aides indécentes, il faudra travailler pour ainsi dire gratuitement ?) Nous assistons à une volonté commune de définir le travail comme réalisation de l'essence humaine, une extériorisation de son humanité et la condition de son hominisation (passage de l'état animal à l'état humain). Même si la notion d'emploi est toujours en vigueur, elle perd de sa force, n'étant qu'une manifestation particulière du travail, qui lui reste mythifié.

Le travail est glorifié comme créateur de lien social. C'est autour de l'atelier, avec les collègues, que se nouent les relations. Des gens qui n'auraient rien à voir, rien à

faire ensemble, se trouvent réunis autour de leur activité de production. Et si ces raisons ne suffisent pas, face à la catastrophe et à la misère du travail salarié, on affirme que l'essence du travail est autre, que sa forme actuelle est une dégénérescence et qu'il faut libérer le travail (d'aucuns inscrivaient sur le fronton de leurs camps que le travail rend libre).

Dominique Méda commence son travail de sape de cette prétention de faire du travail une valeur humaine universelle comme l'est le langage par exemple. Elle montre que le mot travail n'existe pas dans toutes les langues, que sa signification peut être autre quand il existe. De même, les activités laborieuses ont été, historiquement, moins centrales que de nos jours. Beaucoup de prétentions tombent dès lors à l'eau. En philosophe, Dominique Méda prend l'exemple des Grecs anciens qui fondaient le lien social sur la vie politique et non, réservé aux hommes non libres : les esclaves. De plus, le travail n'existait pas. La différenciation existait entre les activités nobles (politique, sport, art, philosophie) et les activités pénibles. Plus tard, les rapports au travail ont évolué entre la malédiction, la punition, la réalisation de l'œuvre créatrice. D'autre part, les activités financières, la recherche du gain, étaient vues comme immorales.

**Les rois nous saoulaient de fumée,
paix entre nous, guerre aux tyrans !**

On peut dire que le travail apparaît au XVIII^e siècle, période correspondant avec l'émergence du capitalisme. On fixe le prix des marchandises en fonction du nombre d'heures travaillées. Le travail sert de mesure. Petit à petit, le travail a pris une autre valeur. Il devient le moyen d'accroître la richesse des nations, but qui ne va pas de soi. Le travail est aussi vu comme l'activité non aliénable de l'Homme. Dans leurs théories, les philosophes ont établi un état de la nature, avant la constitution de l'Etat, dans lequel ne règne aucune loi si ce ne sont les lois naturelles. Dans cet état de la nature, tout appartient à tous ; mais l'Homme en travaillant l'objet et en lui inscrivant sa subjectivité se l'approprie. La propriété individuelle naît donc, selon eux, de la capacité de travail des gens, ce qui explique, à leurs yeux, les inégalités.

L'apparition du travail et sa mythification sont sans doute dues à plusieurs raisons : révolution industrielle, explosion démographique, bouleversements sociaux, mais ces raisons n'expliquent pas le changement de rapport au monde et, partant, au travail. Il faut citer les révolutions qui se sont effectuées dans ces rapports : fin du système géocentriste qui plaçait la terre au centre de l'univers et non le soleil, fin des justifications "naturelles" de la hiérarchie qui en découlait et émergence de l'individu isolé. L'individu ne noue de relations avec les autres que sous la contrainte. Selon cette idée, les rapports inter-individuels se fondent essentiellement sur l'échange toujours en vue de l'intérêt personnel. On échange soit des marchandises, soit sa force de travail et ces rapports doivent constituer le ciment social, ciment extrêmement fluctuant, on le conçoit déjà. Pourtant cette idée

du travail à la base du maintien de la société se conçoit déjà. Pourtant cette idée du travail à la base de l'unité de la société se maintient. Tous les courants idéologiques se positionnent dans une acceptation du travail. Les socialistes de l'époque (socialistes, communistes, anarchistes d'aujourd'hui) adoptent des positions en faveur du travail même s'ils en dénoncent la forme actuelle. D'ailleurs, les projets de société sont essentiellement fondés sur le prolétariat et son organisation syndicale. Nous retrouvons ces idées dans les intertitres tirés de *l'Internationale*.

**La terre n'appartient qu'aux hommes.
L'oisif ira loger ailleurs.**

Avec les Trente Glorieuses, le mythe du plein emploi et de l'Etat social gagne du terrain. Il n'y a plus de réflexion sur le sens du travail, sur le pourquoi, sur l'utilité de la production, sur le bien être intellectuel et moral des individus. On peut dire que le mot d'ordre est "Produisez et consommez !". Malgré toutes les critiques, le travail reste le garant d'une certaine socialité, aptitude à vivre en société. Il est vu comme le lien unifiant les individus qui, répétons-le, sont conçus comme des êtres ne recherchant que leur intérêt propre. Que penser d'une société qui ne peut pas tenir sans cette obligation productive axée autour du travail ? Aujourd'hui, il semble bien que l'idée d'un Etat social est mise à mal. Avec la réduction massive de son rôle de bouée de sauvetage face aux inhumanités du système capitaliste, l'Etat apparaît dans sa vraie nature : une force de répression.

L'économie a donc besoin d'un réajustement social. Pourtant, dès son apparition en tant que discipline, elle s'est voulue être une science aussi infaillible que les mathématiques ou la physique. Elle prétendait donner des lois nécessaires aux comportements humains. Elle part aussi d'individus ou de groupes isolés n'agissant que d'après calcul rationnel de leur intérêt propre et visant à le maximiser. La philosophie politique sera tellement éblouie par ces découvertes, et en particulier l'émergence de l'individu, qu'elle ne parviendra pas à penser l'individu dans un tout social craignant de tuer l'un au bénéfice de l'autre. Pourtant Proudhon apportait déjà en son temps l'idée d'une force collective, idée qu'il développera tout au long de sa vie comme critique "scientifique" de l'exploitation capitaliste. Et, en effet, l'individu n'est jamais isolé ou alors c'est un sauvage qui n'a d'humain que l'apparence puisqu'il manquerait le langage, le rire, la position debout et la sensibilité, à l'image des "enfants sauvages". On voit mal de tels individus créer un contrat social en vue de créer une société. L'idée proudhonienne est que le résultat de l'association est toujours plus important que la simple addition des efforts individuels. Un plus un égale plus que deux. C'est le principe de la synergie. La société est un tout, porté par des individus, mais dégageant une force collective importante. Dans cette optique, on voit mal selon quel critère on peut déterminer la différence d'importance des activités humaines et selon quel critère on peut justifier la hiérarchie des fonctions et des salaires.

Ouvriers paysans, nous sommes le grand parti des travailleurs

Il faut donc bien voir que certaines idéologies restent marquées par cette conception atomiste d'individus isolés, calculateurs, poursuivant leurs intérêts propres. Selon eux, la société est le résultat de cet ensemble ou plutôt de la juxtaposition de ces intérêts sans qu'il en résulte d'interactions. C'est nier que l'individu peut aussi prendre en compte l'intérêt collectif, qui est autre que la somme des intérêts individuels (même si certains me répondront que la prise en compte de l'intérêt collectif est de l'égoïsme déguisé).

Pour répondre à l'objection que les individus en voudront toujours plus, que leurs désirs sont insatiables, certains théoriciens, dont des anarchistes comme Kropotkine, ont affirmé que l'économie, le travail libéré de l'exploitation salariale, assurerait l'abondance matérielle afin que chaque désir puisse être comblé. Une telle position est inconséquente et fut critiquée, en particulier par des anarchistes. Les problèmes de pollution, d'épuisement, d'épuisement des ressources naturelles posent la question de l'intérêt (mondial), des limites de l'optimisme d'abondance. Or, pour se libérer de cette oppression de la production, il y a plusieurs solutions dont la limitation consciente et raisonnée des besoins. Il est d'ailleurs souvent admis que la surconsommation des individus répond à un vide qu'ils tentent de combler, à la perte du sens de la vie (l'amour, la révolte, la participation active à la vie associative et militante redonnent un sens à nos vies). Cela ne signifie pas que je veuille défendre une vie austère et de privations mais simplement porter l'attention sur ce qui nous apporte effectivement le bonheur. La surconsommation qui induit un travail intensif afin de pouvoir acheter (il est vrai que de nos jours nous devons travailler plus pour vivre tout de même moins bien, tellement le système est aberrant) nous prive d'autres sources de réalisation de soi, d'occupation de notre temps.

C'est d'ailleurs dans cette voie que nous pousse Dominique Méda. Ayant critiqué les bases économiques de la société en dénonçant le fait que la société est gérée comme une entreprise par des technocrates (voir le cas des services publics), elle nous invite à sortir de l'économisme, cette tendance, que l'on retrouve chez certains anarchistes, à tout réduire à des problèmes économiques.

D'aucuns admettent l'existence de sphères autres : la culture, les arts, la politique, rapport à l'autre, mais les jugent insuffisantes ou du moins réductibles à des problèmes plus vastes, d'ordre économique.

Pour moi, cette tendance est matérialisée par le syndicalisme révolutionnaire qui fait de l'organisation syndicale, donc de l'organisation du travail, la structure de gestion de la société future. Cette tendance ne voit les individus qu'en situation laborieuse, même si les syndicats peuvent se grouper sous forme d'union locale, donc dans une logique territoriale et non seulement catégorielle (comme la CNT par exemple). Il n'en demeure pas moins que l'imagerie véhiculée par ces groupes est celle de l'ouvrier du XIX^e siècle qualifié, voire surqualifié. Cette représentation reste entachée d'une vision du travail de type artisanal. Comme je l'ai dit, l'individu

est toujours en société. Il a donc à gérer cette société dans laquelle il vit. A certains moments, nous sommes travailleurs (et encore, pas tous !), à d'autres encore, joueurs de foot, cinéphiles, randonneurs, etc. C'est toute cette complexité qui fait la société et l'on perçoit bien que les velléités de gérer ce multiple à travers une structure unique, le syndicat, relève plus de l'uniformisation oppressive que l'organisation des intéressés eux-mêmes. Heureusement, le mouvement anarchiste dans son ensemble n'est pas tombé dans ce piège et, dès Proudhon, reconnaît une certaine autonomie au champ politique (dans le sens de gestion collective de la cité) et des autres axes de luttes : école, féminisme, pacifisme... Et Dominique Méda nous aide dans cette réflexion-action d'une nouvelle citoyenneté. Certaines de ces pistes sont critiquables d'un point de vue libertaire surtout quand elle espère (même si elle se rend compte du caractère hautement utopique de cet espoir) que l'Etat puisse ne plus être "pris en otage" par une classe, comme si l'Etat ne défendait pas les intérêts des bourgeois en les faisant prendre pour les intérêts de l'ensemble de la population.

Nous ne sommes rien, soyons tout

Les propositions anarchistes ne sortent pas intactes de cette critique. Elles sont vidées de leur côté réducteur économiste, mais elles se nourrissent fort bien de cette critique du travail, de l'économie, de la répartition des richesses, de cet effort de redéfinir du lien social, qui reconnaisse l'individu mais sache aussi le considérer en société, en groupe. D'ailleurs, certaines positions de Dominique Méda fleurent bon le socialisme : socialisation des richesses, égalité des salaires, théorie de la force collective, tentative de trouver des réponses concrètes sans tomber dans le jusqu'aboutisme.

Le travail est mort. Vive la vie !

**Fred
Fédération Anarchiste**

Le travail. Une valeur en voie de disparition. Dominique Méda, éditions Aubier.

FRANCE / MÉDIAS / IL Y A UN AN : LE MOUVEMENT DES CHÔMEURS

**De la compassion
à la dénégation**

**Le mouvement de chômeurs AC !
a réalisé collectivement une réflexion sur la manière
dont les médias ont présenté le mouvement
des chômeurs au cours de l'hiver 1997-1998.**

Édifiant !

**Tout aussi édifiant, dans le contexte belge actuel,
nous vous proposons de remplacer les mots
mouvements et collectifs de chômeurs
par *collectif contre les expulsions et sans-papiers*.**

La couverture médiatique du mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-1998 fournit une nouvelle illustration de la fonction dévolue aux journalistes : celle de *chiens de garde* du système économique (1). Les journaux de la presse écrite et de la télévision ont adopté trois attitudes successives : ils ont tout d'abord surmédiatisé les premières occupations en traitant le mouvement sur le mode de la compassion, puis, quand les chômeurs sont devenus une menace politique, ils se sont faits, au nom du "réalisme", les pédagogues du pouvoir. Enfin, quand le mouvement s'est poursuivi malgré l'intransigeance du gouvernement et de la répression, ils ont adopté une logique de dénégation, privant les actions de légitimité et de visibilité. [temal](#)

La compassion

Dans la première phase, les occupations font la "une" des journaux. Une armée de journalistes parcourt le pays, d'Arras à Marseille, pour rencontrer dans les Assedic occupés ou plus souvent chez eux, en famille, ces "exclus" qui ont fait tomber la droite, et qui pourraient bien menacer la gauche. Les occupations se multiplient, en grande partie sous l'effet de cette médiatisation. Mais les médias servent sans doute moins la lutte des chômeurs qu'ils ne se servent d'eux. Le spectacle qu'ils mettent en scène reproduit les clichés d'une vision compassionnelle qui fait pendant au culte des édiles politico-économiques auquel ils se vouent pas ailleurs. Parfois sincères, parfois suintant la mauvaise conscience des nantis, ces innombrables portraits de chômeurs en "détresse", réclamant quelques miettes du gâteau de Noël (combien, d'"appels de détresse", d'"expression de détresse", de "cris de désespoir" dans la presse de ces jours-là) contribuent en fait à exclure les chômeurs en refusant de les considérer comme des sujets sociaux autonomes. Qu'est-ce que la détresse ? "*Un sentiment d'abandon, de délaissement, de solitude, d'impuissance*" nous dit le dictionnaire. La détresse demande "*du cœur des mots ou des gestes pour exprimer la solidarité de la collectivité*" (2). Solidarité, le mot est lâché. Il résume l'essentiel de la réponse gouvernementale à un mouvement qui parle de "dû" et de "droits", et qui, par ses revendications, met en cause l'ensemble des orientations économiques. Bientôt, les matraques de la "République" viendront au secours de la "solidarité de

la nation" pour convaincre les chômeurs de retourner à leur place. On fera alors bon usage d'un autre argument : *"Une détresse qui fait de la politique, c'est de la détresse manipulée"* (3).

Le 3 janvier, Martine Aubry fait aux chômeurs l'aumône de 500 millions de francs (en fait déjà dépensés) et déclare : *"Les mesures ont été prises donc il faut que ça s'arrête"* (4). Le mouvement, au contraire, s'étend. Elle demande l'évacuation des Assedic (5), mais Jospin hésite encore à la suivre. Pourtant le ton gouvernemental change. Ceux qui évoquaient de façon paternaliste *"l'impatience légitime des chômeurs"* dénoncent maintenant *"l'enfermement du mouvement dans une logique structurelle"* (6).

Le réalisme

Le cœur médiatique, qui battait hier si fort pour les chômeurs, obéit désormais unanimement à la raison économique. Le 9 janvier, Laurent Joffrin, directeur, de la rédaction de *Libération* écrit : *"Lâcher beaucoup (ce serait) menacer les finances publiques ou pire, augmenter d'une manière ou d'une autre les prélèvements sur le travail, solutions qui risquent, à terme, d'accroître.. le chômage"*. Il n'est bien sûr pas question pour l'éditorialiste d'augmenter les prélèvements sur le capital. Le maître-mot - et le mot des maîtres - n'est plus *"détresse"* mais *"réalisme"*. Quand pour empêcher la généralisation des occupations, Jospin lâche un milliard et fait évacuer les Assedic, Gérard Dupuy (7) oppose ces *"résultats forcément modestes"* aux *"revendications maximalistes"* des chômeurs. Si l'on trouve ici et là des réserves sur la politique gouvernementale, elles sont d'ordre pédagogique : comment faire entendre raison à ces *"désespérés"* ? Le 21 janvier, quand Jospin intervient pour la deuxième fois, en annonçant qu'il n'augmentera pas les minima sociaux et qu'il n'y aura pas de RMI pour les jeunes, Alain Lebaude écrit dans *Le Monde* : *"Il aurait pu expliquer en quoi le relèvement des aides de toutes sortes entraînerait des recouvrements avec les minima salariaux, dont le SMIC, nuisant à l'équilibre de tout l'édifice social à la française"*.

Les spécialistes en communication du gouvernement inventent alors une *"Madame Exclusion"*, en l'occurrence Madame Join-Lambert qui, à l'image studieuse et rassurante de tant d'autres *"Madame Plan d'Urgence"*, est censée s'appuyer sur une large consultation pour faire un rapport sur la refonte des minima sociaux. Un mois plus tard, l'expert remet ses conclusions au gouvernement. Le technicien confirme le politique, lui-même interprète de la puissance économique : il n'est pas question de satisfaire les demandes des chômeurs. Seule audace : proposer le cumul partiel d'un salaire et d'une allocation. *Le Monde* souligne *"l'unanimité pour saluer la qualité du rapport"* et *Le Figaro* le qualifie *"d'ensemble cohérent qui a su éviter le piège de la démagogie"*. Selon l'éditorialiste Franz-Olivier Giesbert, la proposition de cumul *"ressemble à un début de flexibilité"* (8). Il est vrai qu'elle était déjà au programme de la Commission sociale du CNPF. Au patronat l'exploitation, à l'État la compensation, aux journalistes l'explication. Et les pauvres seront bien gardés...

La dénégation

La manifestation du 27 janvier organisée par la CGT pour soutenir le projet de loi sur les 35 heures signe aux yeux des journalistes la fin du mouvement. Les associations de chômeurs y participent, malgré de nombreuses réserves sur un projet qui fait la part belle à la "flexibilisation", et la presse, par un raccourci habile, présente cette participation comme un ralliement. *France-Info* annonce ainsi que "*les chômeurs manifestent pour soutenir le gouvernement*". Quant aux chômeurs en lutte, ils ne sont pas moins nombreux qu'en décembre, quand toute la presse leur consacrait la "une". Ils ne sont pas moins actifs, malgré la répression. Il ne se passe pratiquement pas un jour sans qu'ils ne manifestent leur colère : nous avons recensé cent cinquante actions pour le seul mois de février. Mais il y a de moins en moins de journalistes pour les suivre. Les dépêches d'agences finissent à la corbeille ou font l'objet d'une brève, au gré des espaces vides. Une fois de plus dans les rédactions, il y a quelqu'un pour dire "*Y en a marre, on passe à autre chose*". Et il y a, comme toujours dans l'actualité une révélation, sensationnelle, une catastrophe naturelle ou un conflit imminent pour prendre le relais. De temps en temps ; on voit resurgir les "chômeurs", mais c'est avec des guillemets. Les "*désespérés*" d'hier sont devenus les "anarchistes" ou les "autonomes". Les autres ont rejoint les courbes des statisticiens.

Les maîtres ont eu le dernier mot.

**AC ! Commission Médias
Maison des Ensembles
5 rue d'Aligre, 75011 Paris**

(1) Pour reprendre l'expression de Serge Halimi dans *Les nouveaux chiens de garde*, Ed. Liber 1997.

(2) *Le Monde*, 7 janvier 1998.

(3) Nicole Notat, *Libération*, 5 janvier 1998.

(4) *Libération*, 5 janvier 1998.

(5) *Le Monde* nous l'apprendra incidemment un mois plus tard dans l'hagiographie qu'il lui consacra sous le titre "*Martine Aubry, un destin qui se cherche*". 1er février 1998.

(6) Cambadélis, *Le Monde*, 25 janvier 1998.

(7) *Libération*, 10 janvier 1998.

(8) *Le Figaro*, 27 février 1998.

Les minima sociaux, même en prison !

**AC !, Act Up-Paris, AIDES,
le Groupe Multiprofessionnel des Prisons, le Génépi
et l'Observatoire International des Prisons
se sont réunis pour former une plate-forme commune.
Cette plate-forme travaille à ce que les détenus
puissent enfin bénéficier des minima sociaux
disponibles à l'extérieur. Une conférence de presse
a eu lieu le 10 novembre dernier
pour présenter aux médias ces revendications.**

Tout le monde le sait : ce sont surtout les pauvres qu'on met en prison. Ce que l'on sait moins, en revanche, c'est que l'univers carcéral accentue la précarité de ses "hôtes", et produit son indigence propre. Aujourd'hui, faute de revenus, 60% des détenus vivent en France en dessous du seuil de pauvreté carcéral ; ceux qui travaillent ne perçoivent qu'un salaire dérisoire ; la plupart sont contraints à l'inactivité ; beaucoup sont exclus des prestations sociales courantes, et tributaires d'aides extérieures extrêmement inégales. Cette précarité propre aux prisons achève de rendre la vie carcérale dégradante, injuste et dangereuse : elle menace la santé et l'intégrité physique des détenus ; elle crée et renforce des injustices judiciaires et sociales ; elle fragilise sa famille et ses proches.

Domages sanitaires

Sans revenus, les détenus ne peuvent ni renouveler les produits d'hygiène élémentaire que l'administration pénitentiaire est censée leur procurer, ni compléter l'alimentation de base qu'elle fournit. A ce titre, la précarité carcérale constitue un risque sanitaire : elle empêche les détenus de prendre soin d'eux-mêmes et aggrave les effets des pathologies lourdes, particulièrement fréquentes en prison, comme le sida ou l'hépatite C.

Délinquance et insécurité

L'absence de revenus en prison est par ailleurs un facteur d'insécurité pour les détenus. Le manque de ressources entraîne trafics, rackets et prostitution. Les plus pauvres se trouvent par là même surexposés aux sanctions disciplinaires, aux violences physiques et aux pratiques à risques.

Inégalités judiciaires

La précarité propre à l'univers carcéral crée par ailleurs des inégalités judiciaires : l'absence de revenus rend plus difficile l'aménagement des peines, qui exigent des garanties d'emploi et de logement, et un effort actif d'indemnisation des victimes ; ils sont en outre pénalisés pour assurer leur défense dans les meilleures conditions.

Désinsertion sociale

La précarité qui prévaut en prison contribue largement à l'exclusion des détenus et contredit l'objectif de réinsertion affiché par l'administration pénitentiaire : incapables, pendant la détention, de faire face à leurs charges extérieures (emprunts, loyers), ils ne peuvent plus dès lors soutenir leurs proches, sanctionnés et pénalisés à leur tour, et risquent de se retrouver sans ressources à leur libération. Il ne faut donc pas s'étonner que le taux de récidive culmine dans les mois qui suivent la sortie de prison.

Cherté de la vie carcérale

Il faut se défaire du mythe d'un détenu "nourri, logé et blanchi" dont les besoins seraient couverts gracieusement par l'administration pénitentiaire. Pour être plus supportable, la vie carcérale coûte cher : le prix des marchandises y est parfois deux fois plus élevé qu'à l'extérieur, et le développement en cours des prisons privées accusera davantage ce phénomène.

Le système actuel doit être remis en question : rares et inégalitaires, le travail carcéral et les aides extérieures ne peuvent plus être les seules ressources en prison. C'est pourquoi nous demandons que toute personne incarcérée ait droit, du premier au dernier jour de son incarcération, à un minimum de ressources personnelles, ce minimum étant constitué soit par le maintien de ses droits (minima sociaux, notamment RMI), soit par l'ouverture pendant l'incarcération des droits sociaux auxquels elle aurait pu prétendre avant l'incarcération, soit par des prestations particulières lui donnant droit aux mêmes minima pendant toute la durée de son incarcération et l'articulation de sa sortie.

Act Up-Paris
Arlindo Constantino
01.49.29.44.75

AL 212 / INTERVIEW / PARUTION

Rencontre avec la témoin X1

À l'occasion de la parution de son livre *Silence, on tue les enfants* (éditions Mols), Régina Louf nous a accordé une interview exclusive.

Nous commençons par lui présenter notre journal, qu'elle ne connaît pas. Elle a, par contre, déjà lu *De Nar*, qui est en quelque sorte notre alter ego néerlandophone. Régina est souriante et excessivement calme. La conversation s'entame de manière très naturelle...

Vous avez l'air beaucoup plus sereine que lors de vos précédentes apparitions en public. Votre visage reflète la quiétude. D'où vient ce changement ?

J'ai pensé que j'avais choisi le bon chemin, qu'il fallait que je me débarrasse de ce poids, de ce fardeau, ainsi que de la honte que je ressentais ; qu'il fallait que la vérité éclate au grand jour et cela malgré les conséquences que cela impliquerait. Si j'ai fait ce choix, c'est pour toutes les autres victimes, pour la vérité, ce qui fut pour moi une délivrance. D'un côté, j'ai perdu ma famille, pour retrouver une vraie famille : les gens qui m'ont aidée, qui ont su m'écouter, ce qui m'irradie de bonheur.

Les photos sont très belles...

Oui, j'ai eu affaire à un excellent photographe, Philippe Kloos, c'est quelqu'un de très spécial, de très calme.

Comment les choses se sont-elles passées avec les journalistes ?

Les journalistes de *De Morgen* sont devenus mes amis. Nous avons passé des heures ensemble. Au début, ils faisaient juste leur job, voulant seulement savoir, mais à force de m'écouter, une certaine sensibilité est apparue. Ils se sont rendu compte de ce que pouvait ressentir une

victime, de la tristesse de la situation. Ils ont eu l'impression de l'avoir eux-mêmes vécue. Par contre, les propos de Het Volk et Het Laaste Nieuws sont subjectifs. Ils sont partis d'un certain point de vue, en l'occurrence celui de mes parents, des coupables. Ils ont tout essayé avec des moyens de journalistes. Il est un fait certain qu'ils sont plus forts que moi. Je ne fais pas le poids face à ce type de presse, ce qui fait qu'ils ont donné une certaine image de moi au public. En ce qui concerne la partie francophone, notamment lors de l'émission Au Nom de la loi, ce fut affreux. Même après avoir discuté avec eux, ils n'ont pas changé d'avis. Il me semblait pourtant qu'ils étaient là pour écouter les victimes, non pour les juger. Ces gens-là ont leur point de vue, ce qui détruit toute forme d'interview. Certains journalistes utilisent le journalisme comme une arme, mais pas dans le même but que moi !

Comment avez-vous "osé" vous adresser au public, n'était-ce pas insupportable ?

Non, car le public est constitué en grande majorité de gens que l'on rencontre tous les jours, et non de journalistes. Ils connaissent peu le sujet. Ils sont persuadés que la victime doit avoir une certaine image. La victime doit être quelqu'un de cassé, en dessous de tout, ce qui fait qu'à leurs yeux, je n'étais pas tout à fait crédible.

On a organisé le discrédit sur vos témoignages (ce sont les mots de certains gendarmes qui accusent leur commandement). Nous sommes dans l'impossibilité d'accéder aux dossiers. C'est donc la parole des uns contre celle des autres. Pouvez-vous nous dire quelque chose qui nous permette de vous défendre ?

Nous avons essayé d'accéder aux dossiers, mais à cause de la loi Franchimont, ça n'a pas pu se faire. Par contre, si mes parents ont pu faire retirer mon livre, c'est grâce à cette loi. Ils ont eu accès aux dossiers et ont utilisé certains éléments. D'ailleurs, la loi Franchimont est totalement incohérente. Nous avons pu accéder aux dossiers de Gand et nous allons pouvoir, en tant que partie civile, accéder à ceux de Bruxelles et d'Anvers. Ils ne riront pas, car à partir du moment où j'aurai le dossier complet, nous allons enfin commencer à travailler. J'ai peut-être l'air calme pour le moment, mais la semaine dernière, je

fulminais ! C'est effarant de voir de quelle manière on m'a traitée à la gendarmerie, pas seulement à Gand, mais aussi à Bruxelles. C'est une horreur ! Surtout lorsque l'on compare la façon dont on a traité les coupables : leurs interrogatoires ont été effectués avec une gentillesse, une compréhension qui n'a jamais eu lieu dans mon cas. Lorsqu'il est question de Tony, on est loin de l'objectivité. Ils ont par exemple déclaré : Elle avait l'air d'être tellement amoureuse de lui... D'autre part, si on les avait "entendus" comme on m'a "entendue", il est certain que les choses auraient pris une autre tournure. Certaines déclarations n'ont jamais été prises en considération, on les a mises de côté. Lorsque je lis le PV de la confrontation qui a été tapé sur ordinateur et non filmée, on a retiré les aveux de Tony où il reconnaissait m'avoir prostituée. Il reste juste une déclaration de viol. Il m'a violée de 12 à 16 ans. Pourtant, dans ce milieu, le processus est systématiquement le même : d'abord le viol, ensuite la prostitution.

Comment se fait-il que vos déclarations aient été actées par des PV, mais non signées ?

Lors de la confrontation avec Tony, je suis arrivée à 13h. On m'a laissé dans un réduit où il y avait un tabouret en bois, un bureau et un BSR. J'y suis restée jusqu'à 18h30, sans boire, sans manger, sans soutien thérapeutique, sans aide psychologique, avec ce BSR qui me répétait sans cesse que je mentais, que j'étais folle, qu'à cause de moi il était obligé de jouer au baby-sitter et qu'il aurait dû être chez lui en train de construire sa maison. Dès 13h, j'étais stressée, parce que j'allais me retrouver devant Tony. J'avais très peur, et je sentais que le BSR ne me supportait pas. A 18h, ils sont venus me chercher et m'ont poussée dans une pièce où Tony se trouvait déjà, accompagné de quatre BSR. C'était un peu comme une commission d'examen. On m'a annoncé que rien ne serait filmé (qu'ils ne se prêtaient pas à ce genre de show !). Il faut bien se dire que lorsqu'un entretien est filmé, toute rectification, tout changement est sur vidéo, donc enregistré, ce qui n'est pas le cas sans vidéo, où l'on peut retranscrire ce que l'on veut. Un exemple : on me pose une question, j'y réponds et ma réponse est transmise à une personne qui tape d'un seul doigt. Cela met déjà un temps fou. La réponse que j'ai donnée n'est déjà plus la même, mais bien celle du BSR

qui m'a interrogée. Je leur en fais part et on me répond : Ça n'a aucune importance, c'est plus ou moins la même chose, nous savons ce que nous écrivons. C'est très intimidant. Tony, lui, a pu rectifier ses dires. Il a d'abord déclaré qu'il emmenait d'autres filles avec moi, puis s'est repris en déclarant qu'il emmenait parfois d'autres filles. Lors de la fin de l'interrogatoire, j'ai déclaré qu'il était hors de question que je signe quoi que ce soit. Ils m'ont répondu que j'étais obligée de signer. J'ai maintenu mon refus et ils m'ont laissé macérer pendant une heure, alors qu'ils étaient censés me ramener à la maison. Après ce délai, ils m'ont menacée de m'enfermer seule avec Tony, sans protection. En fin de compte, il était presque 22h, j'étais vidée, anéantie, et j'ai fini par signer, sans avoir rien lu. C'est là une façon habituelle de "travailler" à la gendarmerie.

Comment vous êtes-vous sortie des griffes de ce milieu, alors que vous dites vous-même qu'on ne s'en sort pas vivant ?

J'ai pu en sortir grâce à quelques hasards chanceux. J'avais presque 16 ans lorsque j'ai compris qu'il fallait que je disparaisse, sinon j'allais connaître la prostitution d'adulte et tout ce qui pouvait en découler. J'ai donc cherché quelqu'un à qui je manquerais et qui me rechercherait s'il m'arrivait quelque chose. J'ai rencontré Erwin, il a veillé sur moi 24 h sur 24 et c'est à ce moment que Tony a pris contact avec des polonais pour pénétrer un réseau de prostitution infantile en Belgique, vraisemblablement parce que c'était plus facile et plus sûr, ces enfants pouvant disparaître sans qu'on les recherche. Étant fort occupé, il s'intéressait de moins en moins à moi. J'ai donc vu une chance de m'enfuir, mais Tony a toujours fait en sorte de se rappeler à mon bon souvenir, et ce jusqu'en 1985. Il me contactait par téléphone, mais me laissait relativement tranquille. Il ne se doutait absolument pas qu'un jour je parlerais. En général, les victimes se taisent.

Y a-t-il dans le pouvoir actuel des gens sur qui vos révélations pourraientrejaillir ?

Bien sûr, c'est une des raisons pour lesquelles les enquêteurs se sont arrêtés, on n'aurait pas évincé De Baets sur base de faux PV, on ne m'aurait pas fait stopper mes déclarations sur base de détails, tels que

Cristine ne possédait pas de vélo noir... Je ne pense pas qu'il s'agit d'un complot national, mais d'une minorité de gens bien placés que ça arrangerait bien que certains éléments de l'enquête n'apparaissent pas. Ca n'a pas dû être très difficile quand on sait qui travaille dans ce genre d'enquête. Il suffit que des magistrats ou des officiers de gendarmerie donne un coup de fil en disant : Vous voulez faire carrière ou pas... On leur met un marché en main, tout le monde a une maison qu'il faut terminer de payer. Les seuls magistrats qui n'ont pas eu peur ont été Connerotte et Bourlet. En ce qui concerne les autres, tels que les juges, les BSR, les policiers, etc... ils voudront toujours aller plus haut, donc un petit coup de fil et le tour est joué, il ne faut pas chercher plus loin.

Avez-vous le sentiment d'être sous pression de la part du monde judiciaire ou politique ?

Je ne sais pas exactement, mais ils jouent avec moi, mon téléphone était sur écoute et j'ai reçu la visite du ministère de l'agriculture qui voulait abattre les quelques porcelets m'appartenant sous prétexte qu'ils n'étaient pas enregistrés, tout cela pour essayer de me démotiver.

Qu'est-ce qui a permis au journal De Morgen d'affirmer que la troisième relecture du dossier n'autorise pas à conclure que le gendarme De Baets et son collègue ont orienté l'interrogatoire ?

C'est très simple, parce qu'il n'y a rien à trouver. De Baets et son équipe ont travaillé correctement, ils m'ont crue, m'ont écoutée et m'ont filmée. Etaient également présents, des magistrats, des officiers de gendarmerie et tout s'est fait dans les règles. Même après la troisième relecture, ils n'ont rien trouvé. Ce qui se passe maintenant, c'est de la dissimulation. Les résultats de ces relectures ne sont jamais parus dans les journaux. Grâce au dossier Pignolet et aux dernières relectures, nous allons tenter de prouver que De Baets n'a pas mal travaillé et que les autres enquêteurs ont tout fait arrêter de façon lâche et maffieuse, mais nous ne sommes pas au bout de nos peines, le chemin sera long.

Votre livre a failli être interdit. Que s'est-il passé ?

Mes parents ont estimé que leur nom et leur réputation étaient salis. Le juge gantois qu'ils sont allés voir étant d'accord avec eux, le livre a été retiré de la vente. La liberté de l'information a été sérieusement atteinte. Pour l'instant, nous sommes en appel et le verdict devrait tomber dans 15 jours. En attendant, le livre est heureusement remis en vente.

Votre mari est maintenant accusé d'actes pédophiles sur votre baby-sitter. Que pouvez-vous nous dire à ce sujet ?

Il existe en anglais une expression qui convient parfaitement : *be first the accusation*. La situation s'est retournée : les victimes sont devenues les coupables. C'est une manœuvre de la partie adverse. C'est comme cela que nous avons été traînés dans la boue, la baby-sitter également. Celle-ci nous a récemment confirmé qu'il ne s'était rien passé. De toute façon, c'est probablement une des dernières accusations dont nous serons victimes.

Nous vous le souhaitons !

Mes parents se rendent compte qu'ils ne peuvent pas gagner. Ils ne s'attendaient pas à ce que je parle, croyant que je serais morte de honte. Je sais qu'ils continuent de me salir, mais maintenant, ça n'a plus beaucoup d'importance. Beaucoup de gens m'aident et tout ce que je peux montrer, c'est le visage de la vérité. Je confirme toutes mes déclarations.

Qu'avez-vous ressenti lorsqu'on vous a prise pour une menteuse ou une folle ?

Il est évident que ça fait très mal, mais d'un autre côté, je vais vous citer un exemple : j'ai reçu une lettre d'une fillette de 12 ans que j'avais rencontrée. Elle m'écrit : Maintenant, je sais que ce que mes parents me font n'est pas bien et si j'étais grande, je serais aussi courageuse que vous et je parlerais. Donc, je sais que j'ai choisi le bon chemin. J'ai choisi de parler au nom de toutes les victimes et même si on raconte que je suis folle, mythomane, etc, ça ne m'atteint pas. Je suis capable d'assumer ce genre d'accusations.

Vous avez 4 enfants, sont-ils en âge de comprendre le fait que vous dénonciez la pédophilie ?

Mes aînés, âgés de 7 et 8 ans, savent que certains adultes ont fait du mal à leur maman, que leurs grands-parents n'ont jamais cru ni aidé leur maman et que c'est très grave. Quant à ce qui touche la sexualité perverse que j'ai subie, je ne leur en parle pas, ils sont trop jeunes, mais si un jour ils devaient me poser des questions, je leur répondrais de façon à ce qu'ils comprennent.

Avez-vous décidé vous-même d'écrire ce livre ou vous l'a-t-on demandé ?

J'ai commencé un manuscrit en 1988, mais je ne l'ai pas fait éditer parce que j'avais la sensation que dans l'ensemble, mes propos ne passeraient pas, surtout en milieu thérapeutique, car à l'époque les psychologues, les thérapeutes ne voulaient pas reconnaître l'existence de la pédophilie en Belgique. En janvier, un éditeur a pris contact avec moi en me demandant si je voulais écrire un livre et j'ai accepté. Ils ont lu mon manuscrit, qu'ils ont trouvé à leur goût. Pour ma part, j'estimais que ce n'était pas exactement ce que je voulais et que ce que j'avais écrit datait un peu. J'ai donc remanié le texte, le tout en un mois. J'écrivais surtout la nuit.

Pensez-vous que les psy se cachent derrière le secret professionnel ?

J'ai rencontré une psychiatre, Annick Lampo, qui m'a affirmé qu'en Belgique, la pédophilie n'existait pas !

Oui, mais ils entendent les enfants se plaindre...

Quand elle m'a dit que la pédophilie n'existait pas, je lui ai répondu qu'elle ne devait pas être vraiment à sa place dans ce métier, car l'enfant qui viendrait la trouver avec ce genre de problème serait un enfant perdu. C'était en 1989. A l'heure actuelle, le monde thérapeutique a un peu évolué, mais néanmoins, il y a encore très peu de psychologues qui sont venus me trouver pour me dire qu'ils savent ce qu'il en est, à part le Dr Godts. C'est leur choix, mais c'est triste...

Même s'ils sont tenus par le secret professionnel, ils pourraient quand même en parler, sans citer les noms des victimes. Je crois qu'il y a encore un long chemin à parcourir.

Propos recueillis par Jeanny, Dominique, Anne-Marie et Gun

(1) L'expression n'est pas des plus heureuses, j'en conviens, mais elle me semble bien correspondre à l'air du temps, les systèmes maffieux n'étant qu'une forme exacerbée du néolibéralisme dominant (dixit Jean Ziegler).

AL 212 - REGINA LOUF - COMMENT-TAIRE

Derrière la morale, le mensonge !

**Il est grand temps de cesser de faire l'autruche :
les enquêtes ont clairement établi que Régina Louf
a bel et bien été abusée à l'âge de 12 ans
et qu'elle a subi le joug d'un proxénète
de la pire espèce.**

Mais y a-t-il d'autres espèces de proxénètes ?

Là dessus, "surenchère médiatique (?)", la presse nous apprend que Régina Louf aurait assisté à plus de quatre-vingt meurtres, ou du moins en aurait eu connaissance. Il semblerait qu'elle soit tombée chez les tontons flingueurs ! Dans son entourage, on devait descendre quelqu'un tous les dimanches à l'apéritif... Dans le fond, cela n'a rien d'impossible car, après tout, des assassinats non élucidés, il en pleut et il est notoire

qu'il existe des cercles interlopes où l'habitude est de régler les comptes à la manière forte.

Personnellement, je veux bien concevoir également ? aussi inouï que cela puisse paraître ?, qu'il peut exister des déments capables d'organiser des safaris où l'on chasse l'enfant à l'arbalète et je ne prétends en tous cas pas nier la réalité des horreurs liées à la pédophilie et la prostitution, ni que celles-ci puissent être organisées en réseaux.

Ce que je m'explique mal, en revanche, c'est la manière dont on peut échapper à un tel milieu, aussi impitoyable et où l'on fait si peu de cas de la vie humaine. Or, Régina semble avoir traversé les mailles du filet avec une relative aisance. Ses jeunes "collègues de travail" (1) qui, elles, auraient disparu, n'ont apparemment pas eu cette chance. Comment alors peut-elle vivre aujourd'hui sans crainte de représailles de ce milieu si féroce qu'elle a fréquenté et sans avoir à subir de la part des autorités (dont certains représentants seraient compromis) d'autres pressions que celles exercées sur son élevage de petits cochons ? (voir l'interview de Régina dans ce même numéro). Comment Régina Louf, dont les révélations pourraient faire crouler tout un système de pouvoir a-t-elle réussi à rester en vie, c'est ce que je ne m'explique pas et le fait qu'elle soit à présent connue du grand public n'est pas pour autant une garantie de sécurité (André Cools aussi, bénéficiait d'une certaine notoriété...).

Quoiqu'il en soit, il ne m'appartient pas d'apporter ou de retirer de l'eau au moulin du discrédit déjà jeté sur la personnalité de Régina Louf, ceci n'étant qu'un simple questionnement.

Lors de notre rencontre avec Régina, hors interview, nous l'avons informée qu'il y a deux ans, *Alternative Libertaire* publiait un article concernant une sordide affaire de ballets roses, mêlant de près un certain nombre de personnalités en vue, proches du palais royal. Elle nous a dit ne pas savoir si le prince Albert fut ou non mêlé à cela mais, saisissant la balle au bond, elle nous affirme s'être rendue dans une villa dont les autres personnalités citées possédaient la clé. Nous n'en saurons pas plus.

La morale promulguée avec ferveur par le pouvoir n'a jamais poursuivi d'autre but que celui de rendre le peuple craintif et obéissant ? la peur du "mal" étant comme chacun sait un des facteurs conduisant le plus sûrement à la soumission.

Cette morale bourgeoise, tant chrétienne que "libre penseuse", repose en fait sur ce principe essentiel : *Faites ce que je dis, pas ce que je fais*. L'affaire des ballets roses relatée dans *AL* en est un exemple criant et si cette histoire pouvait être enfin élucidée, si une enquête approfondie était menée et qu'en conclusion de celle-ci, il apparaissait que tout cela fut parfaitement réel, c'en serait fini de la monarchie : sa propre morale ? ou du moins celle qu'elle entend inculquer à ses sujets ? lui explosant à la figure, il ne lui resterait plus dès lors qu'à choisir l'exil vers des contrées plus permissives... Mais puisque nous vivons à l'heure mondiale du grand retour de la pudibonderie ? Chez Clinton, comme ailleurs ?, il y a gros à parier que les faits divers macabres se multiplient et que la chape de plomb qui isole les victimes se renforce davantage. La répression sexuelle ne peut être, en effet, qu'une source supplémentaire de frustrations diverses, ne pouvant qu'aboutir aux déviances les plus scabreuses, car lorsque les élans vitaux sont muselés, neutralisés et immatriculés par les bons soins des gardes-chiourmes de l'idéologie répressive, communément dénommés "psychiatres", lesquels ne se cachent même pas d'avoir pour activité principale de faire passer pour acceptable une société qui rend les gens malades, on peut s'attendre au pire !

Gun

NB : Il va de soi que ces propos n'engagent que moi et non l'ensemble de la rédaction d' *AL*.

Pourquoi j'ai édité le livre de Régina Louf

**Pourquoi je crois que Regina Louf est sincère
quand elle évoque ses relations avec ses parents.
Pourquoi j'ai accepté d'éditer son livre.**

Quand j'ai entendu parler de Regina Louf, ma première impression fut de croire possible son récit. J'avais de bonnes raisons pour cela : je venais de publier un témoignage allant dans le même sens - abus sexuels dès le plus jeune âge encouragés par des parents indignes, prostitution infantine, sadisme et perversité, actes perpétrés par des groupes d'adultes "au-dessus de tout soupçon"... Ce témoignage m'était apparu, au premier abord, comme impossible. C'était trop au-delà de ma capacité à imaginer le mal que des hommes et des femmes peuvent infliger à des enfants. Je me trompais : des spécialistes chevronnés me confirmèrent la véracité de ce récit, qui était recoupé, d'après eux, par d'autres témoignages, connus des professionnels de la protection de l'enfance et par des psy.

Ce livre, *Lettre à Isa*, fut donc édité avec un préambule de Claude Lelièvre, délégué général aux droits de l'enfant, une préface de la psycho-thérapeute qui suivait *Cécile*, l'auteur, et une note d'information d'une journaliste spécialisée dans la maltraitance, Chantale Anciaux.

Après sa parution, la presse fut unanime à parler positivement de ce livre, à considérer comme crédible le souvenirs d'une adulte évoquant des faits remontant à l'âge de trois ans pour les plus anciens.

Les révélations de X1 me parurent donc dignes de foi, même si des détails cités dans la presse me semblèrent difficiles à avaler. J'avoue que, comme beaucoup de monde, la prestation télévisée des parents

ébranla fortement ma conviction. Je crus, à ce moment, que Regina était sincère mais mythomane. Comme tout le monde.

Pourquoi ai-je changé d'avis ?

Le hasard me fit rencontrer Marc Reisinger. Il me convainquit de lire attentivement l'enquête minutieuse des deux journalistes du Morgen et de Marie-Jeanne van Heeswijk, documents rassemblés dans une brochure *Pour la Vérité* diffusée par les AMP dans les kiosques et librairies. Cette publication, qui contenait l'essentiel des révélations de Regina concernant ses parents, ne fut l'objet d'aucune procédure ni réfutation.

Les faits décrits par ces journalistes d'investigation, après un long et minutieux travail d'enquête, m'impressionnèrent par leur gravité. Ils étaient confortés par la Justice elle-même qui avait considéré pendant plusieurs mois que X1 était un témoin valable, dont le témoignage pouvait être exploité. Le contexte professionnel des auditions menées par l'équipe de l'adjudant De Baets ne laissait pas place au doute, il était renforcé par la présence répétée de magistrats et par les conclusions formelles d'une expertise psychiatrique menée par le docteur Igodt.

Un médecin éminent, le professeur Léon Schwartzenberg avait longuement rencontré Regina et appuyait son témoignage avec toute l'autorité d'un scientifique de haut

niveau, au point de signer la préface du livre qu'elle écrivait.

Plus que tout, les rencontres répétées que j'eus avec Regina me permirent de découvrir une personnalité équilibrée, forte, sereine, qui ne parlait que parce qu'il fallait sauver d'autres enfants, faire connaître au public des vérités dures à entendre, quoi qu'il lui en coûtât.

Face à cette volonté tranquille et dérangeante, j'assiste aujourd'hui à un étrange spectacle : celui de personnes acharnées à détruire, à souiller, à se voiler la face. Comme dans un drame antique, on assassine le porteur de mauvaises nouvelles !

Ce qui est troublant, dans ce déchaînement qui confine souvent à la haine, c'est la fragilité des raisonnements : la démolition du témoignage de Regina tient en quelques points de détail, sur lesquels Regina peut fournir des réponses sensées, alors que de nombreux aspects positifs et dûment prouvés de son témoignage ne laissent pas place au doute.

Regina, d'ailleurs, ne demande qu'une chose : que l'instruction soit menée jusqu'au bout, que les confrontations aient lieu, que des perquisitions soient opérées aux lieux qu'elle a reconnus, que le réseau soit enfin démantelé.

Depuis plusieurs mois, rien ne bouge.

Je crois que la Justice est intègre, que nous avons des magistrats soucieux de trouver la vérité sur ces affaires. Leur tâche n'est pas facile : leur responsabilité est énorme. Avant d'inquiéter des personnes citées par Regina, leur devoir est de s'assurer que des indices matériels existent, pour conforter le témoignage de Regina. Si, en leur âme et conscience, ils estiment ne pas être en possession de ces preuves, je comprends leur prudence et, en tant que citoyen, je leur demande de parler davantage, d'expliquer clairement pourquoi les enquêtes sont arrêtées. Ne peuvent-ils pas prendre en considération que les erreurs judiciaires, cela existe ?

Il est troublant que certains arguments pour mettre en doute la parole de Regina soient basés sur des faux grossiers, sur des erreurs de traduction, sur des amalgames...

Heureusement, l'honneur de la presse est qu'il y ait des journalistes soucieux d'aller au-delà des apparences, qui transgressent les tabous et prennent le risque de déplaire.

Un journaliste m'a demandé si, en tant qu'éditeur du livre de Regina, je n'étais pas gêné du tort fait à l'image de ses parents, alors qu'ils ne sont pas jugés coupables par la Justice et que les faits sont d'ailleurs prescrits.

C'est une question grave : je crois que la réponse essentielle est de dire que nous cherchons, par ce livre, à éveiller les consciences et à protéger

ne fût-ce qu'un enfant du risque de tomber dans un pareil enfer. C'est pour cette raison que Regina a décidé de parler ; il a fallu de longues années de thérapie pour qu'elle soit à même de le faire (*Cécile* avait dû attendre 20 ans, et la mort de son père, pour libérer sa mémoire de son trop lourd fardeau).

Dès lors que le devoir de conscience de Regina était de parler, il était de mon devoir d'éditeur de l'aider en lui facilitant l'accès direct au public, au risque de voir la Justice statuer que les parents justifieraient d'un intérêt dominant sur celui des enfants maltraités .

C'est bien l'enjeu de ce débat : faut-il se taire pour protéger des parents qui sont, par la prescription, à l'abri des poursuites judiciaires ? D'autant plus que les faits rapportés par Regina sont très largement connus du public depuis plusieurs mois et que la Justice, saisie d'une plainte des parents, ne paraît guère soucieuse de traiter cette affaire en urgence. Pourquoi l'édition d'un livre, qui permet de mieux comprendre Regina, avec toute la complexité de son cheminement intérieur, serait-elle à empêcher comme dérangeante, là où les autres médias peuvent diffuser librement leur part de vérité ?

Je crois aussi que la publication du livre n'aggrave pas le dommage moral ou matériel des parents, quelle que puisse être la vérité en ce qui les concerne. Ils ont eu tout le loisir de se répandre en propos très agressifs sur leur fille, la traitant de "folle" par exemple, leur impact sur l'opinion publique a été et est toujours considérable. L'interdiction de publier le témoignage de Regina serait une mesure injuste et excessive face à leur capacité de monopoliser la plupart des médias pour défendre leur thèse.

Je cherche à organiser une rencontre entre personnes de bonne foi, ayant l'intelligence et l'honnêteté d'admettre que la vérité peut être ailleurs que là où ils l'anticipent, assez intelligentes pour écouter les arguments et les preuves qui ont pu être rassemblés par les enquêteurs, mais aussi par les journalistes. Quand je dis que la présence à une telle rencontre de l'un ou l'autre magistrat, dont à priori je respecte l'indépendance et l'intégrité, serait utile, on me répond que le secret de l'instruction s'oppose à un tel débat public. Reste alors, dans un état de

droit, le pouvoir du citoyen d'en appeler à plus de justice, même dans un dossier où l'absence de preuves judiciaires et certaines faiblesses du témoignage incitent les juges à ne plus bouger. Les erreurs judiciaire sont hélas innombrables, pourquoi le dossier des enfants tués échapperait-il à ce risque ? Pourquoi faudrait-il encore se taire, et surtout faire taire une victime ?

Il ne m'appartient pas de juger : il m'est demandé d'écouter et de permettre que la parole de Regina soit entendue. En toute sérénité, parce ma conscience me dit que ce que je fais est juste.

Gérald Thomas, éditeur

*AL 212 - REGINA LOUF
CONFÉRENCE DE PRESSE / DEBRIEFING*

Derrière le lynchage médiatique... la vérité !

**Du livre de Régina Louf,
de la conférence/débat de présentation,
ce vendredi 13 novembre 1998.
Impressions en vrac et dans le désordre...**

18 heures. L'interview de Régina Louf terminée, l'équipe d'AL se dirige vers la salle où doit se tenir la conférence de presse. Ouf, il y a encore quelques chaises inoccupées, on va pouvoir s'asseoir.

Avant, il nous faut cueillir un A4 déposé sur chaque chaise. D'évidence, il est là pour qu'on le lise. Il émane du *Parti Radical* et de l'association *Pour la vérité* et informe le lecteur de "*l'élaboration d'un site web sur lequel tenter une reconstruction des faits relatifs aux affaires dites de pédophilie en Belgique, mais aussi, (...) dans d'autres pays de l'Union européenne ainsi qu'une diffusion maximale de l'information (pour) contribuer à rééquilibrer l'unilatéralité du discours actuel*". Le site intitulé *Belgique : le scandale de la vérité - derrière l'affaire Dutroux* est localisable sur la première page du web du *Parti Radical* www.radicalparty.org. Les lecteurs sont vivement invités à faire part de leurs suggestions et critiques et, bien sûr, à fournir toute information et tout document qui pourraient trouver place sur le web.

La présentation du bouquin

La présentation du livre de Régina se fait à l'initiative de Marc Reisinger (psychiatre) et de Claude Zylmans (libraire, *À livre ouvert*), co-directeurs de publication de la collection *Pour la Vérité* des éditions Mols et co-animateurs de l'asbl du même nom.

Claude Zylmans nous présente les invités : Régina Louf (l'auteure), Erwin (son mari et sauveur), D. de Koning et Annemie Bulté (De Morgen), Marie-Jeanne Van Heeswyck (ex-rédactrice à Télé-Moustique), Gérald Thomas (éditeur/Mols), J.Y. Hayez (pédopsychiatre, UCL), Carine Hutsebaut (psychologue et auteure du livre *Les enfants n'aiment pas les crocodiles*, EPO) qui fait également office d'interprète, Anne-Marie Roviello (philosophe), les gendarmes De Baets et Bille, curieusement écartés de la cellule d'enquête de Neufchâteau, et d'autres encore dont je n'ai pas retenu les noms.

À part les journalistes sus-nommés, la presse brille par son absence bien que j'aie aperçu la discrète présence d'un journaliste vedette de RTL/TVI.

J'ai beau me tordre le cou dans tous les sens, je ne vois aucun représentant des "institutions" en charge de l'enfance maltraitée (Claude Lelièvre, *Child Focus*). Deux ou trois flics en civil, ça oui, mais qui, pour une fois, discrétion oblige, n'étaient pas empêtrés dans la

bandoulière de leur Nikon-peut-en-cacher-un-autre. Pas de parents d'enfants disparus, pas de délégation des *Comités blancs* ? Qu'en penser ? Qu'ils n'ont pas été invités ou que le discrédit savamment jeté sur la personne de Régina Louf par *Les Nouveaux chiens de garde* (1) du pouvoir est tel que *Ça ne vaut pas la peine de se déranger pour écouter les élucubrations d'une folle ?*

Douglas de Koning (De Morgen) ouvre le débat en insistant sur le fait que toutes les personnes ayant eu à cœur de découvrir fût-ce une parcelle de vérité concernant les réseaux de pédophilie en Belgique, ont eu, par la suite, à subir des pressions, menaces et intimidations en tous genres (des magistrats, des gendarmes, des psy, des journalistes, des associations telle que *Morkhoven* en Flandre, dont, cela dit en passant, une des animatrices, Gina Pardaens, qui enquêtait sur un réseau international de pédophilie, est décédée ce dimanche 15 novembre dans un accident de voiture qui, selon les dires de la gendarmerie n'a rien de suspect... encore un banal accident de roulage !).

Ces personnes-là donc, mais pas uniquement. Il cite le cas d'une famille de Louvain qui, passant ses vacances dans les Ardennes, se trouve à Bertrix la veille de l'enlèvement de Laetitia Delhez. Cette même famille est intriguée par le manège d'un groupe de quatre personnes aux alentours de la piscine de Bertrix. Quelques jours plus tard... on finira par libérer Laetitia Delhez et Sabine Dardenne. Un appel à témoin(s) est largement diffusé. Notre famille de Louvain se rend donc à Neufchâteau et reconnaît formellement le quatuor infernal sur base de photos qu'on lui soumet. En l'occurrence : Nihoul, Lelièvre, Dutroux et Martin. Une confrontation doit avoir lieu avec Nihoul, mais celui-ci s'y refuse. Nos témoins rentrent donc chez eux et, chemin faisant, apprennent par la radio que *les témoins oculaires de Louvain ont refusé la confrontation avec Nihoul*. Par la suite, cette famille fera également l'objet d'intimidations diverses et répétées.

Quand il joue au con...

Parmi les interventions, il y en a une qui ne me plaît pas du tout. Celle de l'éminent professeur J.Y. Hayez, qui, sans se présenter ni se qualifier, demande à Régina de lui expliquer ce qu'est le phénomène de

"dissociation" et, si possible, pas en termes scientifiques. Sachant qu'il s'agit d'un pédopsychiatre (largement médiatisé lors de l'affaire Dutroux), je me demande pourquoi il joue au con. Pour l'édification du public ? Nenni, l'assistance présente est surinformée. Parce qu'il n'est pas au courant de l'évolution et des progrès de la science dont il a fait sa profession ? Tout à fait improbable. Alors, je me dis que son intervention ne se justifie que par son intention de déstabiliser davantage Régina Louf. Cela n'est pas véritablement sympathique mais notre imperturbable Régina s'en sort avec maestria. En guise d'excuse, J.Y. Hayez lui dira : *En lisant votre livre, je n'avais pas eu l'impression que vous souffriez de dissociation.* Et moi, en l'écoutant lui, j'avais l'impression qu'il n'avait pas lu le livre, du moins pas entièrement.

Back-lash

L'intervention de Carine Hutsebaut est d'un tout autre niveau. Elle insiste sur le fait que les actuelles campagnes de prévention de la pédophilie sont centrées sur les enfants. En gros, il faut que les enfants apprennent à dire **non**. Non à l'adulte. N'est-ce pas un peu le monde à l'envers ? Est-il vraiment souhaitable, que dès leur plus jeune âge, les enfants soient éduqués à la méfiance vis-à-vis des adultes ? Ne serait-il pas plus judicieux d'apprendre aux adultes abuseurs potentiels ou avérés à dire non ? Faut-il vraiment abolir la confiance naturelle de l'enfant en l'adulte et, dans le même temps, mener une répression accrue de la pédophilie. Et C. Hutsebaut de stigmatiser (hors conférence) ladite politique répressive (peines d'emprisonnement de plus en plus longues, projet de loi sur l'incompressibilité des peines, suppression des congés pénitentiaires, allongement des périodes probatoires etc...) et d'en dénoncer les effets pervers. En effet, les pédophiles n'ayant plus rien ou pas grand chose à perdre, n'hésiteront plus à tuer leurs victimes (ndlr : En prison, les pédophiles ne font pas ou très peu l'objet d'un suivi thérapeutique spécifique. Au Canada, une expérience pilote, menée depuis plusieurs années, a démontré que le taux de récidive des déviants sexuels était quasiment nul lorsque ceux-ci avaient bénéficié d'un suivi thérapeutique adapté, lors de leur séjour en prison).

Un peu plus tard, Carine Hutsebaut nous initie au nouveau concept made in USA : back-lash (contre-vent). En un mot comme en cent, cela se résume en une comptine enfantine que l'on se transmet de génération en génération dans les bacs à sable des maternelles : *C'est celui qui le dit qui l'est*. Il s'agit de retourner l'accusation contre l'accusateur, de transformer la victime en coupable afin de la déstabiliser. Si le concept nous vient des États-Unis, sa pratique est largement répandue dans notre joli royaume. Exemple : Quand Régina Louf dénonce la coupable indifférence, voire la complicité de ses parents, son mari se voit à son tour calomnieusement accusé de faits de pédophilie. Des exemples comme celui-là, il y en a treize à la douzaine et un nombre impressionnant de personnes qui se sont attachées à rechercher la vérité en ont également fait la douloureuse expérience.

Le temps passe et, dans la salle, jaillit l'inévitable question : *Comment Régina Louf a-t-elle fait pour survivre ? Pourquoi n'a-t-elle pas été éliminée alors qu'elle en savait tant sur le réseau qui l'exploitait ?*

La réponse est dans le livre, à bon lecteur, salut ! Régina souligne toutefois qu'à présent qu'elle a donné les noms de ses tortionnaires aux enquêteurs, son élimination physique ne ferait que corroborer ses dires. Il est beaucoup plus efficace de la discréditer en la faisant passer pour folle ou mythomane.

Une dame intervient pour dire qu'à l'époque des tueries du Brabant wallon, elle avait voulu témoigner mais que plutôt que de prendre son témoignage en considération, les enquêteurs avaient préféré la faire passer pour foldingue.

Une autre personne s'insurge contre **la loi du silence**. Pourquoi, si la confiance du bon peuple en ses institutions est érodée à ce point, les citoyens eux-mêmes, ne se chargeraient-ils pas de faire éclater la vérité en dépit du peu de moyens dont ils disposent. Proposition est faite de former un large comité de "citoyens soucieux de dénoncer l'intolérable".

L'idée est évidemment généreuse. Marc Reisinger l'a eue, lui aussi, et l'on sait les tracasseries dont il fait l'objet encore aujourd'hui.

Il fait chaud dans la salle. Je décide de sortir le temps de griller une cigarette. Ce qui se dit dans les couloirs est au moins aussi intéressant que ce qui se dit dans la salle. On chuchote des noms, on se les susurre aux oreilles (*Pas op ! Il y a des flics !*). Toujours les mêmes noms depuis vingt ans. Certaines personnes citées ont même été rappelées à dieu, pardon en enfer, et n'auront pas à s'expliquer devant l'a-justice des hommes. J'ai *Baurir*, je n'arrive pas à sourire. Excusez du peu, mon commandant !

Je feins la naïveté. Mais si on connaît ces personnes, pourquoi ne couche-t-on pas leurs noms sur les rouleaux des rotatives ?

Mais, me rétorque-t-on, c'est qu'il en va de la survie de l'État belge et de l'avenir de la monarchie. Quelqu'un m'offre un verre, j'ai soif et je l'accepte volontiers, tandis qu'une psy m'explique que dans les années cinquante, une sordide histoire de mœurs avait entaché une maison royale scandinave. Mais que là, on n'avait pas jugé inutile de juger le déviant et, qu'ensuite, la vie avait repris son cours normal dans le paisible royaume. Ici, en Belgique, ce serait impensable car le roi est le dernier symbole de l'État, le garant de la démocratie, etc... et que si on dénonçait les turpitudes des Saxe-Cobourg-Gotha, la monarchie serait vouée aux pertes et profits et l'État belge anéanti.

J'opine du bonnet et je garde égoïstement mes commentaires pour moi quoique, pour les lecteurs d'AL, je ferai, ici, une courageuse exception : qui se soucie encore, en Belgique, d'entretenir une monarchie décadente, obsolète et impavide ? Certainement pas les chômeurs, les minimexés, les SDF, les immigrés et autres déboutés du droit d'asile ! Que les royaux émoluments soient donc affectés à de plus nobles causes qu'à l'assouvissement d'inavouables caprices princiers.

Qui se soucie encore de l'intégrité de l'État belge ? Certainement pas les séparatistes de tous poils. La Belgique n'explosera pas, elle implosera. Que les géniteurs de la *Pauvre B.* (l'Angleterre et la France) qui l'ont enfantée dans la douleur, en organisent les funérailles. Les Belges aiment ces cérémonies, surtout quand elles sont médiatisées. Et finalement, pourquoi toujours systématiquement envisager le pire ? Parce que le pire n'est jamais décevant ? Et pourquoi les Belges, après

l'une de ces inévitables catharsis collectives dont ils ont déposé le brevet, n'opteraient-ils pas tout simplement pour la république ? Pour contrer toute velléité d'irrégentisme flamand, bruxellois, wallon ou haoussa (ethnie du Nord du Nigéria dont *toute la misère* de ses membres et leur aspiration au bonheur *made in Schengen*, sont, selon l'Office des Etrangers, tout à fait irrecevables), il suffira de quelques menus transferts d'euros du Sud vers le Nord et vice versa. On pourrait alors fièrement l'appeler (notre nouvelle République) : *Fédération des Régions Rédimées Unies de Belgique*. La république fonctionne chez nos voisins depuis des décennies. Certains me diront qu'entretenir un roi ou un président c'est kif-kif bourricot. Certes, mais le président, lui, on l'élit et on n'est pas obligé, s'il s'avère incompetent et/ou immoral de se le coltiner jusqu'à ce que mort s'ensuive.

J'en profite pour poser aux lecteurs mieux informés que moi les questions qui me taraudent depuis des lustres.

Pourquoi a-t-on, quelques mois avant le décès inopiné de Baudouin (sans doute le médecin de la Cour était-il au courant de l'état des coronaires de son patient), estimé urgentissime d'amender la Constitution afin d'en effacer les vestiges d'une millénaire loi salique qui privilégiait outrancièrement la primogéniture mâle de nos souverains, et permettre ainsi, le cas échéant, l'accession d'une femme au trône ? Est-ce là pure coïncidence ? Le résultat d'un opportun coup de téléphone du *Centre pour l'Égalité des Chances* ? Ou bien estimait-on, déjà à l'époque, qu'Albert n'avait pas la probité que requiert la fonction royale en Belgique, que le QI du timide Philippe était inférieur à la moyenne, que, décidément, Laurent préférerait le sort des bêtes à celui des citoyens ainsi que la joyeuse compagnie de belles dont les noms sont introuvables dans l'annuaire mondain ? Restait la discrète Astrid. Mais cette dernière a préféré, et de loin, assurer la descendance des Habsbourg. Le choix fut kafkaïen et Albert, qui aurait sans doute préféré qu'on l'oublie, se retrouva affublé d'une ridicule couronne. Sans doute, traînera-t-il, sa vie durant, de transparentes vieilles casseroles derrière lui.

Tant que j'y suis, puis-je vous poser d'autres questions ? *Child Focus* est le premier et sans doute dernier enfant de la Marche blanche. Pourquoi cet Organisme d'Intérêt Public (OIP) est-il si largement financé par la Fondation Roi Baudouin qui, comme son nom l'indique, n'est pas neutre ? Pourquoi Mr Cardon de Lichtbuer, fervent courtisan du Palais, y a-t-il été parachuté président ? Pourquoi son premier directeur, Christian Wiener, perle rare que les chasseurs de cerveaux avaient mis du temps à dénicher chez IBM, a-t-il été limogé (démissionné en novlangue) à peine quelques semaines après son entrée en fonction ? Pourquoi y a-t-on engagé Jean-Denis Lejeune si ce n'est pour l'emprisonner dans un pseudo devoir de réserve ? Jean-Denis Lejeune qui avait si catégoriquement refusé la présence d'un représentant de la Maison Royale lors des funérailles de Julie et Mélissa ! Pourquoi la nouvelle direction pratique-t-elle systématiquement un hermétique cloisonnement entre les divers services de *Child Focus* ? Pourquoi *Child Focus* pratique-t-il la rétention d'informations et refuse-t-il presque toujours de collaborer avec d'autres associations (rivaless ?) et avec les Parquets ? Pourquoi son site Internet est-il si désespérément vide si l'on excepte la publicité consentie aux divers sponsors ? Pourquoi enfin, les statuts de cet OIP, officiellement déposés au Moniteur en juillet 97, sont-ils inaccessibles voire introuvables (du moins jusqu'en octobre 98, après on a eu d'autres chats à fouetter) ?

Retour sur terre

Je reviens à des propos plus raisonnables.

La psychologue évoquée plus haut poursuit l'aimable discussion en me (vous) recommandant la lecture d'un livre de Stef Janssens intitulé *De Namen van de doofpotten* (EPO). Le titre est intraduisible en français, mais, renseignements pris auprès de l'éditeur, une traduction en français est en cours et la version française pourrait être commercialisée début 99. Ce livre relate minutieusement les grands et petits scandales qui ont secoué la Belgique depuis plus de vingt-cinq ans, et dans lequel on retrouve les noms de... qui vous saurez en le lisant. L'ouvrage est, paraît-il, tellement explosif qu'il pourrait faire l'objet

d'une mesure de censure, quoiqu'officiellement, la censure n'existe pas en Belgique ! Ben voyons !

Je termine de siroter ma boisson, lorsque retentit une salve d'applaudissements. Cette fois, c'est sûr, j'ai raté la fin du débat à cause d'une foutue cigarette. L'assistance est aimablement invitée à prendre un verre dans les locaux de la librairie *À livre ouvert*. Il n'y a que la rue à traverser mais, mes potes et moi, on se sent tellement bien au bar du tout nouveau Centre Culturel Flamand de Woluwé-Saint-Lambert, que nous y restons vissés jusqu'à ce que la fatigue nous ramène dans nos pénates.

La nuit porte conseil dit-on. N'arrivant pas à m'endormir, je décide de terminer la lecture du livre de Régina. Je ne suis pas critique littéraire mais je trouve le bouquin vachement bien écrit. Les critiques littéraires, qui sont-ils d'ailleurs, sinon les thuriféraires dûment appointés de la mode en vogue ? Ils flirtent avec la maïeutique mais n'entendent que le verbiage. Ils décrivent mais point n'écrivent. Ils pensent que *faire se* conjugue avec *défaire* et confondent le *paraître* et l'*être*, l'*écrire* avec le *lire*, la littérature avec sa consommation compulsive. Je souris intérieurement en pensant à Claude Zylmans qui me faisait remarquer que tous les journalistes (sauf l'équipe d'AL, mais sont-ce des journalistes ?) qui ont interviewé Régina, lui ont subtilement demandé si elle était réellement l'auteure de son livre. Allons donc ! Il serait donc entendu qu'une victime, *a fortiori*, une victime d'abus sexuels, doit être le nez rivé au sol, catatonique, borderline voire psychotique. Et de préférence inculte et illettrée ! Et Primo Levi, et Bruno Bettelheim, survivants de l'univers concentrationnaire, mais pas moins victimes pour autant, on ne leur a pas demandé, à eux, s'ils étaient les véritables auteurs de leurs œuvres !

Revenons à notre lecture. Le style est simple, limpide, clair, précis. Procédant par flash-backs, l'auteure nous fait faire une "incursion" dans son enfance et son adolescence abolies. On découvre ce que la presse a omis de dire, on comprend mieux et l'on est définitivement convaincu et de la véracité des faits, et de l'existence de réseaux interlopes et de l'extravagante impunité des bourreaux d'enfants. La

scène de la chasse à l'arbalète me laisse ruisselante de sueur. Elle me rappelle un film américain dont l'action se passe dans l'un de ces états racistes du Sud de l'Amérique profonde. Dans le film en question, dont le titre, pour l'heure, m'échappe, des adeptes du Klu-Klux-Klan organisent une chasse au "nègre". Je ne veux certainement pas dire que Régina s'est librement inspirée du film pour nous narrer la scène. Quand on a connu la violence, on fait tout pour l'éviter, pour l'oublier. On s'abstient même de regarder certains films ou de lire certains livres. Ce que je veux dire, c'est que pour ces va-t-en-guerre de l'horreur, peu importe que la victime soit blanche, noire, adulte ou nubile, pourvu qu'elle soit tétanisée par la peur.

L'horreur égrenée à longueur de phrases, à longueur de pages. Elle ne réside pas tant dans les descriptions des sévices que l'on inflige aux victimes, mais dans l'angoisse et l'adrénaline que l'on sent monter en soi au fil de la lecture. L'odeur de la peur que l'on sent sourdre de tous les pores de la peau des victimes. Cela doit être ça l'empathie. Si la peur a une odeur, cette nuit-là, pour moi, ce fut celle de l'encre.

Et bordel !, si la révolution n'est pas à l'ordre du jour, que la révolte soit au moins notre pain quotidien. Amen !

J'ai refermé le livre et, en lieu et place d'une infusion de camomille, me suis offert le luxe d'un témesta.

Anne-Marie

(1) *Les Nouveaux chiens de garde*, Serge Halimi, Liber, Raison d'Agir, 1997, 204 fb.

Collectif contre les expulsions

Le CCLE vient de publier le deuxième numéro de son bulletin. Morceau choisi.

Aux curieux qui s'informent parfois des circonstances de la naissance du Collectif contre les expulsions, ses membres racontent souvent cette histoire : ça se passait très exactement le 20 avril 1998.

Pour la première fois, nous nous manifestions à Zaventem, contre les déportations pratiquées par la Sabena. Nous étions quelques amis, déterminés, braillards, savions que ce genre d'actions se pratiquaient avec succès en France.

Une journaliste était là, qui courrait dans tous les sens et ne comprenait visiblement rien à ce qui se passait. Des déportations ? En Belgique ? Mais dans quel film ? Elle nous pressait de questions, nous demandait sans cesse : mais qui êtes-vous à la fin ? Un des nôtres improvisa, Nous sommes un collectif. Mais quel collectif ? Le Collectif contre les expulsions. Nous nous étions choisi un nom dans l'urgence et l'action. Pouvait-on faire plus explicite ?

Aujourd'hui, encore, le Collectif contre les expulsions vit et manœuvre dans l'urgence et l'action. Son langage est celui de la nécessité. Le Collectif dénonce, affirme, réplique, mais refuse de se borner à la parole. N'avons-nous pas suffisamment accusé, théorisé, négocié ? Nous affirmons que l'action est nécessaire. Nous affirmons qu'elle n'est pas l'apanage des agitateurs. L'action est la réponse ultime à la sclérose et à l'asphyxie. Dans une société qui étouffe de ses propres lourdeurs, tout citoyen a le droit et la responsabilité de changer son désarroi en acte. Des gens souffrent. Des gens luttent pour survivre. Ils souffrent et luttent en ce moment même où tu lis ces quatre évidences.

Dans ce contexte, quel dieu, quelle loi, quelle idole, pourrait se permettre de nous interdire de poser les gestes que nous affirmons justes et nécessaires ? En dépit de la loi, les membres du Collectif ont

choisi de créer et d'entretenir des liens avec ceux dont la société ne veut pas et qu'elle qualifie d'"illégaux". Nous avons choisi d'apprendre ce qu'ils sont, ce qu'ils ont à nous dire ou à nous donner, d'apprendre aussi la résistance et la solidarité au contact de la machine qui les oppresse. La même démarche s'applique évidemment à l'égard des minimexés, des chômeurs, des pensionnés, de tous ceux qui subissent la politique d'exclusion qui caractérise une société basée sur l'élévation du plus médiocre et de la performance individuelle.

Nous n'avons pas choisi la désobéissance : nous avons choisi l'ouverture à l'autre, et celle-ci ne se pratique plus que dans la désobéissance. Au langage de l'exclusion, le Collectif oppose le langage de l'échange et de l'enrichissement mutuel. Nous ne négocions pas avec la machine d'exclusion. Nous avons définitivement choisi d'identifier nos interlocuteurs parmi ceux qui la subissent. Nous sommes du parti des gens qui souffrent, réfléchissent et bougent. Nous affirmons que tout système qui nie l'humain est étranger à l'humain. Nous affirmons qu'un tel système a fait son temps, que la logique qui l'anime n'a plus d'avenir que dans les livres d'histoire. D'où nous vient cette arrogance ? Nous nous la sommes envoyée au biberon : c'est celle-là même que nous a inculquée le système que nous combattons. Nous saurons nous montrer à la hauteur. Nous serons très arrogants et sans indulgence.

Aussi, nous ne nous soucierons plus de nous justifier. Devons-nous accueillir toute la misère du monde ? scandent-ils. Nous n'avons pas à répondre à ce genre d'inepties. Nous ne nous justifions pas, nous affirmons : la terre appartient à ceux qui y vivent, non à ceux qui se la disputent. Nous parle-t-on de frontières, d'impératifs économiques ? Cette logique n'est pas la nôtre. Nous ne nous soucions d'aucune frontière, d'aucune intégrité de territoire ou de ressource. Nous refusons de considérer l'humain comme une ressource économique. Nous proclamons à qui veut l'entendre : cette conception-là des rapports humains a fait son temps. Une société qui érige en principes la performance et la rentabilité est forcément une société de perdants et de tarés.

L'histoire des civilisations nous le montre : une société qui se retranche dans la défense de quelques privilégiés et l'exclusion du plus grand nombre est une société vouée à disparaître. Nous avons essayé déjà la loi du plus fort, le droit divin, l'économie servile, les dictatures

politiques, sociales, économiques. Les dinosaures aussi ont fait leur temps. Nous les reléguons à la poussière des archéologues et du film fantastique. Aussi, déclarons nous aux dinosaures qui s'acharnent encore à régir nos existences qu'il est temps pour eux d'évacuer la place. Nous affirmons que leur système de vie, de pensée, d'impuissance est désormais périmé. Avons-nous quelque alternative sociale, économique ou politique à leur proposer ? Nous n'avons rien à leur proposer que la logique de l'histoire et de l'évolution des espèces.

Tout ce qui est erroné, absurde, nuisible pour la vie doit disparaître.

Mais ce n'est pourtant ni la logique, ni l'arrogance qui constituent le fondement de notre discours. Ce que nous touchons, ce sont des existences. Des émotions, des espoirs, des douleurs. Notre discours ne commente pas le quotidien, il l'encaisse et s'en alimente. On nous parle de chiffres, de produit brut, d'impératifs économiques. Mais derrière l'abstraction du chiffre, il existe des situations concrètes. Il existe les besoins, les idées, les désespoirs de ces êtres que nous avons décidé de considérer, non comme une donnée statistique, non comme un excédent incontrôlable, mais comme, des individus. Il existe l'histoire de Sémira Adamu, assassinée parce qu'elle avait choisi de fuir l'esclavage pour un pays qui pratiquait encore la déportation.

Sémira était pour nous, et pour ses compagnons de détention, un symbole de résistance. Elle avait résisté déjà à cinq tentatives de déportation. La veille de sa mort, elle nous avouait sa peur et sa lassitude. A l'aéroport, disait-elle, il y en a qui sont capables de tuer. Ils l'ont éveillée à six heures du matin. Comme on éveille un condamné à mort. Ils lui ont entravé les bras et les jambes, lui ont fermé la bouche avec du scotch. Nous savions qu'une expulsion aurait lieu ce jour-là. Nous étions présents à l'aéroport, implorant les passagers de refuser de se rendre complices d'une nouvelle déportation, cherchant le pilote de l'avion pour lui demander son aide. Nous ne savions pas alors que c'était Sémira qu'ils avaient décidé d'expulser.

Elle était là, au sous-sol de l'aéroport. Une cellule minuscule. C'est là qu'ils les mettent. Ficelés, bâillonnés. Ceux qui y sont passés nous ont raconté tous les détails. Ils te réveillent de plus en plus tôt, te font attendre de plus en plus longtemps, depuis que le Collectif contre les expulsions a détourné un de leurs fourgons. Tu es attaché, incapable de bouger. Tu attends. Envie de crier. Des gémissements à travers le

bâillon. Qui pourrait t'entendre ? Qui pourrait te venir en aide ? Ils ne veulent pas de toi. Ils ont décidé que tu devais disparaître. Ils ont voté des lois pour ça. Ils ont même voté des lois pour punir quiconque te viendrait en aide.

Nous étions là, les membres du Collectif manifestent. Les gens nous écoutent-ils ? Ceux qui prennent des avions parce qu'ils ont besoin de vacances ou d'exotisme. Il y a ceux qui nous repoussent. Il y a ceux qui nous écoutent, promettent d'intervenir. Nous laissant chaque fois un petit bout d'espoir. Mais Sémira avait déjà probablement perdu tout espoir. Ils l'avaient sortie de cellule alors. L'avaient traînée comme un sac jusqu'à l'avion. Elle sentait leurs mains sur elle, leur genoux dans son dos. Ils l'avaient cachée tout au fond de l'avion. Et là, méthodiquement, ils avaient étouffé son cri pour toujours.

Marco Carbocci

Le bulletin du Collectif contre les expulsions est disponible (50f) au 167 rue de la Victoire 1060 Bruxelles.

AL 212 - PAROLES DE JURISTE

Sémira était illégale

Le principe de la légalité des peines veut qu'il n'y en n'a pas sans loi (nulla poena sine lege).

Selon le parquet de Bruxelles, les gendarmes ont appliqué la *procédure régulière*, c'est à dire *légale*. Cette procédure est la suivante: *L'usage d'un coussin, afin d'éviter les cris et les coups de dents, sera autorisé à condition que les mesures de précaution suivantes soient prises en considération:*

Bien que les risques de suffocation et de perte de conscience soient minimales, la situation du concerné doit continuellement être évaluée.

En tout cas, le coussin doit être appliqué avec circonspection. Ainsi l'exécuteur veillera à ce que le nez ne soit pas couvert par le coussin.

En cas de problèmes éventuels (étouffement ou vomissure), le coussin doit immédiatement être enlevé.

Au cas où le Depa concerné est violent ou sur réquisition du commandant de bord, il sera retiré du vol et reconduit aux locaux CT.

En cas de non-départ du Depa, les tickets doivent être récupérés et le service Passage de la compagnie aérienne doit être contacté. Les tickets seront renvoyés au service ticketing pour annulation (1).

Tout était prévu.

Peut-être le coussin était-il un peu trop large ? Aurait-il débordé par accident ?

Difficile à dire.

Dans l'attente d'une enquête ou de ses résultats, le gendarme travaille toujours.

On peut supposer que sa hiérarchie lui a demandé un peu plus de "*circonspection*", d'autant plus qu'il avait déjà été sanctionné pour avoir un peu frappé des réfugiés à l'aéroport antérieurement.

L'État-Major de la gendarmerie est bon patron. Humain.

D'ailleurs il veille à sélectionner avec circonspection les volontaires qui travaillent à l'aéroport comme l'explique le lieutenant colonel Allaert, représentant le BCR de la gendarmerie, interrogé par la commission sénatoriale chargée de l'évaluation de la loi du 15/12/80 sur les étrangers (2) : *En ce qui concerne l'excès de zèle de certains gendarmes qu'un membre a dénoncé, il peut confirmer*

mer qu'on veille à ce que les gendarmes d'extrême-droite ne monopolisent pas le poste de contrôle de Zaventem, ce qui créerait une situation qui pénaliserait certains étrangers.

Humain et fin stratège politique. On sent le grand corps d'État qui protège la légalité en respectant la liberté d'opinion de ses membres. Refus des discriminations également: chacun a le droit de participer aux expulsions quelle que soit sa carte de parti.

Au passage on observera que l'extrême droite, c'est à dire la criminalité organisée visant à renverser la démocratie en s'appuyant sur une délinquance raciste, constitue un groupe reconnu et recensé au sein de la gendarmerie. Le BCR assure. Comme il l'avait d'ailleurs fait lors de l'affaire Dutroux.

Pour rappel le rapport de la commission d'enquête parlementaire dans l'affaire du même nom indiquait: *Un reproche adressé au BCR est le fait qu'il travaille en dehors de tout contrôle juridique. La remarque est certainement fondée. En dehors des autorités hiérarchiques de la gendarmerie, le BCR n'est soumis à aucun contrôle externe. Très souvent, le BCR s'arroge des compétences du juge d'instruction en ce sens qu'il retient, parfois délibérément certaines informations pour les traiter "en interne" au sein de la gendarmerie (3).*

Cette gestion en interne est aussi une violation de l'article 40 de la loi sur la fonction de police qui oblige à dresser PV pour toutes constatations et même simples renseignements et à les adresser immédiatement aux autorités judiciaires.

Bref, il y a donc coalition de fonctionnaires en vue de ne pas respecter le code d'instruction criminelle et la loi sur la fonction de police.

Cette action concertée en vue de suspendre l'exécution des lois dans le chef d'officiers de police judiciaire est un délit grave sanctionné par l'article 237 du code pénal.

Tout cela est illégal. Mais ce n'est pas grave, car cela ne le sera bientôt plus.

Octopus (4) nous promet, malgré l'avis formellement contraire du Conseil d'État (5), de transférer progressivement la compétence des autorités judiciaires en matière de conduite des procès vers le pouvoir exécutif: *Plusieurs dispositions de l'avant-projet sont susceptibles de mettre en péril l'autorité et la responsabilité des membres du ministère public ou des juges d'instruction dans l'accomplissement des missions de police judiciaire.*

Pour rappel également, désormais, grâce au nouvel article 28bis du Code d'Instruction criminelle (6) la police, agissant en autonome pourra faire son enquête *proactive* (7) sur simple signature du procureur du roi.

Tout cela pour chasser, bien évidemment la "criminalité organisée", priorité absolue du Ministre de la Justice (8).

On sait aussi que le projet de répression de la criminalité organisée permet de poursuivre les membres d'une association sans acte précis ni même intention, ce qu'on appelle le délit

d'appartenance critiqué sévèrement par le barreau (9) et par le Conseil d'État (10).

Mais qu'est-ce que la "criminalité organisée"?

Pour la commission sénatoriale qui a "planché" sur le sujet pendant de nombreux mois, *la criminalité organisée se distingue des autres formes de criminalité par son caractère d'entreprise et sa capacité à neutraliser l'action des pouvoirs publics contre les organisations criminelles. De plus ces organisations se soucient de moins en moins des frontières nationales et présentent fréquemment un caractère international marqué* (11).

Pour Madame le Procureur Général A. Thiry, dans sa mercuriale prononcée, précisément sur le sujet de la criminalité organisée, à la rentrée judiciaire de la Cour d'Appel de Liège du 01/09/96, *la criminalité organisée est principalement transfrontalière et internationale.*

Bref, la criminalité organisée concerne le grand banditisme et les activités mafieuses, ainsi que les trafics divers (stupéfiants, armes, traite des êtres humains, déchets, etc) couverts par des sociétés off-shore et par le blanchiment d'argent. Elle bénéficie de protections à la mesure des capitaux qu'elle met en jeu et se protège derrière le secret bancaire et la libre entreprise. De temps à autres, *partout* dans le monde des représentants éminents des pouvoirs publics tombent (ministres, magistrats, parlementaires).

Mais pour certains, la criminalité organisée concerne en fait les réfugiés qui traversent les frontières pour venir frauder notre sécurité sociale (12).

Dans un entrefilet publié voici quelques temps (13), on apprenait que *Les polices européennes, réunies à Rome jeudi pour se coordonner face à l'afflux de réfugiés kurdes, n'ont pas pu déboucher sur un accord complet avec la Turquie. Sept pays de l'Union participaient à la rencontre (Allemagne, Autriche, Belgique, France, Grèce, Italie, Pays-Bas) ainsi que le plus haut responsable de la police turque, Necati Bilican. Une convergence de vues totale n'a pu être obtenue par les pays participants sur le rôle des réseaux de crime organisé impliqué dans le trafic d'émigrés, a déclaré M. Bilican. Le PKK (le parti des travailleurs du Kurdistan) et des réseaux de passeurs clandestins se trouvent à l'origine de ce problème, a dit M. Bilican. La Turquie a mis en garde les pays participants contre un abus du droit d'asile politique.*

Le message est bien passé chez nos policiers qui ne doutent pas un moment, lorsqu'ils discutent amicalement avec leur collègues turcs, que les kurdes sont des réfugiés économiques qui détruisent leurs villages eux-mêmes pour nous tromper. La Turquie est un beau pays démocratique et les réfugiés sont criminels. Il suffit de le dire.

Cet article est déjà trop long

Je devrais encore vous parler de l'article 77 qui poursuit les belges qui aident les "illégaux", de Vottem où on place les familles "illégaux", des statistiques du CGRA qui montrent que les réfugiés "économiques" viennent des pays où l'on tue, des mêmes statistiques qui montrent que le taux de reconnaissance des réfugiés diminue plus les gens fuient les persécutions, comme au Kosovo.

Un Kosovar ça passe ; deux mille, non, car *"on ne peut pas accueillir toute la misère du monde"*.

Nous baignons dans l'illégalité.

Mes dents baignent. J'arrête (provisoirement).

Jean-Paul Brilmaker

- (1) Directives concernant l'exécution de rapatriements. Détachement de Sécurité. Aéroport National. Section Contrôle frontalier. 17/11/97. Page 9.
- (2) Rapport du 23/6/98 au sénat, session 1997-1998, NE1-768/1, page 231.
- (3) Rapport du 14/4/97 à la chambre, session 1996-1997, NE713/6, page 98.
- (4) Octopus désigne l'accord des huit partis principaux pour créer la fusion des corps et fonctions de police. La pieuvre est un octopode.
- (5) Avis du 16/9/98 du C.E. à la chambre, session 1997-1998, NE1676/5, page 2.
- (6) *Petit Franchimont* "amélioré" par la gendarmerie.
- (7) Le Soir du 28/10/98.
- (8) CÔTÉ (Raoul), *La discipline scolaire, une réalité à affirmer*, Éditions Agence d'ARC Inc. Montréal, 1991.
- (9) Voir article *La responsabilité collective* de Maître H.M Hoven, du 29/01/98, en page 1 d'un rapport édité par le barreau de Liège le 06/2/98 sur le projet de loi relatif aux organisations criminelles.
- (10) *La connaissance de l'organisation et de son caractère criminel ne peut se concevoir, dans le chef de l'inculpé, et ne peut être prouvée contre lui, que par la participation de celui-ci à un acte de l'organisation. La distinction que le projet entend faire entre "participation" et "appartenance" ne se justifie pas ; le projet doit s'en tenir à la première notion.* Avis du C.E. Chambre, session 96-97. NE954/9, page 16.
- (11) Rapport présenté au sénat en novembre 97, NE132 6/7 page 61.
- (12) *Les procédures d'asile sont souvent liées à un comportement criminel*, selon le lieutenant-colonel Allaert, représentant du BCR lors de l'évaluation parlementaire citée ci-dessus. Voir note 2.
- (13) Le Soir, 10/01/98 page 9.

AL 212 - EN DÉBAT / XAVIER BEKAERT

**Anarchisme
et non-violence**

L'utilisation de la violence est-elle bien nécessaire pour faire aboutir la révolution libertaire ?

L'utilisation de la violence est-elle bien nécessaire pour faire aboutir la révolution libertaire ?

La violence ne serait-elle pas plutôt contraire à l'idée même de révolution ? Est-ce que la non-violence n'apporterait pas justement une solution au problème de la fin et des moyens ?

Pour moi, une révolution réellement libertaire ne peut aboutir par la violence et ceci pour les mêmes raisons que celles invoquées par les anarchistes lorsqu'ils critiquent l'utilisation de structures autoritaires pour faire aboutir la révolution. C'est le point de vue que j'expose dans la première partie où je tente de réfuter les différentes justifications de la violence par les révolutionnaires. Dans la deuxième partie, j'essaie de répondre à deux des objections couramment faites à l'égard de la non-violence, que ce soit comme moyen de résistance à l'oppression ou comme tactique révolutionnaire. Dans la troisième partie, je fais remarquer que le choix de la non-violence ne se base pas uniquement sur des principes éthiques mais également sur des considérations d'ordre très pratique, telles que les rapports de force en présence et l'efficacité de la non-violence sur un plan purement pragmatique. Je termine cette partie en montrant que la stratégie non-violente se base aussi sur une analyse de la nature réelle du pouvoir, et donc des moyens nécessaires pour, non seulement le renverser, mais aussi l'abolir.

La fin et les moyens

Les différentes légitimations de la violence révolutionnaire

Parmi les révolutionnaires les deux justifications les plus largement répandues de l'usage de la violence comme moyen d'action sont les suivantes :

! La première pourrait se résumer en *la fin justifie les moyens*. Puisque la fin est juste, tous les moyens sont bons pour la faire aboutir, même si ceux-ci paraissent en contradiction avec le but poursuivi. Une guerre civile entre oppresseurs et opprimés est inévitable car les oppresseurs ne cesseront jamais leur domination s'il n'y sont pas contraints par la force. Pour faire triompher la révolution, il s'agit donc d'écraser les oppresseurs et de remplacer l'ancien système politique par celui décidé par les révolutionnaires, quitte au début à l'imposer par la force.

! La deuxième forme de légitimation de l'usage de la violence est la *légitime défense* envers la répression. Comme la répression contre-révolutionnaire ne manquera hélas jamais de se faire sentir, la violence paraît inévitable. Elle ne serait

donc plus un choix délibéré de la part de ceux qui mènent les luttes mais un simple moyen de défense contre la réaction, qui porterait alors la responsabilité morale de cette violence puisque c'est elle qui en est l'origine.

Avec l'échec et l'effondrement du communisme, la première justification de la violence révolutionnaire est presque totalement tombée en désuétude, heureusement. Tant de massacre ont été commis au cours de ce siècle au nom d'un monde meilleur sans que ce dernier n'arrive, qu'il ne reste plus grand monde pour soutenir qu'il suffira d'une bonne hécatombe de méchants oppresseurs que pour que l'âge d'or descende sur terre. Il est tout de même intéressant de la réfuter car cette idée subsiste encore chez certains, et de plus ce n'est pas inutile car cela amène à aborder le problème de la fin et des moyens, base même de l'inadéquation de toute légitimation de la violence révolutionnaire.

Plus il y a de violence, moins il y a de révolution

Cette phrase est de Barthélémy de Ligt, un grand pacifiste libertaire hollandais, qui a toujours lutté contre toutes les formes de guerres, horizontales (= entre les nations) ou verticales (= entre les classes). En effet, ** pour qu'on puisse la considérer comme ayant réussi, il faut qu'une révolution soit l'accomplissement de quelque chose de nouveau. Mais la violence et les effets de la violence B la violence en retour, le soupçon et le ressentiment de la part des victimes, et la création chez ceux qui l'ont perpétré, d'une tendance à employer encore plus de violence, - sont des choses hélas, trop familières, trop désespérément non révolutionnaires. Une révolution violente ne peut rien accomplir, si ce n'est les résultats inévitables de la violence, lesquels sont vieux comme le monde + (Aldous Huxley, La fin et les moyens, p.28).*

Toute révolution n'est que le produit des moyens employés pour la faire aboutir. Les révolutions recourant à la violence engendreront donc toujours d'autres violences, de la même manière que l'usage de l'État autoritaire pour aboutir à la libération de l'homme n'a jamais abouti qu'à perpétuer sa domination (1). De manière générale, on peut dire que ** l'emploi des moyens de guerre (...) rend injuste la cause la plus juste, puisque ceux qui s'y laissent entraîner ne peuvent faire autrement que de descendre au même niveau de violence brutale que ceux qu'ils combattent (2). Même s'ils gagnaient, en fait, ils seraient condamnés fatalement à garantir les fruits de leur victoire par un système de défense violente toujours plus perfectionné, donc plus inhumain, et de s'embourber au point de n'en pouvoir sortir, dans le chemin de la destruction + (Barthélémy de Ligt, Pour vaincre sans violence, p.76).*

Aucune forme de libération ne pourra jamais provenir de la violence, elle est de par sa nature même opposée à la liberté. Elle détruit ceux qui en sont les victimes mais elle asservit aussi ceux qui en font usage car celui qui a fait usage de la violence

pour triompher ne pourra jamais s'en débarrasser, il devra toujours frapper plus fort ceux qu'il veut dominer.

La fin ne pourra jamais justifier les moyens car, au contraire, ce sont les moyens qui indiquent et révèlent toujours la fin (3). Dès lors, comment une révolution qui se voudrait libertaire pourrait-elle user d'un moyen tel que la violence, qui est par essence même *domination* ?

La prétendue légitime défense

On peut tenter d'examiner l'autre argument utilisé dans la pratique révolutionnaire pour justifier le recours à la violence : la *légitime défense*. Ce n'est pas du droit de chacun de se défendre lors d'une agression directe de sa personne dont il est question ici (la quasi totalité des non-violents reconnaissent d'ailleurs la légitimité de ce droit en cas d'extrême nécessité), mais de l'utilisation politique de ce droit pour légitimer l'utilisation de la violence en prétextant une simple résistance à l'oppression de l'État.

La légitimation de la violence par l'appareil d'État constitue un des fondements de celui-ci. Le sociologue Max Weber définit même l'État comme ** une communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire déterminé, (...) revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime* +. On pourrait d'ailleurs ajouter que l'État revendique la légitimité de *toutes* les formes de violence, dont la violence physique, mais y compris les violence morales telles que la privation de liberté ou les atteintes à la vie privée.

En temps de paix, ce sont uniquement les membres de sa police et de son armée qui sont les bénéficiaires et les tenants de cette légitimation. En temps de guerre, cette légitimation de la violence physique peut s'étendre à l'ensemble des citoyens. L'assassinat devient alors légal : il s'agit de "défendre la Patrie". Pour l'État, il y a donc deux formes de violence : une violence illégitime et illégale, celle des citoyens (en temps de paix), et une violence légitime et légale, la sienne, c'est-à-dire celle de ses représentants. C'est sur cette contradiction ignoble de l'État que se basent la plupart des révolutionnaires violents pour se légitimer. Leur violence ne serait qu'une réaction, un moyen de légitime défense vis-à-vis de celle de l'État. En se fondant sur la violence légale de l'État (considérée comme illégitime cette fois), pour justifier leur propre violence (dès lors devenue légitime à leurs yeux), comment ne se sont-ils pas rendu compte que par là ils ne faisaient que fonder leur propre contradiction, image inversée de celle de leurs ennemis oppresseurs.

Les révolutionnaires ne passent-ils pas un peu vite de la "légitime défense" à la "légitime violence" ? Toute violence reste toujours une violation de l'individu. Toute violence est domination, oppression d'un homme par un autre.

Et puis, en supposant que l'on ait recours à la violence uniquement comme moyen de défense à la répression, étant donné que cette dernière se fera inmanquablement sentir tôt ou tard, on est donc amené à considérer la violence comme inévitable. Toute révolution devrait donc nécessairement être fondée, même partiellement, sur la violence. La deuxième justification révolutionnaire de l'usage de la violence comme "moyen de défense" revient donc à soutenir une thèse semblable à la première mais sous une forme atténuée, car le recours à la violence n'y est plus un choix délibéré mais une simple riposte à celle de l'opresseur, qui en porterait donc toute la responsabilité morale. C'est à mon avis se débarrasser un peu trop facilement de toute forme de responsabilité et de plus, cela élimine de façon fort expéditive la possibilité d'une révolution non-violente (c'est à cette dernière que je m'attache dans la troisième partie).

Réponses à quelques critiques

Je réponds ici à deux des critiques les plus couramment faites à l'égard de la non-violence, elles reposent principalement sur des malentendus quant à la signification réelle de la non-violence. Les autres critiques rencontrées fréquemment, comme le manque de réalisme ou l'inefficacité de la tactique non-violente, sont traitées dans la troisième partie.

1. Si l'on accepte ce qui a été dit dans la première partie toute possibilité de révolution serait-elle condamnée, puisque les révoltés seront inévitablement amenés à renier dans la pratique l'idéal pour lequel ils combattent en recourant à la violence ? Ne reste-t-il donc qu'à se résigner, à accepter passivement que les oppresseurs massacrent les opprimés après chaque révolte ? Voilà ce que nous proposent les partisans de la non-violence ?

Certainement pas. Il faut savoir que la non-violence n'est ni la passivité, ni la résignation. La non-violence est indissociable de la résistance. Elle possède une double signification, chacune d'entre elle étant indissociable de l'autre : refus de la violence d'une part, méthode pour agir contre la violence d'autre part. La non-violence ne se limite pas à ne pas user de la violence, elle consiste réellement à combattre la violence, mais sans recourir à elle. Ce malentendu sur la signification réelle de la non-violence provient probablement du choix d'un terme négateur pour le désigner qui fait oublier que le concept de non-violence ne se définit pas exclusivement de manière négative (sans violence). Cette remarque vaut également pour le mot anarchie (*an-arkhia* = sans *arkhé*, sans commandement), défini par une négation, qui fait oublier que le projet anarchiste ne se limite pas à la suppression de l'État (et de toute structure autoritaire) mais s'accompagne de son remplacement par une société organisée sans autorité, sans domination (4). Sans cette double signification, l'anarchisme serait stérile, voire malsain, car purement nihiliste et destructeur, alors que l'anarchisme consiste avant tout en la construction d'alternatives (libertaires) à la société autoritaire.

Pour en revenir à la non-violence et bien préciser qu'elle n'est certainement pas passive mais est au contraire un combat, il est bon de souligner que la désobéissance civile, la non-collaboration, la grève, Y sont en fait des agressions. Le point d'appui de la non-violence est la conscience morale de l'agresseur ou du moins du public qui l'entoure. La non-violence exerce des sévices mais ils sont d'ordre moral, la non-violence est une arme, mais la seule arme *humaniste* qui soit, parce qu'elle rend plus humains à la fois ceux qui la manient et ceux qui en subissent le choc.

2. Avec leurs grands principes moraux, les non-violents osent condamner ceux qui ont pris les armes pour se défendre de l'oppression, ils ignorent complètement qu'il n'y a parfois pas d'autre choix que la violence et ils ne savent pas reconnaître la différence de nature qu'il y a entre la violence de celui qui opprime et celle de celui qui veut se libérer de l'oppression.

Pas du tout, être partisan de la non-violence ne revient pas à condamner ceux qui n'ont trouvé que les armes pour tenter de se libérer. Il n'est pas question de mettre dos à dos oppresseurs et opprimés, ni d'ériger la non-violence en absolu. La non-violence n'est pas une forme de puritanisme moral qui jetterait l'anathème sur toute personne usant de la violence, dans quelque circonstance que ce soit. Par exemple, pour Gandhi, alors que toute violence était ** mauvaise et devait être condamnée dans l'abstrait* +, il était important de distinguer ses formes variées et le contexte de ses apparitions. La violence défensive était moralement supérieure à celle offensive, la violence spontanée était supérieure à la violence préméditée, la violence de groupes longtemps ignorés manquant de la capacité d'action concertée était plus "compréhensible" que celle de ceux disposant de l'opportunité de participer à la vie politique et de développer une force organisationnelle, Y La non-violence était infiniment supérieure à la violence, mais cette dernière était infiniment supérieure à la lâcheté. Il disait aussi que la violence avait au moins certains effets dissuasifs et était capable de réduire la fréquence de la violence, alors que les lâches nourrissaient seulement l'appétit des brutes.

La non-violence plaide en faveur d'alternatives au recours à la violence, il existe d'autres moyens de résistance que la violence, et ceux-ci sont même souvent très efficaces. Dans la troisième partie, je présente quelques arguments en faveur de cette efficacité sur un plan purement pragmatique. À ce propos, il est bon de remarquer que si la non-violence a prouvé son efficacité comme moyen de résistance à la répression, même sous des régimes dictatoriaux, le cas de l'extermination oblige à une réflexion sur les limites de l'action non-violente. En effet, ** réprimer une population ce n'est pas vouloir l'anéantir. La répression a généralement pour but de rendre plus facile l'exploitation d'un groupe ou d'une société, au pire sa mise en esclavage, jamais son extermination. Si l'action non-violente peut, face à la répression, disposer d'une marge de manœuvre, c'est parce que celui qui réprime conserve l'intention d'utiliser celui qui est réprimé. L'extermination est un processus d'une toute autre nature, répondant à des*

considérations idéologiques et non économiques : on ne peut exploiter ce qu'on détruit + (C. Mellon et J. Semelin, *La non-violence*, p.94). Cette remarque montre bien qu'il ne s'agit pas de considérer la non-violence comme un absolu mais comme une alternative à la violence et tout ce qui en découle.

La révolution non-violente

La non-violence comme résistance

Tout d'abord, pour répliquer à ceux qui accusent les partisans de la non-violence de manquer de réalisme et de n'être que de tendres idéalistes perdus dans de grands principes éthiques, il me semble que lorsque l'on considère le gigantisme des forces répressives et des divers moyens de contrôle dont disposent actuellement les États ainsi que les autres structures autoritaires, c'est plutôt le choix de la violence et de la lutte armée qui paraît manquer de réalisme en ignorant complètement le rapport de force entre oppresseurs et opprimés.

Quelles sont les limites de l'action non-violente ? Beaucoup ne croient possible une résistance sans armes que si l'adversaire fait preuve d'une certaine retenue, comme dans un régime démocratique qui (en principe) régule sa propre violence. Pourtant, divers cas de résistance sans armes, tant dans l'Europe nazie puis communiste que dans plusieurs dictatures militaires du Tiers Monde, montrent que ce type de lutte peut se développer et remporter quelques succès, même contre des régimes très répressifs. Examinons la raison principale de ces réussites.

La force psychologique de la non-violence

La non-violence peut être un moyen très efficace de résistance à la répression, même dans des régimes dictatoriaux, car elle arrive, plus facilement qu'en cas de résistance violente, à créer la division chez l'ennemi et à obtenir le soutien de l'opinion publique. Cette grande force réside dans le fait que ** l'engagement de ne pas recourir à la violence crée un climat psychologique très particulier, puisque les agents chargés de mettre en œuvre la répression ne craignent pas pour leur vie, alors que la lutte armée provoque au contraire chez eux, en raison du danger qu'ils courent, un renforcement de la "solidarité de corps". Une lutte sans arme favorise donc dans le camp adverse, des contradictions internes qui, dans d'autres circonstances, resteraient potentielles. L'action non-violente utilise à son profit les contradictions qu'elle perçoit chez l'ennemi, que ce soit au niveau de ses dirigeants ou de ses exécutants* + (C. Mellon et J. Semelin, *La non-violence*, p.65). La non-violence déconcerte et discrédite l'opresseur aux yeux de tous. Par contre l'utilisation de la violence se révèle souvent contre-productive pour cette fin, l'État possédant à la fois l'avantage matériel de pouvoir user de la violence contre une telle tactique et l'avantage psychologique de pouvoir contester sa légitimité. Comme l'a dit D.A. Wells, ** Le groupe qui possède le pouvoir politique aura*

toujours le dessus sur les révolutionnaires lorsque arrive le moment de la justification de la violence +.

Mais mis à part sa grande force psychologique, l'argument principal en faveur de l'efficacité de la non-violence comme moyen de résistance, voire de révolution, est basé sur l'analyse de la servitude volontaire des peuples et de la nature réelle du pouvoir.

La servitude volontaire

Vous avez cru jusqu'à ce jour qu'il y avait des tyrans ? Et bien ! vous vous êtes trompés, il n'y a que des esclaves : là où nul n'obéit, personne ne commande. Cette phrase d'Anselme Bellegarrique, un peu dure envers les opprimés, résume assez bien le problème de la servitude volontaire. Tout pouvoir, même quand il s'impose d'abord par la violence des armes, ne peut dominer et exploiter durablement une société quelconque sans la collaboration B active ou résignée B de la majeure partie de ses membres, et donc, par leur docilité, les peuples opprimés contribuent directement à leur oppression. Vladimir Boukovski, lorsqu'il tira les leçons de la résistance au totalitarisme soviétique, eut des mots assez semblables à Bellegarrique : ** Nous avons compris une grande vérité, à savoir que ce n'est pas le fusil, ce ne sont pas les chars, ce n'est pas la bombe atomique qui engendrent le pouvoir et le pouvoir ne repose pas sur eux. Le pouvoir naît de la docilité de l'homme, du fait qu'il accepte d'obéir + (Et le vent reprend ses tours, p.35).* Mais alors, si ce n'est pas réellement la violence qui est à la base du pouvoir, il doit être possible de le renverser sans user de la violence. L'organisation systématique, à l'échelle d'une société entière, de multiples pratiques de non-coopération, de désobéissance civile, de sabotage, de grève, devrait pouvoir mettre en échec le contrôle de toute société, sous quelque forme de domination que ce soit (5). Cette hypothèse est tellement réaliste que des stratèges militaires ont même analysé cette question, afin d'élaborer, pour les nations qui souhaiteraient réduire leur armement mais qui répugnent à le faire de peur de se trouver à la merci du premier agresseur venu (6), un système de défense fondé sur l'organisation planifiée de la résistance non-violente de toute la population (7).

La nécessité de la constitution d'un mouvement de masse organisé (ce qui n'est pas contradictoire avec sa spontanéité) pour aboutir à une révolution violente pourrait sembler être un point faible de cette tactique étant donné la difficulté de le réaliser, seulement constituer un mouvement de masse est nécessaire aussi lorsque l'on fait le choix de la lutte armée (À moins de retenir des actes individuels tels que la *propagande par le fait* en vue de faire prendre conscience aux masses de la nécessité de la révolution sociale, on a pu voir l'efficacité de cette tactique qui a eu pour principal résultat d'assimiler dans l'esprit populaire anarchisme et terrorisme. Il reste aussi la tactique du coup de force par un mouvement minoritaire, qui devrait alors imposer une dictature provisoire, et puis Y mais vous connaissez la suite) ?

La non-violence pour la révolution

Il semble donc que choisir la non-violence pour construire la révolution n'est pas complètement irréaliste et ne se base pas uniquement sur des principes éthiques. Ce choix n'ignore ni les rapports de force en présence, ni la nature du pouvoir, ni les moyens nécessaires pour le renverser. La démocratisation d'un grand nombre de pays à travers la résistance civile, comme par exemple en Europe de l'Est, aux Philippines et en Afrique de Sud, démontre bien qu'une résistance non-violente pouvait amener des révolutions politiques nationales. Enfin, pour en revenir aux considérations de la première partie car c'est important, la stratégie non-violente n'ignore pas non plus la problématique fondamentale de la fin et des moyens. Il est vain, je le répète, d'espérer le succès d'une révolution libertaire en usant du moyen autoritaire par excellence qu'est la violence, parce que (en oubliant même les atrocités commises pour faire aboutir la révolution), pour se maintenir, une révolution violente a inmanquablement besoin d'encore d'autres violences, et d'une domination toujours accrue de ceux qui pourraient la mettre en péril. Comment dans un tel contexte mettre en place la libération des esprits nécessaire à une réelle révolution libertaire, qui serait non seulement politique et économique, mais aussi culturelle et sociale, dans laquelle toute forme de domination dans les rapports humains serait abolie ?

Pour sortir de ce problème apparemment insoluble, on peut se demander si tant que la violence semble indispensable à la révolution sociale, cela n'indique justement pas que les mentalités ne sont pas encore suffisamment préparées à la révolution libertaire intégrale. Cette dernière remarque ne doit certainement pas inviter à la passivité et à postposer sans fin la révolution car, au contraire, nous devons la faire dès maintenant, ici, dans le quotidien, partout, en la vivant par les idées et par les actes.

Pour terminer...

La non-violence me semble une méthode adéquate pour arriver à la révolution également car, tout d'abord, de par sa nature même, elle est une *libération* puisqu'elle permet de se libérer du cercle de la violence et de la violence en retour, et enfin la non-violence est déjà une *révolution* en soi puisqu'elle tranche de manière délibérée et radicale avec la société dans laquelle nous vivons, dont la violence constitue un des fondements.

Un militant a un jour déclaré que si on essaie de faire la révolution à long terme plutôt qu'à coup de force, c'est que l'on respecte les hommes. Il se demandait donc s'il n'y avait pas moyen de faire une révolution qui respecte les hommes. Je voulais terminer sur cette interrogation qui m'a décidé à oser présenter ces quelques réflexions. Mon but principal était de défendre l'idée qu'il est impossible qu'une révolution libertaire puisse accoucher de la violence. J'ai également essayé de

montrer qu'une révolution non-violente était pleinement concevable, et donc, qu'il devrait être possible de réconcilier la fin avec les moyens.

Cela ne risque pas d'être facile, mais qui peut bien croire que la révolution anarchiste soit quelque chose de facile à réaliser ?

Xavier Bekaert

(1) Il est clair que ce n'est pas tellement parce que ses buts étaient complètement mauvais que la révolution russe de 1917 a engendré le totalitarisme, mais parce que ses acteurs étaient dépourvus d'éthique politique, considérant qu'une fin bonne justifiait les moyens les plus violents et répressifs. Ce qui a amené le Tchèque Jacques Rupnik à écrire que "la fin du communisme, c'est aussi la fin du mythe (...) de l'accouchement dans la violence d'une société nouvelle, de l'idée que pour progresser il faut détruire son adversaire".

(2) "La guerre révolutionnaire est le tombeau de la révolution" selon Simone Weil. Par le mécanisme fatal de la lutte violente moderne, elle doit ou succomber sous les coups de la contre-révolution, ou se transformer elle-même en contre-révolution car la guerre moderne exige, vu l'énormité des moyens destructeurs mis en œuvre, une telle étatisation et militarisation de la révolution défendue qu'elle en serait atteinte elle-même dans son cœur. Comme exemple, pendant la guerre d'Espagne, si la CNT a effectivement soutenu, avec le POUM, le choix de continuer la révolution sociale et était contre la militarisation des milices ; malgré tout, dès le mois de septembre 1936, sous prétexte "d'unité antifasciste", la CNT avait décidé de participer au *Conseil de la Généralité* qui n'était autre chose que le gouvernement catalan reconstitué. Ensuite, la CNT alla plus loin et participa au gouvernement central de Madrid : quatre anarcho-syndicalistes se retrouvèrent au conseil des ministres ! Des représentants de la CNT ont alors dû accepter des postes de chefs de corps d'armée, de chefs de la police, de directeurs de prison...

(3) Selon Barthélémy de Ligt, "la maxime que le but sanctifie les moyens ne peut être approuvée que dans ce seul sens : un but sacré exige des moyens sacrés. Le socialisme coïncidant complètement avec l'humanité (le sens de l'humain dans l'homme), ses moyens ne peuvent jamais entrer en contradiction avec elle, ni blesser cette humanité. C'est pourquoi la révolution doit apporter au genre humain la morale la plus supérieure, celle de la solidarité. Un véritable révolutionnaire ne peut jamais être ennemi envers ses ennemis ni criminel envers des criminels, et d'autant moins parce que les criminels sont en premier lieu des victimes de la société. La révolution exige non seulement le renoncement de toute violence vis-à-vis des peuples et des classes, mais aussi vis-à-vis des individus" (*Pour vaincre sans violence*, p.127).

(4) Certains anarchistes s'y sont d'ailleurs eux-mêmes trompés et en sont arrivés à nier toute forme d'organisation. Vers la fin du siècle dernier, Malatesta défendait l'organisation et la "société" contre les anti-organisateur (à ne pas confondre avec les individualistes). Le phénomène provenait du fait que le mouvement anarchiste avait commencé comme réaction contre l'esprit d'autorité dominant ; "il était

naturel, par conséquent, que nombre d'anarchistes soient hypnotisés par cette lutte contre l'autorité et que, croyant, à cause de l'influence de l'éducation autoritaire qu'ils avaient reçue, que l'autorité est l'âme même de l'organisation sociale, pour combattre celle-là, il fallait combattre et nier celle-ci". Ce qui est absurde puisque "Anarchie signifie société organisée sans autorité, entendant par autorité la faculté d'imposer la volonté propre (...) Selon nous, l'autorité non seulement n'est pas nécessaire à l'organisation sociale, mais, au lieu de lui en être bénéfique, elle vit d'elle comme un parasite (...) Nous le croyons ainsi et c'est pour cela que nous sommes anarchistes, car si nous croyions qu'il ne peut pas y avoir d'organisation sans autorité, nous serions autoritaires, car nous préférerions l'autorité qui obstrue et assombrit la vie à la désorganisation qui la rend impossible" (Luigi Fabbri, *Malatesta*, pp. 313-314).

(5) Étienne de la Boétie (1530-1563), qui fut le premier à dénoncer la servitude volontaire des peuples et à en tirer l'idée qu'il était possible de résister à la misère et à l'oppression autrement que par la violence et le meurtre, allait même plus loin et défendait l'idée qu'il suffirait de cesser de soutenir le pouvoir pour qu'il s'effondre : "De tant d'indignités, que les bêtes mêmes ne les souffriraient point, vous pouvez vous en délivrer si vous essayez, non pas de vous en délivrer, mais seulement de le vouloir faire. Soyez résolu de ne servir plus et vous voilà libres, je ne veux pas que vous le poussiez, ou ébranliez : mais seulement ne le soutenez plus, et vous le verrez comme un grand colosse, à qui on a dérobé la base, de son poids, de soi-même, fondre en bas et se rompre" (Discours de la servitude volontaire, p. 139).

(6) Et aussi pour des raisons basement économiques puisque, selon le rapport 1998 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), les dépenses économiques mondiales représentent 780 milliards de dollars par an alors que seulement 13 milliards de dollars sont dépensés par an dans le monde pour satisfaire les besoins alimentaires et sanitaires de base et 6 milliards pour fournir une éducation à tous.

(7) Sur l'efficacité de la résistance non-violente, Basil Liddell cite le témoignage étonnants de généraux allemands après la seconde guerre mondiale : "Les formes violentes de résistance n'avaient pas été très efficaces ni gênantes pour eux, sauf dans des territoires vastes ou des zones montagneuses. (...) Leur témoignage montrait aussi l'efficacité de la résistance non-violente (...) Plus claire encore était leur incapacité à leur tenir tête. Ils étaient experts en violence et avaient été formés à s'occuper d'adversaires qui employaient cette méthode. (...) C'était un soulagement pour eux lorsque la résistance devenait violente et lorsque les formes non-violentes étaient mêlées à l'action de guérilla, rendant ainsi plus facile la combinaison d'actions draconiennes de répression contre les deux en même temps" (*Civilian resistance as a national defence* : Non violent resistance against aggression, ouvrage collectif édité par A. Adam, p.205).

La destruction des mots

Les idées se dégradent,
le sens des mots y participe.

Paul Lafargue faisait remarquer, dans son article *La langue française avant et après la révolution*, que la Révolution française avait modifié la langue de fond en comble. S'opposant à la langue classique de l'aristocratie, la langue romantique de la bourgeoisie, née à la tribune des assemblées parlementaires, s'imposa comme la langue officielle de la France. En 1831, une société de grammairiens faisait paraître un *Supplément au Dictionnaire de l'Académie* contenant 11.000 mots qui avaient été introduits durant la période révolutionnaire.

Nous devons vivre une période de contradictions intenses car aucune action sur la langue n'a connu l'ampleur de celle qui est menée actuellement. Non seulement la dictature de la publicité décide de ce qui est compréhensible ou incompréhensible pour le consommateur, mais le Pouvoir, s'emparant des techniques de la publicité, remodèle le langage de la vie quotidienne, tentant de coder un monde de prédateurs en termes de non-contradictions.

Les licenciements collectifs sont devenus des *restructurations d'entreprise*, tandis que les patrons, empruntant au vocabulaire d'Auschwitz, parlaient de *dégraissage*. Aujourd'hui les syndicats (*services de proximité sociale*) ont imposés *plan social*. La *flexibilité* (déréglementation des conditions de travail) est devenue *souplesse*. Les Anglais, plus libéraux, utilisent *employabilité*, ce qui rend les négociations difficiles au sein des institutions européennes. Les entreprises, qui *délocalisent* pour aller exploiter les Russes ou les Thaïlandais... sont, non pas des entreprises inciviques, mais des *entreprises citoyennes*. Alors que le salariat repose sur un inacceptable lien de subordination, on n'hésite pas à nous parler de *culture d'entreprise*. Les *chefs du personnel* sont devenus des *gestionnaires des ressources humaines*. Staline, plus économiste, parlait de l'homme comme étant : *Le capital le plus précieux*.

Le linguiste Alain Rey disait, dans *Le Monde* du 28.1.1998, * *Dans la vie sociale, les mots nouveaux servent à dissimuler une intention ou une action bien réelle. Donc ils expriment un point de vue politique [...] à côté de leur sens objectif, les mots transmettent des intentions qui peuvent être manipulatrices* +. Quand il existe un mot simple et précis, par exemple *aveugle*, et qu'on le remplace par *non-voyant*,

on ne fait pas que disqualifier *aveugle* et ses déclinaisons verbales, adverbiales, adjectives ou proverbiales (aveuglant, aveugler, aveuglement, aveuglement, aveuglette...), en remplaçant un mot par une proposition, c'est la syntaxe de la langue que l'on a modifiée sous nos yeux. C'est la même chose avec *mal-entendant*, *surchargé pondéral*, *technicien de surface*, *sdf*, *hôtel de police*, *mise en examen*...

La langue, en dépit des affirmations des linguistes, n'est pas une norme neutre qui permet de décrire les fragilités de la communication, elle est traversée par les contradictions et permet des manipulations idéologiques. Toute tentative de résorber les contradictions par des subterfuges sémantiques mène à l'appauvrissement de la langue, donc de notre pensée.

Le fait que le pouvoir tente d'agir sur la langue est la preuve qu'il sait ce qu'il nous fait. Il sait qu'il nous fait mal et il tente de se cacher derrière les mots. Quand, malgré l'absence de luttes sociales généralisées, la langue, aux yeux mêmes du pouvoir, n'est plus normative et qu'il est contraint de modifier en permanence le sens des mots pour masquer ses contradictions, c'est que sa légitimité, à ses propres yeux, ne va plus de soi. Alors tous les dangers sont à craindre.

Nous exprimons nos pensées - dans notre cerveau ou dans notre cœur - par un ensemble de signes, de sons, de couleurs, d'odeurs et, surtout, de mots. Quand les mots qui nous permettent d'exprimer nos sentiments disparaissent, nos sentiments se dégradent, N'ayant plus de mots pour dire notre humanité, nous tombons plus bas que l'animalité. Le désespoir (violence, alcoolisme, drogue, suicide...) qui s'empare d'une partie de la population (toutes catégories sociales confondues), montre que pour certains d'entre nous les mots ne sont déjà plus un moyen pour exprimer nos sentiments. Il y a de la télé, de la pornographie, du fast-food, du foot... mais il n'y a plus de dignité ni de complexité dans nos tristesses.

Le sens que l'on donne aux mots est ce qui permet de créer un lien social. Lorsque la langue n'est plus une norme, mais qu'elle exprime un mensonge permanent, il n'y a plus de lien social. Aucune société humaine ne peut survivre sans le lien du langage. Si le pouvoir n'est plus capable de respecter sa propre norme, il nous faut chercher la nôtre. La lutte pour donner un sens aux mots est l'enjeu principal de la lutte des classes.

Orwell faisait dire à l'un de ses personnages une phrase saisissante : *Les prolétaires ne sont pas des êtres humains*, sous-entendant qu'ils étaient en dehors des problèmes de langage, en dehors de l'élaboration de la pensée.

Le fait d'appréhender les salariés ou les chômeurs en tant qu'ils sont uniquement des sujets de droits économiques et sociaux, sans considérer qu'ils sont aussi des sujets de langage, revient à se faire complice du personnage d'Orwell : *Les prolétaires ne sont pas des êtres humains*. Cependant il reste à démontrer que les banquiers, les patrons, les politiciens, les juristes... qui nous ont mis dans une telle

situation sont, eux, des êtres humains. La possible inhumanité de ceux qui nous dirigent doit être l'objet de toute notre attention.

Yves Le Manach

Une pensée unique politiquement correcte

Le roman "1984" de George Orwell (Folio 822) raconte l'histoire de deux petits fonctionnaires, Winston et Julia, confrontés à une langue, à des objets... dont le sens a été détourné par l'idéologie totalitaire. Par le biais de l'amour, se donnant des rendez-vous dans le vieux quartier des ouvriers ou dans des lambeaux de campagne, recherchant des vieux livres et des objets de brocante, Winston et Julia tentent de se rappeler l'ancien sens des mots qui sont devenus "l'habitable des machinations du pouvoir". Par le biais de ses personnages, George Orwell cherche à établir un rapport entre la langue et son organisation sociale, entre la langue de la démocratie et celle de la dictature. Dans ce cadre, la nostalgie devient subversive. À la fin, la haine c'est l'amour et c'est Big Brother qui l'emporte. Ce que Orwell dénonçait, en 1948, au travers d'une fiction, n'était que le constat de ce qui s'était passé durant l'ère nazie, de ce qui se passait dans l'URSS des socialistes, et de ce qui se mettait en place sur la planète américaine.

Les lignes qui suivent sont extraites de "1984". La scène se passe à la cantine du Ministère de la Vérité. Winston, fonctionnaire au Commissariat aux Archives, et Syme, fonctionnaire au Service des Recherches, sont attablés devant leur portion de ragoût. Ils discutent.

- Comment va le dictionnaire ? demanda Winston en élevant la voix pour dominer le bruit.

- Lentement, répondit Syme. J'en suis aux adjectifs. C'est fascinant.

Le visage de Syme s'était immédiatement éclairé au seul mot de dictionnaire. Il poussa de côté le récipient qui avait contenu le ragoût, prit d'une main délicate son quignon de pain, de l'autre son fromage et se pencha au-dessus de la table pour se faire entendre sans crier.

- La onzième édition est l'édition définitive, dit-il. Nous donnons au novlangue sa forme finale, celle qu'il aura quand personne ne parlera plus une autre langue. Quand nous aurons terminé, les gens comme vous devront le réapprendre entièrement. Vous croyez, n'est-ce pas, que notre travail principal est d'inventer des mots nouveaux ? Pas du tout ! Nous détruisons chaque jour des vingtaines de mots, des centaines de mots. Nous taillons le langage jusqu'à l'os. La onzième édition ne renfermera pas un seul mot qui puisse vieillir avant l'an 2050.

Il mordit dans son pain avec appétit, avala deux bouchées, puis continua de parler avec une sorte de pédantisme passionné. Son mince visage brun s'était animé, ses yeux avaient perdu leur expression moqueuse et étaient devenus rêveurs.

- C'est une belle chose, la destruction des mots. Naturellement, c'est dans les verbes et les adjectifs qu'il y a le plus de déchets, mais il y a des centaines de noms dont on peut aussi se débarrasser. Pas seulement les synonymes, il y a aussi les antonymes. Après tout, quelle raison d'exister y a-t-il pour un mot qui dit le contraire d'un autre ? Les mots portent eux-mêmes leur contraire. Prenez *bon*, par exemple. Si vous avez un mot comme *bon* quelle nécessité y a-t-il à avoir un mot comme *mauvais* ? *Inbon* fera tout aussi bien, même mieux, parce qu'il est l'opposé exact de bon, ce n'est pas un autre mot. Et si l'on désire un mot plus fort que *bon*, quel sens y a-t-il à avoir toute une chaîne de mots vagues et inutiles comme *excellent*, *splendide* et tout le reste ? *Plusbon* englobe le sens de tout ces mots, et, si l'on veut un mot encore plus fort, il y a *doubleplusbon*. Naturellement, nous employons déjà ces formes, mais dans la version définitive du novlangue, il n'y aura plus rien d'autre. En résumé, la notion complète du bon et du mauvais sera recouverte par six mots seulement, en réalité par un seul mot. Voyez-vous, Winston, l'originalité de cela ? Naturellement, ajouta-t-il après coup, l'idée vient de Big Brother.

Syme prit une autre bouchée de pain noir, la mâcha rapidement, et continua :

- Ne voyez-vous pas que le véritable but du novlangue est de restreindre les limites de la pensée ? À la fin, nous rendrons littéralement impossible le crime par la pensée car il n'y aura plus de mots pour l'exprimer. Tous les concepts nécessaires seront exprimés chacun exactement par un seul mot dont le sens sera rigoureusement délimité. Toutes les significations subsidiaires seront supprimées et oubliées. Déjà, dans la onzième édition, nous ne sommes plus loin de ce résultat, mais le processus continuera encore longtemps après que vous et moi nous serons morts. Chaque année, de moins en moins de mots, et le champ de la conscience de plus en plus restreint. Il n'y a plus, dès maintenant, d'excuse ou de raison au crime par la pensée. C'est simplement une question de discipline personnelle, de maîtrise de soi-même. Mais même cette discipline sera inutile en fin de compte. La Révolution sera complète quand le langage sera parfait. [...] Vous est-il jamais arrivé de penser, Winston, qu'en 2050, au plus tard, il n'y aura plus un seul être humain vivant capable de comprendre une conversation comme celle que nous tenons maintenant ?

Sauf..., commença Winston avec un accent dubitatif, mais il s'interrompit.

Il avait sur le bout de la langue les mots : *Sauf les prolétaires*, mais il se maîtrisa. Il n'était pas absolument certain que cette remarque fût tout à fait orthodoxe. Syme, cependant, avait deviné ce qu'il allait dire.

- Les prolétaires ne sont pas des êtres humains, dit-il négligemment. Vers 2050, plus tôt probablement, toute la connaissance de l'ancienne langue aura disparu. Toute la littérature du passé aura été détruite. Chaucer, Shakespeare, Milton, Byron n'existeront plus qu'en version novlangue. Ils ne seront pas changés simplement en quelque chose de différent, ils seront changés en quelque chose qui sera le contraire de ce qu'ils étaient jusque-là. Même la littérature du Parti changera. Même les slogans changeront. Comment pourrait-il y avoir une devise comme *La liberté c'est l'esclavage* alors que le concept même de liberté aura été aboli ? Le climat total de la pensée sera autre. En fait, il n'y aura pas de pensée telle que nous la comprenons maintenant. Orthodoxie signifie non-pensant, qui n'a pas besoin de pensée. L'orthodoxie, c'est l'inconscience.

Un de ces jours, pensa soudain Winston avec une conviction certaine, Syme sera vaporisé. Il est trop intelligent. Il voit trop clairement et parle trop franchement. Le Parti n'aime pas ces individus-là. Un jour il disparaîtra. C'est écrit sur son visage.

**Histoire(s)
de l'anarchisme,
des anarchistes,
et de leurs foutues idées
au fil de 150 ans
du *Libertaire*
et du *Monde Libertaire***

Des origines à 1914 (volume un)

Éditions du Monde Libertaire (Paris)
Éditions Alternative Libertaire (Bruxelles)

Note des éditeurs

Il faut que le hasard renverse la fourmi pour qu'elle voie le ciel

C'est un fait, l'idéal libertaire et le mouvement du même nom suscitent un intérêt croissant dans des milieux de plus en plus larges.

Il n'y a pas lieu de s'en étonner outre mesure, tant il est vrai que l'implosion de l'escroquerie marxisto-goulaguesque, le libéralisme-social des socialistes rose bonbon, la course à la respectabilité des schadoks trotskistes, les compromissions de nos écolos réalistes... et l'intolérable brutalité d'un capitalisme toujours plus cannibale ne laissent plus guère le choix, à la révolte, que celui du dernier rêve encore coté à la grande bourse de l'espoir : la révolution sociale libertaire.

Aussi, c'est de plus en plus nombreux(ses) que les damné(e)s de la terre qui refusent de chausser les pauvres galoches de la résignation viennent frapper à notre porte. S'enquérir de ce qu'il en est de l'anarchisme, de son histoire et de ses propositions.

Face à la demande d'information, de formation et d'adhésion, il nous a semblé utile de retracer, en une dizaine de brochures, la grande saga de ces *incroyables anarchistes* qui, depuis un siècle et demi, s'acharnent à brandir, haut et clair, le drapeau d'un socialisme sans dieu, sans maître, sans patron, sans État... conjuguant, au temps présent, l'égalité et la liberté.

Depuis bientôt un demi-siècle, *Le Monde Libertaire* (successeur direct du *Libertaire* de Louise Michel et de Sébastien Faure qui avait ouvert le bal à la fin du siècle dernier) écrit les pages de cette ambitieuse aventure en lettres de feu.

De la Première Internationale aux luttes de cette dernière décennie en passant par la Commune de Paris, l'Internationale antiautoritaire, les grands congrès anarchistes, les martyrs de Chicago, les bombes de la propagande par le fait, la naissance et l'épopée du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme, l'éducation libertaire, la révolution mexicaine, russe, espagnole.... les révoltés de Kronstadt, les insurgés de l'Ukraine maknoviste, les collectivités agricoles aragonaises, le peuple libertaire espagnol en armes, Mai 68, la renaissance du mouvement libertaire de ces dernières années.... tout y est, ou presque. Tout y est, avec de grandes signatures du mouvement ouvrier de ces cent cinquante dernières années. Avec toujours (par

delà le temps et les dates) ces mêmes *foutues idées* qui nous animent encore aujourd'hui.

Un siècle et demi d'histoire, un siècle et demi de l'histoire anarchiste, un siècle et demi de combats de tous les instants contre tous les intolérables, un siècle et demi de rigueur et d'intransigeance, un siècle et demi de luttes pathétiques contre le capitalisme, les Églises, les militarismes, les États et tous les fossoyeurs du grand rêve émancipateur d'une société de liberté, d'égalité, d'entraide, d'autogestion.... tout de suite, ici et maintenant.

C'est peu dire que les cartouches ne manquent pas et que tous ceux et toutes celles qui recherchent des munitions pour les fusils de la révolte et de l'espoir, qu'ils ont décidé de tirer des râteliers de la résignation, devraient trouver leur bonheur dans cet arsenal de la mémoire que notre obsession de l'instant et notre regard planté dans les étoiles de l'avenir ont failli laisser en jachère.

Merci, donc, aux camarades du *Groupe Louise Michel* de la *Fédération Anarchiste Francophone* pour ce travail de recherche, de sélection et de mise en forme d'articles extraits de cette formidable mine qu'est *Le Monde Libertaire*.

Ces brochures ne nous offrent rien de moins que le bonheur d'un autre futur au petit prix d'un autre présent.

Nous avons failli être, nous pouvons être... voulons-nous être ?

Et dire que nous aurions pu passer à côté de cela !

Pour les Éditions du Monde Libertaire, *Jean Marc Raynaud*
Pour les Éditions Alternative Libertaire, *Roger Noël*, dit *Babar*

Le Monde Libertaire - 169 - Mars 1971

LA COMMUNE DE PARIS

Maurice Joyeux

De multiples organisations politiques ou humanitaires s'apprêtent à commémorer la Commune de Paris. Ces soixante-douze journées marquèrent la fin d'une époque qui fut celle des insurrections de caractère sentimental où la justice, le droit et la liberté eurent une part prépondérante et en verront naître une autre qui se voudra économique, rationnelle, scientifique. Et même si, avant la Commune, Proudhon et Marx avaient déjà jeté les bases du mouvement révolutionnaire moderne, même si les réflexes sentimentaux et romanesques n'ont pas complètement disparu de nos jours, on peut prétendre que née d'une liesse quarante-huitarde que dominèrent le tumulte, le débraillé et la barricade, la Commune s'achèvera dans

une tentative d'organisation rationnelle de la société et par une tuerie qui serait la préface aux affrontements révolutionnaires modernes.

On connaît mal la Commune. Les hommes qui se réclament d'elle se bornent à populariser ceux de ses aspects qui coïncident avec leurs intérêts ou leur préoccupation politique du moment. Trop souvent, on prétend y voir l'aboutissement de desseins longuement médités, de réflexions théoriques mûries. Ce n'est pas vrai! Et il n'est pas souhaitable que les anarchistes emboîtent le pas à des partis politiques qui se livrent à une démagogie effrénée et qui prétendent l'accaparer, car, en dehors de quelques avantages momentanés qu'une telle attitude procure, on risque d'ignorer les grandes leçons qui se dégagent de la Commune et qui justement tiennent à son caractère hybride, aux improvisations parfois géniales auxquelles il fallut recourir pour organiser la grande ville, aux ajustements parfois laborieux de théories contradictoires, alors que naît une économie nouvelle qui bouleversera la société romantique. Et justement sur un palier différent, bien entendu, les classifications politiques et idéologiques comme les mutations économiques de notre époque sont similaires à celles qui secouèrent la fin du Second Empire. Nous vivons, comme les Communards, une époque charnière, et plutôt que de ramener à soi ce qui appartient au passé, il est préférable de l'examiner objectivement afin d'en tirer les leçons profitables pour notre mouvement anarchiste.

Les hommes qui firent la Commune

L'insurrection du 18 mars est née en marge des organisations révolutionnaires, même si certains militants ouvriers y prirent part. Les blanquistes sont désorganisés par l'emprisonnement de leurs chefs. Les hommes de l'Internationale restent dans l'expectative. Seul ce qui reste du jacobinisme quarante-huitard sera mêlé à travers le Comité central à l'insurrection. C'est son esprit qui anime la garde nationale. Les manifestations périodiques qui, depuis la chute de l'Empire, se succèdent et qui ont décapité le mouvement ouvrier et révolutionnaire ont donné aux Jacobins l'occasion d'une revanche contre cette bourgeoisie libérale qui, après avoir été au pouvoir sous Louis-Philippe, pendant la II^e République et sous le Second Empire, s'apprête à confisquer la République. Derrière Félix Pyat, Delescluze, Flourens et quelques autres, ils livrent une lutte sans merci à la République des *Jules*: Jules Simon, Jules Ferry, Jules Favre, etc.

Au cours de ces journées de mars décisives, qui précèdent l'insurrection, la garde nationale a pris conscience de sa force. Deux proclamations ont donné sa mesure ; la première déclare : *La garde nationale ne reconnaît pour chefs que ses élus*; la seconde: *La garde nationale proteste contre toute tentative de désarmement et déclare qu'elle y résistera au besoin par les armes*.

L'instrument est en place. Pourtant l'émeute viendra de la rue. Louise Michel nous a laissé un vivant récit de ces heures tragiques. Thiers a décidé de faire enlever les canons entreposés à Montmartre. L'alarme est donnée. Le comité de vigilance se réunit. Mais écoutons la bonne Louise: *Dans l'aube qui se levait on entendait le tocsin*; nous montions au pas de charge, sachant qu'au sommet il y avait une armée rangée en bataille. Nous pensions mourir pour la liberté.

On était comme soulevés de terre. Nous morts, Paris se fût levé. Les foules à certaines heures sont l'avant-garde de l'océan humain.

La butte était enveloppée d'une lumière blanche, une aube splendide de délivrance.

La troupe fraternise avec le peuple, l'insurrection gagne Paris quartier par quartier, surprenant à la fois le gouvernement et le Comité central. Ce n'est que le soir que les membres du Comité central se décideront à passer à l'attaque et à occuper toute la ville alors que Thiers et le gouvernement fuient vers Versailles.

Ces hommes, qui vont s'emparer de la ville, viennent de tous les horizons. Ils appartiennent à la petite bourgeoisie, à l'artisanat, au monde ouvrier alors à sa naissance. On ne trouve pas encore de militant ouvrier connu parmi eux en dehors de Varlin et de Pindy et quelques blanquistes, tels Ranvier, Brunel ou Eudes. Les grands noms sont soit en prison, soit en fuite, soit dans l'expectative.

Le soir du 18 mars, le Comité central de la garde nationale, qui a chassé l'État et s'est emparé du pouvoir, prendra le chemin de l'Hôtel de Ville qui est chemin traditionnel où les révolutions de Paris trouvent leur consécration !

Les causes de la commune

Cette journée du 18 mars fut une journée réussie parmi d'autres qui ont auparavant échoué sans qu'on puisse bien clairement en expliquer les raisons, tant leur mécanisme fut le même avec leur part d'improvisations tardives, de préparation sérieuse et de chance. Mais, par contre, les causes de ce climat d'insurrection existaient en permanence depuis le coup d'État. La guerre, la défaite et le siège leur avaient conféré un caractère encore plus aigu.

Mais quelles sont donc les causes profondes de ce climat qui, à partir du 4 septembre 1870, jour où fut proclamée la déchéance de l'Empire et l'avènement de la III^e République, suscita de nombreuses insurrections dont celle du 18 mars fut le couronnement "heureux" ?

On peut, parmi d'autres, définir trois causes qui, d'ailleurs, coïncideront avec les trois grandes tendances politiques de la Commune: le patriotisme, le fédéralisme, le social, et, s'il est vrai qu'en gros cela correspondait à des tendances du jacobinisme, du blanquisme et du proudhonisme, on aurait tort de croire que chez chacun des participants ces tendances seront nettement tranchées; et c'est Lefrançais, qui appartient à l'Internationale, et qui, après la Commune, entretiendra des relations suivies avec l'Internationale antiautoritaire de Saint-Imier qui nous apprend: *Le dégoût et l'indignation produits par l'ignoble conduite de la prétendue "défense nationale" durant le premier siège de Paris fut certainement la principale cause de la Commune.*

Et il n'y a rien d'étonnant pour tous ceux qui se refusent à voir la Commune avec d'autres yeux que ceux de l'époque. L'esprit de la première révolution française est encore puissant parmi le peuple parisien qui a un goût prononcé *pour porter chez les autres la liberté à la pointe des baïonnettes*. Le pacifisme révolutionnaire amorcé par Proudhon dans un discours retentissant à l'Assemblée nationale, en quarante-huit, pour s'opposer à l'expédition de Pologne et la magnifique adresse de la section française de l'Internationale aux peuples en guerre n'ont pas encore pénétré profondément le petit peuple cocardier et chauvin, et le faubourg qui vit son rêve des victoires de 93, pousse d'abord à la guerre puis à la résistance. Jules Vallès nous raconte dans *L'Insurgé* comment il sera comique victime de cet état d'esprit.

Le deuxième facteur, une des causes principales de la Commune fut l'esprit fédéraliste communaliste, si l'on veut. *Les autres, nous dit Eugène Pottier, voulaient que Paris nommant les municipalités, fût en possession de lui-même comme le sont les grandes villes des États-*

Unis. Mais deux autres sentiments puissants vont pousser le peuple de Paris vers le fédéralisme. Le premier, c'est le climat suscité par le siège, où, isolés du pays et du gouvernement qui prépare la capitulation, les Parisiens ont pris l'habitude de se considérer comme seuls à faire face à tous les problèmes que leur posait la lutte. Ce qui se traduira par une organisation administrative des arrondissements et la création de la garde nationale. Enfin, le second, c'est l'esprit même du mouvement ouvrier interprété par la section française de l'Internationale et qui est dominé par les théories économiques de Proudhon.

La troisième cause de la Commune c'est, nous dit Félix Pyat, un autre acteur de ce drame : *La révolte prolétarienne contre le capital*, et, là encore, si les internationalistes armés par leur congrès paraissent les représentants les plus qualifiés des travailleurs et si ce sont eux qui, effectivement, prendront en main l'organisation économique, laissant aux jacobins la défense et aux blanquistes la police intérieure, le miracle de la lutte au coude à coude, qui ne rapprochera jamais tout à fait les trois courants et qui donnera naissance à un homme révolutionnaire nouveau pour qui le fédéralisme sera l'élément de base.

Proudhon et Blanqui

Il est vrai que les hommes qui vont faire la Commune venaient d'horizons différents. Il est vrai que les causes de la Commune furent multiples. Il est vrai qu'à côté de militants chevronnés et connus, les élections enverront siéger sur ses bancs des inconnus et que, par conséquent le caractère créateur des refus et des choix spontanés joua un rôle important et pas toujours heureux, d'ailleurs. Mais sitôt après les élections, lorsqu'il fut alors indispensable de construire et de se défendre, c'est l'esprit de deux grands absents qui va dominer la Commune: celui de Proudhon, mort en 1865, celui Blanqui emprisonné au fort du Hâ.

Ce sont des hommes comme Jourde, Varlin, Theisz, Lefrançais, Langevin, Benoît Malon qui vont faire vivre et organiser la ville, et, il faut lire et chaque révolutionnaire devrait lire dans le *Journal officiel de la Commune* ces séances de travail laborieuses où le sérieux a pris la place des *fiestas romantiques*. Il faut lire l'affiche placardée par l'Internationale où après avoir affirmé: *L'indépendance de la Commune est le gage d'un contrat dont les clauses librement débattues feront cesser l'antagonisme des classes et assureront l'égalité sociale* qu'elle définissait dans un programme d'action où l'on sent à chaque instant la présence de Proudhon.

La commission militaire, par contre, où siègera seulement un internationaliste proudhonien, sera composée de jacobins et de blanquistes: Flourens, Bergeret, Ranvier, Eudes, Duval, etc. Et lorsque la situation militaire s'aggrava, le fossé se creusera entre les deux dominantes de la Commune pour éclater lors de la création d'un Comité de "Salut public", réminiscence des grandes heures de quatre-vingt-treize. Les jacobins et les blanquistes l'emporteront et les internationalistes de tendance anarchiste se retireront. Au cours de la séance orageuse, le blanquiste Pyat et l'internationaliste Benoît Malon s'opposeront violemment et la polémique se continuera à travers le *Cri du Peuple* de Jules Vallès et le *Vengeur* d'Eudes.

La proclamation de la minorité contre la constitution d'un Comité de Salut Public restera éternellement vraie pour les anarchistes.

Considérant que l'institution d'un Comité de Salut de public aura pour effet essentiel de créer un pouvoir dictatorial qui n'ajoutera aucune force à la Commune,

Attendu que cette institution serait en opposition formelle avec les aspirations politiques de la masse électorale dont la Commune est la représentation,

Attendu en conséquence que la création de toute dictature par la Commune serait de la part de celle-ci une véritable usurpation de la souveraineté du peuple, nous votons contre !

Andrieu, Langevin, Odtyn, Vermorel, V. Clement, Theisz, Serrailier, Avrial, Malon, Lefrançais, Courbet, Girardin, Clémence, Arnoult, Beslay, Vallès, Jourde, Varlin. Nous retrouverons au bas de ce texte le nom de tous les internationalistes, excepté celui de Frankel qui est le seul marxiste et qui se joindra aux blanquistes et aux jacobins, et il suffit de regarder les noms des hommes qui formeront le Comité de Salut public pour constater qu'à travers les épreuves de la Commune sont nées les deux expressions différentes du socialisme qui vont marquer le mouvement ouvrier moderne. Parmi ces noms on retrouve ceux de Ferré, de Frankel, de Pyat, de Delescluze, d'Eudes, de Billioray, de Dupont, de Rigault, de Ranvier, de Vaillant.

Les anarchistes et la Commune de Paris

Même si leur contenu actuel est notoirement différent de ce qu'il fut alors, on peut dire que la Commune de Paris a marqué l'anarchisme, le socialisme révolutionnaire et le syndicalisme alors à leurs débuts. Seul le jacobinisme ne tirera aucun profit de l'aventure sanglante de ces dix semaines. Trop des siens se trouvaient sous le visage de conciliateurs dans le camp des Versaillais, et loin d'être vivifié par la grande aventure révolutionnaire, il sombrera dans un parlementarisme abêtissant avant de devenir le parti radical, père nourricier de toutes les combines équivoques.

Le marxisme, lui, n'aura aucune influence sur la Commune. Marx, qui méprise les ouvriers parisiens et spécialement les membres de l'Internationale, les a pendant la guerre abreuvés d'insultes et s'est réjoui de la victoire du militarisme allemand. Certes, après l'écrasement, il s'apercevra de la popularité de la révolution parisienne et il se rattrapera dans un livre : *La Guerre civile en France*, probablement le meilleur de ses ouvrages où il justifiera la Commune et les internationalistes, pas pour longtemps d'ailleurs, car le naturel reprenant le dessus il tonnera contre son gendre Charles Longuet, un communard, qu'il accusera d'être resté un proudhonien impénitent. Il est vrai qu'il fera à son autre gendre Lafargue un autre reproche : celui d'être resté un blanquiste.

Proudhon a donné au mouvement anarchiste une doctrine économique. Les hommes de l'Internationale feront passer cette doctrine dans des réalités concrètes. Bakounine avait marqué l'Internationale qui avait ajusté l'économie proudhonienne sur les méthodes de lutte de classe. Cependant, il n'aura guère d'influence sur le déroulement des événements, excepté en province et plus spécialement à Lyon, et paradoxalement c'est plus tard que les effets de la Commune se feront sentir au sein du communisme libertaire.

Mais dans les luttes qui précéderont la Commune, comme pendant les journées révolutionnaires, des hommes comme Élisée et Élie Reclus, comme Paul Robin, des femmes comme Louise Michel, comme Andrée Léo feront leur apprentissage et seront à la base du renouveau de l'anarchie quelques années plus tard.

Les hommes de la Commune sentent confusément la vérité, leur vérité, qui se révèle en eux. Après la Semaine sanglante, en exil à Londres, à Bruxelles, à Genève, ils vont réfléchir,

analyser ce que furent les moyens et les buts de la Commune de Paris. Et c'est de ces réflexions que sortira le grand schisme de l'Internationale à La Haye et, extraordinaire coïncidence, l'éclatement de la Première Internationale suivra étrangement la courbe de celui de la Commune et les hommes qui avaient refusé le Comité de Salut public rejeteront Marx et rejoindront la Fédération jurassienne pour former l'Internationale anti-autoritaire. Il suffit de rappeler ici certains noms pour voir toute l'importance de la Commune et de la section française de l'Internationale dans la formation du mouvement anarchiste moderne. Je cite au hasard : Séraillier, B. Malon, Lefrançais, Jourde, Avrial, Courbet, Pindy, Vesinier, Vermorel, auxquels viendront s'ajouter : Guillaume, Kropotkine, Louise Michel, Paul Robin, Élisée Reclus, Malatesta et beaucoup d'autres.

Les internationalistes qui firent la Commune furent proudhoniens. Après la Commune, sous l'influence de Bakounine, ils fonderont la Première internationale anarcho-syndicaliste d'où sortira le mouvement anarchiste moderne.

La Commune dans l'histoire

Il est délicat de porter un jugement sur la Commune, encore que ce soit avec les dates et les grands hommes le travail "important des historiens". De toute façon, on ne peut pas détacher la Commune de son contexte politique et social dont j'ai essayé de mettre en relief quelques aspects importants pour les anarchistes.

Disons que ce qui domine la Commune de Paris comme, d'ailleurs, le mouvement ouvrier révolutionnaire de cette moitié de siècle, c'est la confusion et la naïveté.

La confusion est due à ce brassage économique profond qui, en marge des luttes politiques, bouleverse l'économie et s'apprête à créer un homme différent à travers un clivage entre des classes nouvelles. Le patriotisme, le socialisme utopique, le chartisme, le syndicalisme, l'anarchisme à travers Proudhon et Bakounine, le christianisme social, le classicisme dans les lettres et les arts, le romantisme, ce qui n'est pas tout à fait hier et qui n'est pas encore aujourd'hui, se mêlent profondément en s'entrechoquant. Époque charnière difficilement analysable où le caractère des hommes qui se forme influe directement sur la marche des choses.

La naïveté est justement la preuve que, dans la balance, le tumulte des sentiments l'emporte encore sur la froide analyse des réalités. Les hommes se grisent de phrases où le bon droit, la justice, la loi l'emportent sur les réalités concrètes. Rien ne pouvait encourager un esprit froid à se lancer dans l'aventure, et cette vieille canaille de Marx l'avait bien compris qui conseillait à ses amis de rester tranquillement fidèles à la "République des Jules" du 4 septembre. La campagne était réactionnaire, une armée ennemie campait aux portes de Paris, la bourgeoisie d'affaires qui avait fui possédait tous les rouages économiques dans ses blanches mains, les libéraux, effrayés, se retiraient à Versailles, justifiant la trahison d'une fraction importante de la population parisienne, les intellectuels de gauche avaient (déjà) déserté, les militaires avaient suivi, les fonctionnaires aussi. Non, rien, vraiment, ne pouvait engager un esprit logique dans Paris révolutionnaire. Pourtant, et il suffit d'avoir lu leurs proclamations pour en être intimement persuadé : les hommes de la Commune ont vraiment cru possible leur victoire. Oui! Ils furent naïfs ! Et finalement, ils eurent raison car, contre toute évidence, la victoire eût été possible si, au lieu de tomber dès les premières heures sur un alcoolique à moitié fou, le colonel Langlois, ils avaient placé à la tête de la garde nationale un homme énergique qui, dans la nuit, eût enlevé les forts, pris Versailles et enfermé M. Thiers.

Naturellement, on ne refait pas l'Histoire, on profite simplement de l'enseignement qu'elle nous apporte, et la Commune de Paris qui marqua d'un coup de reins une période économique en pleine gestation, peut être riche d'enseignements pour notre époque à la condition de laisser de côté les images d'Épinal et d'étudier avec sérieux les mouvements qui la projetèrent en avant.

Maurice Joyeux



Revue La Rue - 1981

LOUISE MICHEL

UNE GRANDE FIGURE DE L'ANARCHISME

Thyde Rosell

Avant d'examiner de plus près le cheminement de cette militante révolutionnaire, ouvrons une parenthèse qui mettra à bas le mythe "petite sœur des pauvres" imposé par des historiens étudiant le passé par le bout de la lorgnette des préjugés. À l'opposé des commentateurs de radio, des représentants de la bourgeoisie, nous nous refusons à passer au crible la vie d'une révolutionnaire... sous prétexte que c'est justement parce qu'elle milite que cela se fait !
Ève Ruggieri, Alain Decaux et consorts se

préoccupent-ils des amours de Vallès, des rages de dents de Kropotkine ou de la coupe de cheveux de Pouget ? Déjà, au cours de son existence, Louise Michel dut faire face aux mesquineries et calomnies propagées par la presse bourgeoise et la préfecture, qui n'avaient pour but que de dévaloriser aux regards de la population sa démarche révolutionnaire, tout comme d'ailleurs furent dévoyées, en leur temps, les activités de militantes ou ouvrières (les Pétroleuses, les miliciennes...). À l'instar de ses prédécesseurs, le monde culturel bourgeois actuel ne retient des activités et écrits de Louise Michel que les anecdotes amoureuses, de "charité chrétienne", ses menées de type "pétroleuse", en défigurant ainsi la vie d'une militante révolutionnaire.

La Commune de Paris où les femmes jouèrent un rôle prédominant, la verra combattre sur les barricades, dans son uniforme de garde national, participer activement au comité de vigilance du 18^e arrondissement, organiser les sections d'ambulancières ou les coopératives de quartier. Après un procès retentissant et un emprisonnement en Nouvelle-Calédonie qui lui permit, au contact de Nathalie Lemel (ouvrière, adhérente à la Première Internationale) et de Charles Malato, d'approfondir sa pensée, Louise Michel revient en France en anarchiste confirmée et décidée à propager ses théories ce qu'elle fera jusqu'à sa mort, survenue à Marseille au cours d'une tournée de conférences. Se vouant à des causes plus spécifiques, elle animera des

cercles féministes. Athée, elle créera des organismes d'aide aux prisonniers. Dans une période où travailler à l'émancipation des travailleurs, revenait à encourir les foudres du pouvoir, Louise Michel s'assiera souvent sur le banc des accusés et se *reposera*, comme elle le disait, *dans les geôles des républicains*.

Nous, militants anarchistes, tirons d'autres leçons du passé et des expériences du mouvement ouvrier. Louise Michel laissera une empreinte différente que celle de ses compagnons de lutte (Kropotkine, Pouget, Sébastien Faure) dans le mouvement libertaire. Représentante quasi exacte du propagandiste infatigable qui diffuse les propositions anarchistes, renfloue les caisses de groupes, elle sera un des piliers du mouvement anarchiste du siècle dernier. Utilisant autant la parole que l'écrit, oratrice remarquable, participant à la rédaction des journaux anarchistes, aux réunions et congrès internationaux, nous la verrons tantôt haranguer les publics de meetings populaires, puis affronter ceux de Versailles aux lendemains de la Commune ou ceux de Londres et Bruxelles.

Facteur primordial qui a joué dans sa popularité et que trop souvent les révolutionnaires oublient, Louise Michel est la première femme anarchiste qui sera représentative du mouvement révolutionnaire.

Sa ténacité, son courage n'y sont pas étrangers.

Héritière du courant unitaire du socialisme communal, imprégnée par le fédéralisme proudhonien et le blanquisme, elle ne côtoiera pas que les seuls anarchistes, mais participera également aux activités de socialistes parlementaristes, tels Rochefort et Clémenceau, des groupes féministes électoralistes, des guesdistes, des milieux littéraires, etc. Partout où il fallait se battre B même si, par certains côtés, cette lutte demeure spécifique B Louise Michel mettait ses talents au service des opprimés et y intégrait ses propositions propres sur les phénomènes sociaux (le syndicalisme, la grève, les colonies...). Et le peuple l'a bien compris comme tel, car l'enterrement de Louise Michel représente un des derniers rassemblements de masse, unifiant pour un temps anarchistes, marxistes et réformistes.

Si nous saluons, à l'occasion de cet anniversaire, les talents et le parcours militants d'une anarchiste, nous saluons, également, par cet intermédiaire, les hommes et les femmes qui luttèrent pour l'émancipation de la classe ouvrière et que l'histoire, autant officielle que révolutionnaire, jette aux oubliettes trop facilement. Car l'héritage que nous laissent les théoriciens révolutionnaires, n'est rien sans ces propagandistes anonymes, véritables piliers du mouvement ouvrier, construisant les organisations de masse et les organisations spécifiques.

Thyde Rosell

Le Monde Libertaire - 112 - Mai 1965

LA COMMUNE DE MARSEILLE

On a beaucoup écrit sur la Commune, et en particulier sur la Commune de Paris. Pas assez peut-être, car les Communes de province sont trop souvent méconnues et même, les

répercussions du mouvement communaliste à l'étranger, soit sous l'aspect des poursuites intentées aux communards ou aux internationaux, soit sous l'angle de l'interprétation et de l'utilisation politique, scientifique et sociologique, sont laissées dans l'oubli le plus complet.

À cela une raison essentielle : les idées-force que l'on peut en extraire n'intéressent personne, elles n'apportent de l'eau qu'au moulin des anarchistes! Et c'est pourquoi les travaux qui y sont relatifs ne jouissent pas de la faveur du grand public. On ne peut que le regretter.

C'est donc dans le but de compléter notre connaissance de ce mouvement que nous publions cette étude, rendant hommage, à près d'un siècle de distance, à tous les obscurs combattants de la Commune et en particulier à ces 4 500 membres de l'Internationale (dans le seul département des Bouches-du-Rhône) qui, sous l'influence de Bakounine, s'efforcèrent de réaliser une société nouvelle basée sur le fédéralisme et la liberté de l'individu.

E. Bianco

La tentative des 7 et 8 août 1870

Dès le lendemain de la défaite de Forbach, une grande agitation se manifeste à Marseille. 40000 personnes ayant à leur tête Gaston Crémieux, Naquet, Brochier, Rouvier et quelques autres manifestent devant la préfecture.

L'arrestation d'Alfred Naquet provoque une recrudescence de colère et aussitôt se forme un Comité central d'action révolutionnaire, la foule occupe bientôt la mairie et les membres du Comité sont portés au pouvoir sous les acclamations populaires. Ce Comité, comprenant surtout des membres de l'Internationale (en l'absence de Bastelica, la section marseillaise reçut très vraisemblablement les ordres directs de Bakounine) et quelques républicains radicaux, et présidé par Gaston Crémieux, se trouve ainsi à la tête d'un pouvoir révolutionnaire issu du peuple.

Malheureusement, ses délibérations sont de courte durée, car une escouade de policiers, dispersant la foule aussi promptement à s'enthousiasmer qu'à devenir d'une passivité extrême, bloque les insurgés dans la mairie et, après un court échange de coups de feu, capture les membres du Comité. Les prisonniers, au nombre d'une trentaine environ, sont enfermés au Fort Saint-Jean et entassés dans un cachot puant. Le 10 août, sur ordre de l'impératrice régente, l'état de siège est proclamé et le 27 ils sont jugés.

Deuxième tentative d'insurrection révolutionnaire

1^{er} novembre 1870

Le préfet Esquiros s'oppose à Gambetta et au gouvernement provisoire. Au Conseil municipal un affrontement se produit entre les modérés et les révolutionnaires et très vite, la Garde nationale (bourgeoise) commandée par le Colonel Marie va s'opposer à la Garde civique et l'Internationale.

La réaction populaire est immédiate et spontanée, l'hôtel de ville, défendu par les gardes nationaux est occupé et la Commune révolutionnaire est proclamée aussitôt. Un comité d'une vingtaine de membres est formé qui représente toutes les nuances de l'opposition radicale et socialiste parmi lesquels plusieurs membres de l'Internationale dont Bastelica, Chachouat,

Job, Cartoux, etc. Le général Cluseret qui vient d'arriver à Marseille après l'échec de la Commune de Lyon se joint bientôt à eux, et la Commune prend l'héritage de la Ligue du Midi. Mais Esquiros qui jouit de l'estime populaire se retire (son fils atteint de typhoïde meurt et ce deuil l'abat profondément); il est remplacé par Alphonse Gent qui, à la faveur des circonstances (un attentat manqué contre lui qui soulève la réprobation générale) va reprendre le pouvoir en main pour le compte du Gouvernement et écarter tous ceux qui pouvaient raffermir la volonté populaire.

Le 13 novembre, le préfet télégraphie à Gambetta *l'Ordre tout entier règne à Marseille...*

La Commune révolutionnaire de Marseille (23 mars B 4 avril 1871)

Le 21 mars 1871

Une dépêche télégraphique du préfet, le contre amiral Cosnier indique : *Marseille est tranquille. Tous les rapports qui m'arrivent sur l'état des esprits dans le département sont rassurants.*

Le 22 mars

La proclamation de Thiers, flétrissant l'insurrection parisienne et exhortant à l'union est affichée sur les murs de la ville. Cette proclamation qui parle en termes favorables de Canrobert et de Rouher apparaît aux Marseillais comme une trahison et, le soir même, devant plus de 1 000 personnes, Gaston Crémieux, prononce un discours extrêmement violent : *Le gouvernement de Versailles a essayé de lever sa béquille contre ce qu'il appelle l'insurrection de Paris, mais elle s'est brisée entre ses mains, et la Commune en est sortie.*

Ainsi Citoyens, les circonstances sont graves. Avant d'aller plus loin, je veux vous poser une question. Quel est le gouvernement que vous reconnaissez comme légal? Est-ce Paris ? Est-ce Versailles?

Toute la salle unanime, crie : *"Vive Paris!"*

À ces cris unanimes qui sortent de vos mille poitrines nous nous unissons et nous crions : *"Vive Paris!"*.

Mais ce gouvernement va être combattu par Versailles. Je viens vous demander un serment, c'est celui de le défendre par tous les moyens possibles, le jurez-vous?

- Nous le jurons!

Et nous aussi, s'il faut combattre, nous nous mettrons à votre tête. Nous serons obligés de le défendre dans la rue. Rentrez chez vous, prenez vos fusils, non pas pour attaquer, mais pour vous défendre...

Le 23 mars

Le contre-amiral Cosnier organise une contre-manifestation en faveur du gouvernement de Versailles, mais depuis l'aube, les gardes nationaux des quartiers populaires s'étaient rassemblés, et une foule immense se regroupe autour d'eux.

La préfecture est envahie, les autorités destituées, une commission départementale est formée, présidée par Crémieux et comprenant 12 membres. Elle représente équitablement les diverses fractions de l'opinion publique : les Radicaux avec Job et Étienne, l'Internationale avec Alérini, la Garde nationale avec Bouchet et Cartoux, et trois membres délégués par le Conseil municipal.

La Commission déclare : *À Marseille, les citoyens prétendent s'administrer eux-mêmes, dans la sphère des intérêts locaux.*

Il serait opportun, que le mouvement qui s'est produit à Marseille fût bien compris, et qu'il se prolongeât.

Nous voulons la décentralisation administrative avec l'autonomie de la Commune, en confiant au conseil municipal élu dans chaque grande cité les attributions administratives et municipales.

Le 26 mars

Le général Espivent de la Villeboisnet, officier réactionnaire et clérical s'il en fut, qui s'était réfugié à Aubagne avec ses troupes, et qui calque sa conduite sur celle de Versailles, proclame le département des Bouches-du-Rhône en état de guerre.

Le 27 mars

Le conseil municipal (composé de républicains modérés et bourgeois) rompt avec le conseil départemental. Cette rupture accroît les difficultés matérielles auxquelles devait faire face la Commune après le départ de nombreux fonctionnaires.

Le 28 mars

Arrivée à Marseille de trois représentants en mission envoyés par la Commune de Paris (May, Amouroux et Landeck). Malheureusement, ils sont tous trois incapables et vont s'immiscer dans les affaires marseillaises portant de graves préjudices à l'action locale.

Le 1^{er} avril

Le Conseil municipal est dissout.

Le 3 avril au soir

Espivent fait marcher ses troupes (6 à 7000 hommes) sur Marseille. Il a l'appui de trois navires qui croisent au large du port. En pleine nuit, les soldats parcourent les 17 km qui les séparent de Marseille. Pendant ce temps, des barricades sont dressées autour de la préfecture et quelques hommes se rassemblent. Les soldats d'Espivent prennent la gare, le fort Saint-Nicolas et le fort de Notre-Dame-de-la-Garde, ils effectuent un mouvement d'encerclement complété par le débarquement des marins.

Pourtant, la population réagit. Une foule immense, armée en partie et tumultueuse, se réunit. Deux bataillons d'infanterie fraternisent levant leurs chapeaux en l'air aux applaudissements de la foule. Mais Espivent, après avoir reçu sèchement Crémieux, venu parlementer, fait

bombarder la ville (300 obus tomberont sur la préfecture). Les combats acharnés se déroulent jusqu'au soir et la préfecture est finalement investie par les marins.

La Commune de Marseille avait vécu, la répression cléricale et réactionnaire allait s'exercer impitoyablement jusqu'en 1875.

Charles ALÉRINI

Comme Bastelica, il était d'origine corse puisque né à Bastia le 20 mars 1842.

Devenu professeur, il enseignait au Collège de Barcelonnette où il était en même temps correspondant de l'Internationale, ce qui lui vaudra d'être suspendu de ses fonctions en avril 1870 et arrêté quelques jours après toujours pour le même motif.

S'étant établi à Marseille, il participe ensuite, à l'occupation de l'hôtel de ville et à l'organisation de l'éphémère commune révolutionnaire du 8 août 1870. Puis il sera membre de la Commission départementale insurrectionnelle de mars 1871.

Actif, énergique, intelligent, il mettra toutes ses connaissances au service de l'action révolutionnaire et de l'Internationale, organisant notamment la résistance armée, requérant les fusils, les munitions, et prenant une part des plus actives à tous les actes de l'insurrection.

Le 4 avril, il reste un des derniers à la préfecture, alors que la plupart ont fui le danger.

Après l'échec de la Commune, il réussit à passer en Espagne où il va poursuivre son action militante pendant que le Tribunal militaire le condamne à mort par contumace (il sera grâcié en 1889).

Très vite, il est admis parmi les intimes de Bakounine et devient un militant actif de l'Alliance et, à ce titre, il sera toujours mêlé, aussi bien sur le plan espagnol que sur le plan français, à la vie de l'Internationale anti-autoritaire contre les agissements de Marx et de ses amis.

James Guillaume, dans ses *Souvenirs* parlera du *cœur chaud*, de la *droiture*, de la *vaillance simple et sans phrases* de cet homme qui sera délégué de la Fédération régionale espagnole à La Haye, où il signera la déclaration bakouniniste; qui assistera au Congrès de Saint-Imier dont il sera l'un des trois secrétaires; qui participera au Congrès de Genève (septembre 1873) en tant que représentant de la FRE et de diverses sections françaises (dont plusieurs illégales) et qui après avoir fait deux ans de prison à Cadix, fera partie en 1877 du Comité fédéral de la fédération française de l'AIT.

Gaston CRÉMIEUX

Né à Nîmes, le 22 juin 1836, il est issu d'une famille israélite. Après de brillantes études au lycée de sa ville natale, il obtient sa licence de droit à Aix-en-Provence, en 1856.

Avocat à Nîmes, il se fait vite remarquer par son éloquence et sa générosité. Très vite aussi on le surnomme avec une pointe de mépris, l'*avocat des pauvres*.

Cette réputation de désintéressement va le suivre à Marseille où il s'établit en 1862.

Sa générosité naturelle, son caractère affable et doux, ses allures paisibles et ouvertes, attiraient toutes les sympathies. Et par le fait même qu'il était toujours disposé à défendre les miséreux, il entra tout naturellement en contact avec les milieux républicains de l'époque. Porté par sa sympathie presque instinctive vers les classes opprimées, il fut également en liaison quasi permanente et amicale avec l'Internationale.

Mais, malgré ses qualités de cœur, son désir de soulager la misère, il ne fut jamais, en dépit de quelques discours ou de quelques articles violents, un homme d'action véritable.

Il n'en reste pas moins que le 8 août 1870 il se trouve porté à la tête d'un pouvoir révolutionnaire issu du peuple.

Arrêté, emprisonné dans un sombre cachot du fort Saint-Jean et bientôt condamné à 6 mois de prison qu'il va purger à la prison Saint-Pierre, il est libéré avec ses camarades par une foule de plus 20 000 personnes dans la nuit du 4 au 5 septembre.

C'est lui qui, le 7 septembre, accueille Esquiros à la gare Saint-Charles et l'accompagne à la préfecture.

Dans le cadre de l'épuration (destitution des magistrats compromis sous l'Empire), Crémieux est ensuite nommé au poste de procureur de la république, où il ne restera en fonction que quelques semaines.

Puis, après la création de la Ligue du Midi (qui groupait 15 départements), il parcourt la province comme envoyé en mission, il signe peu après une proclamation qui indique notamment :

Nous sommes résolus à tous les sacrifices, et, si nous restons seuls, nous ferons appel à la révolution, à la révolution implacable et inexorable, à la révolution avec toutes ses haines, ses colères et ses fureurs patriotiques. Nous partirons de Marseille en armes, nous prêcherons sur nos pas la guerre sainte...

Bientôt la Ligue va entrer en opposition ouverte contre le gouvernement de la défense nationale et, au cours d'un meeting organisé à l'Alhambra, le 19 octobre, comme on lui demandait les moyens de réagir devant une telle situation, il s'écria : *La Ligue du Midi, et la Commune Révolutionnaire!*

C'est ainsi qu'il fait partie, dès le 1^{er} novembre, de la Commission départementale insurrectionnelle qui ratifie les pouvoirs de la Commune révolutionnaire et qu'il appelle les Marseillais à prendre les armes.

Mais, la Commune écrasée par la réaction, Crémieux refusant de s'enfuir est arrêté et le 8 avril, il est condamné à mort comme *factieux incorrigible*.

Six mois après sa condamnation, malgré la multitude de démarches entreprises de tous côtés pour obtenir sa grâce, Crémieux est fusillé sur ordre de "Monsieur" Thiers.

Le 30 novembre 1871, à 7 heures du matin, au Pharo, tombait l'un des hommes les plus intègres que le mouvement ouvrier ait connu.

Sa mort provoqua une profonde émotion dans toute la ville.

André BASTELICA

Né à Bastia le 28 Novembre 1845, il apparaît à 23 ans dans l'histoire de l'Internationale.

Anarchiste, il le fut jusqu'au bout des ongles, alors même que le mot n'était pas encore inventé. En effet, tour à tour employé de commerce et typographe, il possédait une culture étonnante pour son âge et sa condition.

Une immense curiosité, toujours en éveil, l'avait poussé à s'instruire dans tous les domaines. Journaliste de talent, il écrivait dans de très nombreux journaux : *L'Égalité* de Genève, *L'Internationale* de Bruxelles, *La Marseillaise* de Paris, *L'Égalité* et *Le Peuple* de Marseille, et dans des revues littéraires, avec un style précis et fougueux, plein de flamme et de vivacité, un style qui traduit la pensée et surtout la parole, car Bastelica était aussi un brillant orateur.

C'est son éloquence surtout qui explique le véritable ascendant que ce tout jeune homme exerçait sur les masses.

À l'idéal généreux qui l'animait, il joignait l'immense avantage de posséder un sens pratique de l'organisation, un souci méthodique et lucide de l'action révolutionnaire.

Son camarade de combat, Albert Richard, disait de lui : *Il avait besoin de vivre, d'agir, de produire... et de défendre, à la lumière, l'idée qu'il incarnait en lui.*

Voilà l'homme qui constitua, avec Eugène Varlin et Benoît Malon à Paris, Émile Aubray à Rouen et Albert Richard à Lyon, la *génération spontanée de la renaissance du socialisme français*.

Alors même que Tolain, découragé, pensait que l'Association Internationale des Travailleurs était morte en France, elle allait renaître avec des hommes nouveaux et des idées nouvelles, des hommes jeunes, des hommes issus des milieux ouvriers.

D'abord isolés dans la clandestinité, du fait de la répression ils vont peu à peu se trouver en contact, unis dans une même cause et par une amitié jamais démentie.

Bientôt, ils vont coordonner leurs efforts dans une parfaite égalité d'action, sans qu'aucun d'entre eux n'essaie de dominer les autres et cela aussi bien en France qu'à l'étranger, lors des congrès de l'Internationale, et cela à tel point qu'un éminent historien pourra écrire : *Leur activité commune, parallèle, évitant toute hiérarchie est un remarquable exemple d'autonomie, de libre initiative de décentralisation volontaire au sein d'une organisation perfectionnée qui rêvait précisément de fonder la société nouvelle sur des bases fédéralistes* (A. Olivesi, *La Commune de 1871 à Marseille*).

Nous ne nous attarderons pas sur l'influence que Bakounine exerça sur Bastelica. Elle n'eut aucun rapport de maître à élève mais de compagnon de lutte à son frère d'armes, d'ami à ami. En effet, dès son adhésion à l'Internationale, Bastelica avait écrit à Albert Richard: *Nous voulons le non-gouvernement parce que nous voulons la non-propriété, et vice versa. La morale humaine détruira les religions révélées, le socialisme supprimera le gouvernement et la question politique. Si le peuple comprend aujourd'hui surtout la question politique, c'est*

que dans sa conception théorique, il croit que le gouvernement représente la société (on croit entendre Bakounine).

Et c'est sous l'impulsion de cet homme, qui fait preuve d'une activité prodigieuse d'organisateur et de propagandiste, que Marseille, ralliée au communisme non-autoritaire de Bakounine allait devenir l'une de bases de la Révolution mondiale que l'Internationale souhaitait et pour laquelle elle œuvrait de toutes ses forces.

Fondée en juillet 1867, la section marseillaise de l'Internationale connut dès la fin de l'année suivante (arrivée de Bastelica) une rapide extension. Organisée strictement selon les principes proudhoniens, elle compte 27 corporations groupées dans la fédération marseillaise, une des mieux organisées de France. Les adhérents atteignent bientôt le nombre de 4 500. Infatigable, Bastelica laisse à ses camarades (Poletti, Combes, Pacini, Roger, Alérini) le soin de s'occuper des affaires locales et parcourt la campagne, en de perpétuels déplacements, pour créer de nouvelles sections dans les départements voisins : Aix (600 adhérents), La Ciotat, Saint-Tropez, Cogolin, Callabrières, Gonfaron, La Garde-Freinet, Toulon, La Seyne, Draguignan deviennent à leur tour des foyers actifs. Il ira jusque dans l'Hérault et les Basses-Alpes, pour convertir à la cause les population rurales.

Le 28 avril 1870, il écrit à James Guillaume : *La section marseillaise marche résolument dans la voie des grands progrès... Je suis de retour d'une excursion parmi les populations révolutionnaires du Var. Quel enthousiasme l'Internationale a soulevé sur le passage de son propagateur ! J'ai acquis cette fois la preuve invincible, irrécusable que les paysans pensent, et qu'ils sont avec nous... Tout ce mouvement brise mes forces mais augmente mon courage.*

Quatre jours auparavant, il écrivait dans *Le Mirabeau* (journal socialiste) à propos des grèves du Creusot : *Jugulée par une politique honteuse et réactionnaire, la grande voix du peuple, pour se faire entendre, emprunte un autre organe plus terrible: la grève.*

La grève c'est l'irruption endémique du mal social. Organiquement, la société actuelle aboutit à la grève : ce n'est ni la paix, ni la justice.

La théocratie et l'aristocratie reprennent courage et essayant l'offensive sur la Révolution trahie par la bourgeoisie, sa fille aînée... Que l'État, l'Église et les bourgeois se coalisent pour une œuvre d'imposture et d'ignominie, le peuple vengeur, les confondra dans une même ruine.

Le principe autour duquel le peuple doit se grouper c'est la solidarité... les fruits de cinq révolutions seraient perdus pour nous si nous ne nous redressions forts, et défiant les traînards de la civilisation d'oser porter la main sacrilège sur le sanctuaire de la justice sociale.

Mais le gouvernement s'inquiétait du développement de l'Association. Le Congrès retentissant tenu à Lyon en mars 1870, présidé par Varlin et auquel assistaient Bastelica et Bakounine, avait affirmé la volonté des fédérations françaises d'intensifier leur action révolutionnaire.

Aussi Émile Ollivier, décide de sévir : il télégraphie aux préfets de poursuivre l'Internationale et surtout ajoute-t-il : *Frappez à la tête !*

Varlin et Richard sont arrêtés. Bastelica se réfugie à Barcelone (il était en contact étroit avec les bakouninistes catalans de l'Internationale). Le mouvement est momentanément désorganisé, mais il est trop puissant pour périr et il aboutira aux événements grandioses que l'on connaît, que certains regrettent, avec raison sans doute, puisqu'ils furent le tombeau du mouvement ouvrier, la porte ouverte au socialisme autoritaire et autres dictatures du prolétariat.

Ainsi, un des rares révolutionnaires de valeur que Marseille possédait fut envoyé à Paris (on sait qu'en échange, la Commune de Paris délégua à Marseille trois représentants en mission qui ne l'égalèrent pas, c'est le moins qu'on puisse dire), et là, d'une honnêteté scrupuleuse, il manipula des millions sans en distraire un centime, en dirigeant avec beaucoup d'intelligence le service des contributions directes et indirectes de la Commune de Paris.

Bastelica, qui fut incontestablement l'un des hommes les plus brillants de son époque, Bastelica qui aurait pu utiliser ses talents à des fins ambitieuses et qui aurait certainement réussi, Bastelica qui préféra se vouer avec un rare désintéressement à la cause ouvrière et socialiste, mourut, exilé en Suisse, en 1884, à l'âge de 39 ans, brisé par l'écrasement de son grand rêve de révolution internationale.

Son seul défaut, en effet, fut d'être vulnérable au découragement: il ne put supporter la défaite du socialisme, refusa de s'abaisser aux compromissions politiques et mourut dans la pauvreté et la tristesse.

Tel fut l'homme de réelle valeur qui fit de Marseille une des capitales du socialisme.

E. Bianco

Le Monde Libertaire - 105 - Octobre 1964

HISTOIRE TUMULTUEUSE DE L'INTERNATIONALE

Maurice Joyeux

La constitution d'un organisme de liaison internationale avait été un acte de foi. Lorsque, de ce rassemblement confus il fallut extraire un ensemble de principes et une ligne de conduite commune à toutes les sections nationales, les difficultés commencèrent.

La capacité ouvrière de Proudhon qui vient de paraître et les *Principes fédératifs* du même auteur, inspirent les représentants de la section française qui voient l'émancipation ouvrière à travers la généralisation du *Mutualisme*. Les blanquistes mal débarbouillés des "grands principes de 89" pratiquent un nationalisme agressif et rêvent de porter le socialisme à la pointe des baïonnettes à travers toute l'Europe. Calfeutrés dans leur île, l'immense majorité des syndicats anglais essaient de construire une économie en marge de leur capitalisme mais aussi du mouvement socialiste européen, cependant que par personne interposée Marx, ce génie gothique, débute cette lente ascension qui aboutira à la centralisation de l'organisation internationale et sera le prélude au "centralisme démocratique" inventé par Lénine. Partout

ailleurs en Italie, en Belgique, en Hollande, en Allemagne même, le Mouvement socialiste oscille entre la collaboration avec les libéraux dans des gouvernements bourgeois et le carbonarisme. Non dépourvu de visées personnelles, à quoi rêvent les politiciens issus de la bourgeoisie et qui se sont ralliés au socialisme, le romantisme révolutionnaire, n'a pas encore vu son exubérance corrigée par une étude sérieuse de l'économie. Les études sérieuses de l'économie parues jusqu'alors et qui sont l'œuvre soit de Proudhon soit de Marx sont négligées car elles limitent l'aventure révolutionnaire. La Grèce, la Pologne, l'Italie, autant de problèmes nationaux qui masquent le vrai problème, le problème de classe que l'Internationale doit résoudre et Bakounine lui-même n'échappera pas pour un temps à ce lyrisme nationaliste mis à la mode par Byron et qui gangrène la démocratie radicale et socialiste du dix-neuvième siècle.

Des débuts difficiles

Six mois ne se sont pas écoulés depuis la création de l'Internationale que déjà un conflit s'élève entre la section parisienne et le Conseil de Londres sourdement travaillé par Marx. Le bureau International a désigné pour le représenter en France, Henri Lefort, un républicain socialiste qui n'appartient pas au mouvement ouvrier. Tolain et Fribourg refusent au Conseil général le droit de s'immiscer dans l'organisation et l'administration intérieure de la section française : ils ont donné leurs adhésions au pacte de Londres parce que fédératif ; ils ne veulent relever que de leurs mandants. Le Conseil général n'est que le cœur de l'association ; le Congrès seul en sera la tête. Ils obtiendront satisfaction. Mais déjà se trouve posé un problème essentiel du Mouvement ouvrier qui, aujourd'hui encore, agite profondément les partis communistes en rébellion contre Moscou. À la conférence qui se tint à Londres, en 1865, et qui consacra la prédominance de la section française dans l'Internationale, un autre événement important se produisit. Pour la première fois, au côté de Tolain, siège un ouvrier relieur. Il s'appelle Eugène Varlin.

Mais c'est le Congrès de Genève, en 1866, qui va être déterminant pour l'Internationale. Marx écrit, à ce sujet, à Engels: *Je suis décidé à faire, ici, ce que je pourrai pour le succès du Congrès de Genève, mais à ne pas y aller, je me soustrais de cette façon à toute responsabilité personnelle.* Lorsque, à l'ouverture du Congrès, on annonce que Marx a refusé d'être délégué, Tolain monte à la tribune pour déclarer *Comme ouvrier, je remercie le citoyen Karl Marx de n'avoir pas accepté la délégation qu'on lui offrait. En faisant cela, le citoyen Marx a montré que les congrès ouvriers ne doivent être composés que d'ouvriers manuels.* Et il termine son intervention en déclarant: *Je crois qu'il est utile de montrer au monde que nous sommes assez avancés pour agir par nous-mêmes.* Et, là se pose nettement la séparation du mouvement syndical et du mouvement socialiste qui, encore de nos jours, opposent le Mouvement ouvrier révolutionnaire aux marxistes et aux communistes, en particulier. Ce Congrès devait voir la rentrée tumultueuse des blanquistes à l'Internationale où ils attaquèrent violemment Tolain. Enfin les résolutions du Congrès tracent les grandes lignes de ce que sera, trente ans plus tard, le programme d'action des Bourses du Travail. Le Congrès décide que le Conseil général établira des statistiques des conditions de travail dans tous les pays. Il constate que *le premier pas en vue, de l'émancipation ouvrière est la journée de huit heures.* Toutefois, le Congrès se termine sur un échec de la délégation française, opposée aux *travailleurs de la pensée*, et un amendement de Tolain qui exige, pour voter au Congrès, la qualité d'ouvrier manuel est rejeté par 25 voix contre 20. Le Congrès se sépare en condamnant les armées permanentes. L'importance du Congrès n'échappera à personne et on voit déjà se dessiner ce que seront les grandes lignes du syndicalisme révolutionnaire. Parmi la délégation

française et en plus des *mutualistes*, on note Eugène Varlin, Benoît Malon, Aubry, Albert Richard et un jeune délégué de la Suisse, James Guillaume.

Au Congrès de Lausanne, en 1887, la prééminence de la section française est encore nette, mais les tendances qui vont s'affronter laissent deviner ce que va être l'orientation de l'Internationale dans les années à venir. Les *Mutualistes* affrontent les collectivistes qui préconisent *l'entrée du sol à la propriété collective et l'abolition de l'héritage*; ces derniers sont soutenus par les Anglais, les Belges et les Allemands. César de Paepe sera leur porte-parole. Les Français et les Italiens demeurent partisans de la propriété individuelle. La décision est reconduite au prochain Congrès et l'Assemblée décide d'appuyer le Congrès de la Paix et désigne James Guillaume pour la représenter (Congrès de transition). Ce qui n'empêche pas Marx d'écrire à Engels : *À la prochaine révolution, nous aurons tous deux l'Internationale entre les mains*. Une fois de plus, le "prophète" se trompe, la prochaine révolution qui sera la Commune, échappera complètement à son contrôle et son dépit de ne pouvoir dominer l'Internationale le poussera à la détruire.

La poussée décisive

Le Congrès de Bruxelles (1868) devait marquer un tournant décisif dans l'orientation de l'Internationale. Une nouvelle commission remplace à Paris, Tolain et ses amis, condamnés par le Tribunal correctionnel. Elle comprend Eugène Varlin, dont l'influence va devenir prédominante, Benoît Malon, Théisz, Pindy, des futurs membres de la Commune et, également, Richard et Audry, des blanquistes qui ont évolué vers le mouvement ouvrier. Ils se réclament d'un communisme anti-étatique. Ils s'opposent à Tolain, en réclamant l'instruction gratuite et obligatoire et l'égalité des droits de la femme. Les mutualistes s'opposaient à l'examen des problèmes politiques. Varlin et ses amis, appuyés par de Paepe, feront triompher une théorie qui restera celle du syndicalisme et que la Charte d'Amiens reprendra pour eux, les syndicalistes ne peuvent pas se désintéresser des problèmes politiques qui les concernent, mais la solution de ces problèmes dépend, d'abord, des travailleurs qui les examinent et leur trouvent une solution en dehors des partis politiques. En se plaçant ainsi à égales distances des réformistes et des marxistes, ils fixent un point décisif de la doctrine anarcho-syndicaliste. Le Congrès se termine sur cette déclaration du président Dupont : *Nous ne voulons pas de gouvernement parce qu'il ne sert qu'à opprimer le peuple. Nous ne voulons plus d'armées permanentes parce qu'elles ne servent qu'à massacrer le peuple, nous ne voulons pas de religions parce qu'elles ne servent qu'à éteindre les lumières et à anéantir l'intelligence*.

Voilà un programme auquel nous avons été les seuls, nous autres anarchistes, à rester fidèles, ce qui nous autorise à nous réclamer valablement de la Première Internationale, celle qui, en pleine maturité, dressait le catalogue des luttes pour l'émancipation du monde du travail.

Le Congrès qui se tient à Bâle, en 1869, confirme et complète le Congrès de Bruxelles. Le socialisme collectiviste l'emporte sur le mutualisme. Pour écarter le réformisme du mouvement syndical, Bakounine, Marx et Blanqui se sont associés. Blanqui déclare *Les hommes de la légalité baissent la tête, mais les hommes de l'égalité ont relevé la tête*. Mais, en réalité, le Congrès est dominé par une majorité de communistes non autoritaires en face de deux minorités: les mutualistes et les marxistes. La majorité fait adopter le principe de l'abolition de la propriété foncière et du droit d'héritage. Les mutualistes Tolain et Murat sont battus. Les marxistes présentent alors un amendement rédigé par Marx, limitant seulement le droit de tester. Cet amendement est également repoussé et on peut dire alors que le communisme anti-autoritaire, le communisme libertaire dominant le Mouvement ouvrier

international. Et Engels écrit à Marx : *Le gros Bakounine, est derrière tout cela, c'est évident. Si ce maudit Russe pense se placer par des intrigues à la tête du mouvement ouvrier, il est grand temps de le mettre hors d'état de nuire.* Mais c'est dans la lettre de Varlin, qui paraît dans *Le Commerce*, que se dessinent nettement les trois tendances. Il écrit: *L'Internationale est et doit être un État dans l'État. Qu'elle laisse ceux-ci marcher à leur guise en attendant que notre État soit le plus fort. Alors, sur les ruines de ceux-là nous mettrons le nôtre.* Et Louis Pindy pose nettement le problème de la syndicalisation: *Le groupement des sociétés de résistance (les syndicats) formera la commune de l'avenir et le Gouvernement sera remplacé par le conseil des corps de métier.* C'est ce que devait dire Pierre Besnard, dans son magnifique discours du Congrès de Lille, en 1921. C'est ce que disent tous ceux qui se réclament valablement de l'anarcho-syndicalisme. Enfin la résolution finale du congrès de Bâle se termine par cette phrase de Louis Pindy: *Le régime du salariat doit être remplacé par la Fédération des producteurs libres.*

L'Internationale est alors à son apogée et c'est Benoît Malon qui constate que *partout l'idée de l'Internationale prend comme une traînée de poudre.* Mais la guerre va, suivant la belle expression de Dolléans, *rompre l'élan.*

Le déclin

La guerre franco-allemande de 1870 va écarteler les tendances qui se supportaient difficilement dans l'Internationale. Les blanquistes enfourchent le dada nationaliste et Marx peut constater amèrement dans une lettre à Engels: *Je t'envoie Le Réveil; tu y verras l'article du vieux Delescluze, c'est du plus pur chauvinisme, et Jules Vallès nous a laissé, dans L'Insurgé, quelques pages hautes en couleur sur l'attitude des travailleurs influencés par le jacobinisme, le jour de la déclaration de guerre.* Mais Marx, dans la même lettre, ajoute ces commentaires qui peignent bien le personnage : *La France a besoin d'être rossée. Si les Prussiens sont victorieux, la centralisation du pouvoir de l'État sera utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande. La prépondérance allemande, en outre, transportera le centre de gravité du mouvement ouvrier européen de France, en Allemagne et il conclut: La prépondérance sur le théâtre du monde du prolétariat allemand sur le prolétariat français sera, en même temps, la prépondérance de notre théorie sur celle de Proudhon.* Voilà des propos qui annoncent le Staline des grandes exterminations. Et Engels répond par ces phrases qui devraient être gravées dans la mémoire de tous les militants ouvriers: *Ma confiance dans la force militaire croît chaque jour. C'est nous qui avons gagné la première bataille sérieuse. Il serait absurde de faire de l'antibismarckisme notre principe directeur. Bismarck, en ce moment comme en 1866 (écrasement militaire de l'Autriche), travaille pour nous à sa façon. Pendant que ces politiciens odieux se congratulaient de cette façon écœurante, les deux ailes proudhoniennes, l'aile mutualiste et l'aile communiste anti-autoritaire, se réconciliaient en publiant, contre la guerre, un manifeste qui reste l'honneur du mouvement ouvrier révolutionnaire.*

De son côté, le conseil général de l'Internationale, à Londres, publiait un manifeste équivoque où on sentait l'influence de Marx, qui se terminait par cette phrase valable, qui ne peut en faire oublier d'autres plus que contestables : *La classe ouvrière anglaise tend une main fraternelle aux travailleurs français et allemands. Elle est intimement convaincue que, quels que puissent être les résultats de cette horrible guerre, l'alliance des classes ouvrières de tous les pays finira par tuer la guerre.* Et cette vieille canaille de Marx, en réponse au manifeste pour la paix des travailleurs français, a l'audace d'écrire à Engels, en parlant des Internationaux parisiens qui avaient signé le manifeste pour la paix : *Ces individus, qui ont supporté*

*Badinguet pendant vingt ans et qui, il y a six mois, n'ont pu empêcher qu'il reçût six millions de voix contre un million et demi (ce qui, entre nous représentait à peu près la classe ouvrière salariée à cette époque), ces gens prétendent, à présent, parce que les victoires allemandes leur ont fait cadeau d'une République B et laquelle B que les Allemands doivent quitter immédiatement le sol sacré de la France, sans quoi la guerre à outrance. Là, Marx jette par-dessus bord ses amis blanquistes. Mais l'étude de ce texte nous prouve que le personnage n'était pas seulement une canaille, mais un imbécile. La Commune de Paris et sa défaite allaient accentuer la décadence de l'Internationale ravagée par les factions, l'action de l'Internationale pendant la Commune fut sans grande efficacité, Marx et ses amis ne jouèrent aucun rôle dans la grande insurrection parisienne et par la suite, Marx essaya d'accommoder l'insurrection à sa sauce. Le bureau des Trade-Unions de Londres refusa de s'engager et le seul appui que reçurent les communards fut celui des proscrits se réclamant du romantisme socialiste. Il est vrai que la Commune fut l'œuvre du Jacobinisme dont ils se réclamaient et des Internationaux français. Engels peut écrire et, pour une fois, nous sommes d'accord avec lui: *Les responsables de tous les décrets, mauvais ou bons, furent les proudhoniens, comme la responsabilité des actes politiques revient aux blanquistes*, encore qu'il faille constater que les Internationaux de la Commune n'étaient pas des mutualistes qui, avec Tolain, s'étaient ralliés à Thiers, mais les communistes anti-autoritaires.*

L'effondrement

Après la Commune, la lutte entre Bakounine et Marx va prendre un tour dramatique. Le conflit s'est simplifié. Deux tendances se partagent l'Internationale. D'une part, les communistes anti-autoritaires avec Bakounine; d'autre part, les communistes autoritaires avec Marx. Une mince fraction, conduite par de Paepe, s'efforce, en vain, à la conciliation. Débarrassé des Internationaux parisiens, Marx, à la conférence de Londres de 1871, fait voter une motion qui sonne le glas de l'Internationale: *La constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale*. Le mouvement syndical est mort et Marx s'apprête à prendre sa succession mais, une fois de plus, le mouvement syndical renaîtra et se dressera contre les politiciens.

La scission sera consommée, à la Haye, en 1872. Bakounine et James Guillaume sont exclus. Et, sur la proposition de Marx et d'Engels, le conseil général est transféré à New York.

Pendant dix ans, l'Internationale a dominé l'Histoire européenne. Certes, toutes les écoles socialistes ou syndicalistes peuvent se réclamer de tels ou tels aspects de l'Internationale ; mais relisez les résolutions du Congrès de Bâle, qui marque le sommet de l'organisation, et vous conviendrez que, seuls, les anarchistes défendent, aujourd'hui, les principes et les formes de lutte qui furent celles des Internationaux et qui, aujourd'hui, sont abandonnées par tous les communistes y compris les trotskistes, par tous les socialistes y compris la gauche, par tous les syndicalistes y compris ceux qui se réclament du syndicalisme révolutionnaire. C'est ce qui nous autorise à prétendre que seuls les anarcho-syndicalistes et les communistes libertaires sont en droit de se proclamer les héritiers des hommes qui ont inscrit sur les pages de l'Histoire l'acte de naissance du Mouvement ouvrier international communiste anti-autoritaire.

Maurice Joyeux

Le Monde Libertaire - 434 - 4 mars 1982

LE CONGRÈS DE SAINT-IMIER

Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce seront les autres qui l'écriront à notre place, mais dénoncer les erreurs ou les interprétations abusives que des plumitifs peuvent porter sur notre mouvement est une tâche, certes, indispensable, mais ce n'est pas tout. La confiance de notre histoire doit être non pas de l'érudition fin en elle-même, mais une arme de plus dont nous nous dotons pour mettre à bas la société actuelle.

Militants de la fédération anarchiste, nous nous inscrivons dans une tradition de luttes qui visent l'affranchissement de l'individu et de l'humanité entière pour la suppression de tout privilège économique et politique. Tradition qui plonge ses racines dans le siècle des Lumières, qui prend son essor dans la deuxième moitié du XIX^e siècle et qui accompagne le mouvement ouvrier tout au long de son histoire.

Voilà notre héritage que nous devons sans cesse vivifier. Mais enfermés dans notre action quotidienne, nous saisissons mal les mille liens qui nous rattachent au passé, la richesse même de notre mouvement. Le premier des objectifs utiles que devra se fixer l'histoire anarchiste sera de montrer la continuité, l'unité de notre démarche.

Le congrès de Saint-Imier, dont nous vous présentons cette semaine les résolutions, a fait état, jusqu'à ce jour, d'une abondante littérature à laquelle nous renvoyons le lecteur. Disons seulement que, décidé au lendemain du congrès de La Haye (2-7 septembre 1872), au cours duquel une majorité marxiste fictive de l'AIT avait expulsé Bakounine et Guillaume, le congrès de Saint-Imier (15-16 septembre 1872) regroupa les fédérations de l'Internationale qui refusaient de reconnaître la politique autoritaire menée par Marx et le Conseil général de Londres. Ce congrès n'était pas spécifiquement anarchiste et visait surtout à maintenir l'unité du mouvement ouvrier et de l'Internationale, compromise par les agissements de Marx. Les résolutions adoptées n'en résumant pas moins les points essentiels des principes au nom desquels Bakounine et ses amis s'étaient battus contre les "autoritaires".

Véritable charte de l'anarchisme ouvrier ces considérants voient dans l'organisation et la résistance de la classe ouvrière, produit de l'antagonisme entre travail et capital, le terrain d'action privilégié pour préparer l'émancipation du prolétariat.

M.G.

Première résolution

Attitude des Fédérations réunies en Congrès à Saint-Imier, en présence des résolutions du congrès de La Haye et du Conseil général:

Considérant que l'autonomie et l'indépendance des fédérations et sections ouvrières sont la première condition à l'émancipation des travailleurs ; que tout pouvoir législatif et réglementaire accordé aux Congrès serait une négation flagrante de cette autonomie et de

cette liberté, le congrès dénie en principe le droit législatif à tous les congrès, soit généraux soit régionaux, ne leur reconnaissant d'autre mission que celle de mettre en présence les aspirations, besoins et idées du prolétariat des différentes localités ou pays, afin que leur harmonisation et leur unification s'y opèrent autant que possible. Mais dans aucun cas la majorité d'un congrès quelconque ne pourra imposer ses résolutions à la minorité.

Considérant d'autre part que l'institution du Conseil général dans l'Internationale est, par sa nature même est fatalement poussée à devenir une violation permanente de cette liberté qui doit être la base fondamentale de notre grande Association ; considérant que les actes du Conseil général de Londres, qui vient d'être dissout, pendant ces trois dernières années, sont la preuve vivante du vice inhérent à cette institution; que, pour augmenter sa puissance d'abord très minime, il a eu recours aux intrigues, aux mensonges, aux calomnies les plus infâmes pour tenter de salir tous ceux qui ont osé le combattre; que pour arriver à l'accomplissement final de ses vues, il a préparé de longue main le congrès de La Haye, dont la majorité, artificiellement organisée, n'a évidemment eu d'autre but que de faire triompher, dans l'Internationale, la domination d'un parti autoritaire, et que, pour atteindre ce but, elle n'a pas craint de fouler aux pieds toute décence et toute justice; qu'un tel congrès ne peut pas être l'expression du prolétariat des pays qui s'y sont fait représenter: le congrès des délégués des fédérations espagnole, italienne, jurassienne, américaine et française, réuni à Saint-Imier, déclare repousser absolument toutes les résolutions du congrès de La Haye, et pour sauver et fortifier davantage l'unité de l'Internationale, les délégués ont jeté les bases d'un projet de pacte de solidarité entre ces fédérations.

Deuxième résolution

Pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle entre les fédérations libres :

Considérant que la grande unité de l'Internationale est fondée non sur l'organisation artificielle, mais sur l'identité réelle des intérêts et des aspirations du prolétariat de tous les pays, les délégués réunis à ce congrès ont conclu, au nom de ces fédérations et sections, et sauf leur acceptation et confirmation définitives, un pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle. Ils proclament hautement que la conclusion de ce pacte a pour but principal le salut de cette grande unité de l'Internationale que l'ambition du parti autoritaire a mise en danger.

Troisième résolution

Nature de l'action politique du prolétariat :

Considérant que vouloir imposer au prolétariat une ligne de conduite ou un programme politique uniforme, comme la voie unique qui puisse le conduire à son émancipation sociale, est une prétention aussi absurde que réactionnaire ; que nul n'a le droit de priver les fédérations et sections autonomes du droit incontestable de déterminer elles-mêmes et suivre la ligne de conduite politique qu'elles croiront la meilleure, et que toute tentative semblable nous conduirait fatalement au plus révoltant dogmatisme ; que les aspirations du prolétariat ne peuvent avoir d'autre objet que l'établissement d'une organisation et d'une fédération économiques absolument libres, fondées sur le travail et l'égalité de tous et absolument indépendantes de tout gouvernement politique, et que cette organisation et cette fédération ne peuvent être que le résultat de l'action spontanée du prolétariat lui-même, des corps de métier et des communes autonomes; considérant que toute organisation de la domination au profit d'une classe et au détriment des masses, et que le prolétariat, s'il voulait s'emparer du pouvoir,

deviendrait lui-même une classe dominante et exploiteuse: le congrès réuni à Saint-Imier déclare :

- 1) que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat;
- 2) que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui ;
- 3) que, repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire.

Quatrième résolution

Organisation de la résistance du travail. Statistiques :

La liberté et le travail sont la base de la morale, de la force, de la vie et de la richesse de l'avenir. Mais le travail, s'il n'est pas librement organisé, devient oppressif et improductif pour le travailleur; et c'est pour cela que l'organisation du travail est la condition indispensable de la véritable et complète émancipation de l'ouvrier. Cependant, le travail ne peut s'exercer librement sans la possession des matières premières et de tout le capital social, et ne peut s'organiser si l'ouvrier, s'émancipant de la tyrannie politique et économique, ne conquiert le droit de se développer complètement dans toutes ses facultés. Tout État, c'est-à-dire tout gouvernement et toute administration des masses populaires, de haut en bas, étant nécessairement fondé sur la bureaucratie, sur les armées, sur l'espionnage, sur le clergé, ne pourra jamais établir la société organisée sur le travail et sur la justice, puisque par la nature même de son organisme, il est poussé fatalement à opprimer celui-là et à nier celle-ci.

Suivant nous, l'ouvrier ne pourra jamais s'émanciper de l'oppression séculaire, si à ce corps absorbant et démoralisateur, il ne substitue la libre fédération de tous les groupes producteurs fondée sur la solidarité et sur l'égalité. En effet, en plusieurs endroits déjà on a tenté d'organiser le travail pour améliorer la condition du prolétariat, mais la moindre amélioration a bientôt été absorbée par la classe privilégiée qui tente continuellement sans frein et sans limite, d'exploiter la classe ouvrière. Cependant, l'avantage de cette organisation est tel que, même dans l'état actuel des choses, on ne saurait y renoncer. Elle fait fraterniser toujours davantage le prolétariat dans la communauté des intérêts, elle l'exerce à la vie collective, elle le prépare pour la lutte suprême. Bien plus, l'organisation libre et spontanée du travail étant celle qui doit se substituer à l'organisme privilégié et autoritaire de l'État politique, sera, une fois établie, la garantie permanente du maintien de l'organisme économique contre l'organisme politique.

Par conséquent, laissant à la pratique de la révolution sociale les détails de l'organisation positive, nous entendons organiser et solidariser la résistance sur une large échelle. La grève est pour nous un moyen précieux de lutte, mais nous ne nous faisons aucune illusion sur ses résultats économiques. Nous l'acceptons comme un produit de l'antagonisme entre le travail et le capital, ayant nécessairement pour conséquence de rendre les ouvriers de plus en plus conscients de l'abîme qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, de fortifier l'organisation des travailleurs et de préparer, par le fait des simples luttes économiques, le prolétariat à la grande lutte révolutionnaire et définitive qui, détruisant tout privilège et toute distinction de

classe, donnera à l'ouvrier le droit de jouir du produit intégral de son travail, et par là les moyens de développer dans la collectivité toute sa force intellectuelle, matérielle et morale.

La Commission propose au congrès de nommer une commission qui devra présenter, au prochain congrès, un projet d'organisation universelle de la résistance et des tableaux complets de la statistique du travail dans lesquels cette lutte puisera de la lumière. Elle recommande l'organisation espagnole comme la meilleure jusqu'à ce jour.

Le Libertaire - Mai 1936

LE PREMIER MAI

Rudolph Rocker

Le premier rayon de soleil du jour de mai naissant paraît sur les tombes silencieuses de Waldheim et découvre lentement le modeste monument des cinq anarchistes qui succombèrent en novembre 1887 entre les mains du bourreau. C'est de la tombe commune de ces cinq militants que surgit l'idée universelle du Premier Mai.

Le terrible assassinat de Chicago fut l'épilogue sinistre de ce grand mouvement qui se produisit le premier mai 1886 dans tous les centres industriels des États-Unis afin d'obtenir pour le prolétariat américain, avec l'arme de la grève générale, la journée de huit heures. Ces cinq anarchistes, dont les restes reposent sous la verte pelouse de Waldheim, furent les porte-voix les plus vaillants et les plus audacieux dans la grande lutte entre le capital et le travail et durent payer de leur vie leur fidélité à leurs frères de combat.

Inspiré de l'esprit des cinq pendus, le Congrès international de Paris, en 1889, conçut la résolution de proclamer le premier mai jour férié du prolétariat universel et jamais une résolution n'a trouvé un écho aussi puissant et enthousiaste au sein du grand peuple des déshérités. On vit dans la réalisation pratique de cette résolution un symbole de l'émancipation prochaine.

Ni la rage aveugle des exploités, ni les misérables tentatives des politiciens socialistes ne furent capables de changer le sens profond de cette manifestation caractéristique ou de la faire dégénérer. Comme une lueur ardente, l'idée vécut dans le cœur immense du peuple travailleur de tous les pays et ne put en être extirpée, même durant les temps de dure réaction. Car c'était une idée surgie des profondeurs et qui devait maintenir solidement dans l'esprit des masses un espoir luttant pour une expression vivante et faisant appel à la vigoureuse conscience des opprimés. Comme une pensée nouvelle, l'idée resurgit du plus profond : ce n'est pas d'en haut que fleurira notre salut, c'est d'en bas que doit venir la force qui brisera nos chaînes et donnera des ailes à notre aspiration.

Le premier Mai est pour nous un symbole, un symbole de la libération sociale par la voie de l'action directe qui trouve sa forme la plus achevée dans la grève générale. Tous ceux qui souffrent la servitude et que la préoccupation quotidienne de l'existence marque de son empreinte, l'énorme armée de tous ceux qui extirpent les trésors de la terre, travaillent sur les

hauts-fourneaux ou dirigent la charrue par les champs, tous ces millions d'êtres qui doivent satisfaire le capital, dans d'innombrables usines et ateliers, par un tribut de sang, les travailleurs manuels et intellectuels de tous les continents, tous seront partie de cette immense et invincible association du sein de laquelle jaillira un futur nouveau dès que la connaissance de sa désolante existence s'ancrera fortement dans la conscience de chacun de ses membres. Sur ses épaules, un monde entier repose, elle tient le destin de toute la société entre ses mains et sans sa force créatrice, toute vie humaine est condamnée à mort.

La vente de son travail et de son esprit est la cause occulte de sa servitude et de sa dépendance : le refus d'effectuer ce travail pour les monopolistes doit par conséquent se transformer en l'instrument de son émancipation. Le jour où cette évidence illuminera l'esprit des opprimés, ce jour sonnera le grand crépuscule des dieux de la société capitaliste.

Le Premier Mai doit être pour nous un enseignement qui apporte à la conscience des travailleurs et des opprimés l'énorme énergie qui est entre leurs mains. Cette force prend racine dans l'économie, dans notre activité comme producteurs. La société naît chaque jour de cette force et reçoit à tout moment les possibilités de son existence même. En cela, le membre d'un parti ne compte pas, mais bien le mineur, le cheminot, le forgeron, le paysan, l'homme qui produit les valeurs sociales et dont l'énergie créatrice maintient le monde sur ses rails. Le levier de notre force est là ; dans ce foyer doit être forgée l'arme qui blessera à mort le veau d'or. Nous ne parlons pas ici de la conquête du pouvoir, mais de la conquête de l'usine, du champ, de la mine. Car n'importe quel pouvoir politique n'a jamais été autre chose que la violence organisée qui impose aux grandes masses du peuple la dépendance économique envers des minorités privilégiées. L'oppression politique et l'exploitation économique vont de pair, elles se complètent et l'une ne peut exister sans l'appui de l'autre. Il est absurde de croire que de futures institutions gouvernementales constitueront un jour une exception. L'important n'est pas l'étiquette extérieure, mais l'essence d'une institution ; et la pire forme des tyrannies fut toujours celle qui s'est exercée au nom du peuple ou d'une classe. Par conséquent, toute véritable lutte contre le monopole de la possession est en même temps une lutte contre le pouvoir qui le protège, et de même que l'objectif du prolétariat militant sur le terrain économique est l'abolition et la suppression du monopole privé sous toutes ses formes, son objectif politique doit être aussi la suppression de toute institution du pouvoir. Celui qui utilise l'une de ces formes pour anéantir l'autre n'a pas compris la véritable signification du socialisme, et c'est toujours l'application du même principe d'autorité qui a été jusqu'ici la pierre angulaire de toutes les tyrannies.

Le Premier Mai doit être un symbole de la solidarité internationale, d'une solidarité non limitée aux cadres de l'État national qui correspond toujours aux intérêts des minorités privilégiées du pays. Entre les millions de salariés qui supportent le joug de l'esclavage, il existe une unité d'intérêts, quelle que soit la langue qu'ils parlent et la bannière sous laquelle ils sont nés. Mais entre les exploités et les exploités d'un même pays, il existe une guerre ininterrompue qui ne peut être solutionnée par aucun principe d'autorité et qui prend ses racines dans les intérêts contradictoires des diverses classes. Tout nationalisme est un déguisement idéologique des véritables faits : il peut dans un moment donné entraîner les grandes masses vers ses représentants menteurs, mais il n'a jamais été capable d'abolir la brutale réalité des choses. Les mêmes classes qui, à l'époque de la Guerre mondiale, tentèrent d'élever le patriotisme du peuple jusqu'à l'exaltation, envoient aujourd'hui les produits du travail du prolétariat allemand à celui qui fut en d'autres temps "l'ennemi étranger", tandis que les grandes masses manquent du plus nécessaire dans leur propre pays. Les intérêts nationaux des classes dominantes sont mis en balance. Quand ils sont identiques aux intérêts de leur

porte-monnaie et qu'ils produisent le pourcentage nécessaire. Et si des millions de pauvres diables ont laissé leur vie ou leurs membres dans cette folie des grandes tueries des peuples, ce ne fut jamais parce qu'ils voulaient payer telle ou telle dette de l'honneur national, mais parce que leurs cerveaux ont été maintenus dans les ténèbres des préjugés artificiellement créés.

Et cette sanglante tragédie se répétera, à moins que les ouvriers ne prennent conscience des véritables ressorts de la guerre et des pantalonades nationalistes. La lutte infatigable contre le militarisme, non les vulgarités pacifistes, nous est donc nécessaire. Tant que les travailleurs seront disposés à produire les instruments de mort violente et du massacre des masses, la "soif de sang" des peuples ne disparaîtra pas ; pour les esclaves qui forgent eux-mêmes leurs chaînes, la libération n'arrivera jamais.

Ainsi le Premier Mai est pour nous une puissante manifestation contre tout militarisme et contre l'immense supercherie nationaliste derrière lesquels se cachent les intérêts brutaux des classes possédantes.

Il faut créer un futur nouveau sur les bases du socialisme libertaire, sous le souffle ardent duquel les conceptions moribondes des temps passés et les institutions rongées du présent disparaîtront dans l'abîme de ce qui a été, pour ouvrir l'ère de la véritable liberté, de la véritable égalité et de l'amour humain.

Nous célébrons le Premier Mai dans ce sens, comme le symbole d'un avenir prochain qui germera au sein du peuple révolutionnaire pour racheter le monde de la malédiction des dominations de classes et de l'esclavage du salarié.

Rudolph Rocker

Le Monde Libertaire - 222 - Mai 1976

LES CINQ MARTYRS DE CHICAGO

Traduit de *Solidaridad Obrera* par Carmen

À l'occasion de ce nouveau premier mai, nous avons pensé qu'il serait bon de faire connaître ou de rappeler à nos lecteurs quels hommes furent tragiquement à l'origine du choix de cette date comme journée internationale de revendications.

La date du premier mai 1886 avait en effet été choisie quelque temps plus tôt par les deux grandes organisations ouvrières américaines, l'IWPA, et l'AFL, pour un gigantesque mouvement de grèves sur le plan national si d'ici-là ces deux organisations n'avaient pu obtenir la journée de huit heures pour laquelle elles se battaient depuis longtemps déjà.

C'est à Chicago où le gros patronat local s'était acquis une forte réputation de dureté que le drame allait éclater. S'il ne se passa rien ce premier mai 1886 à Chicago, six ouvriers grévistes étaient dès le lendemain abattus par la police. Ce fut au meeting de protestation qui

eut lieu le soir même qu'un agent provocateur jeta une bombe parmi l'assistance. Cet événement servit de prétexte à l'une des plus féroces répressions dont le mouvement ouvrier fut la victime.

Pour bien faire les choses, la justice s'abattit sur les militants les plus en vue. Parsons, Spies, Fielden, Schwab, Engel, Fischer, Lingg et Neebe furent inculpés de conspiration et de meurtre.

Cinq de ces militants, tous anarchistes, furent condamnés à mort.

Lingg n'ira pas jusqu'à la potence, il se suicidera dans sa cellule. Les quatre autres seront pendus le 11 novembre 1887.

Voici quels furent ces "martyrs de Chicago" qui se battirent et moururent pour autre chose que de beaux bulletins de paye ou des brins de muguet.

Auguste SPIES

Spies naquit le 10 décembre 1865 à Friedewalde (Hesse-Kassel), en Allemagne. Son père était employé forestier à Kurbesse... Élevé par les maîtres de la maison, il fut envoyé plus tard à Kassel où il entra à Polytechnique afin de préparer sa profession forestière... À 16 ans il était déjà géomètre et à 17 libre penseur... Passionné par les études, mais aussi par la lecture, il dévorait les classiques allemands, Feuerbach, Kant, Molleschott, etc.

Il étudiait depuis un an à Kassel quand son père mourut et il dut interrompre ses études... C'est alors que Spies décida d'émigrer en Amérique où vivaient des parents de sa mère très aisés. En 1872 il débarqua à New York. Sur le conseil d'un oncle, qui habitait cette ville, il se mit à apprendre le métier de tapissier. À cette époque-là il était encore fervent admirateur de Bismarck et de l'empereur allemand. Du socialisme, il ne savait strictement rien. À peine avait-il lu çà et là quelques lignes sur la Commune de Paris et il croyait que les socialistes et les communistes ne voulaient que détruire toute propriété. Spies considérait cela comme une monstrueuse absurdité.

Après avoir appris son métier, il décida d'aller explorer l'Ouest, mais comme il ne trouva sur place aucun emploi dans sa branche, il se lança dans le commerce et géra une librairie. En 1877, il adhéra au mouvement ouvrier, après avoir lu une partie de la littérature socialiste. Membre de la section de Chicago du Parti ouvrier socialiste, il fut extrêmement actif durant la période électorale de 1878, quand le Dr Smith fut présenté comme candidat à l'intendance par les socialistes. Lui-même fut désigné de 1879 à 1881 pour la législation et autres fonctions politiques. En 1880, il avait accepté le poste d'administrateur de *Arbeiterzeitung* (quotidien du travailleur), qui était au bord de la faillite. Par son travail et ses capacités il ramena le journal à la prospérité. La rédaction s'intéressait encore à l'agitation politique, mais lorsque s'effectua la scission entre la section socialiste et la tendance social-révolutionnaire, orientée par Most (1), la rédaction suivit Spies.

Au Congrès des socialistes en 1882, à Pittsburg, Spies défendit la propagande social-révolutionnaire, déclarant que les travailleurs n'obtiendraient jamais leurs droits par la voie des urnes et des suffrages. Dès cette époque-là il se considéra anarchiste et se mit à étudier Proudhon et Bakounine.

En aucun cas je ne suis partisan des courtes révoltes qui sont dues aux conditions actuelles, dit-il en 1886, à l'époque de son procès, lors d'une entrevue en prison... Dans son autobiographie, publiée par Nina Van Zandt, on peut lire : Ma philosophie a toujours été que le but de la vie soit seulement l'épanouissement de l'individu et l'application rationnelle de ce principe est la véritable moralité. Le socialisme peut être défini comme une science, comme une forme déterminée d'organisation sociale, tandis que l'anarchisme (la négation de l'autorité imposée) est le fil qui anime toutes les époques de l'évolution sociale et humaine ; c'est la lutte pour la souveraineté de l'individu. Bien que dans le concept général je sois anarchiste, je suis aussi pratiquement et spécifiquement socialiste (2).

Voici une autre pensée de Spies :

Non, je n'exige pas la terre entière, je veux que tous soient en possession de la terre. Y a-t-il là quelque chose de ridicule?

L'anarchisme enseigne que dans une forme sociale collectiviste, dans une égalité économique et une indépendance individuelle, l'État B le père politique B doit être débarrassé comme un tas d'ordures et la barbarie avec. L'anarchisme ne signifie pas avalanche de sang, d'incendies, de vols. Ces monstruosité, au contraire, sont les propres caractéristiques du capitalisme. Anarchie signifie paix pour tous. L'anarchisme et le socialisme signifient la réorganisation de la société sur des bases scientifiques et l'abolition des causes qui produisent les vices et les crimes.

Le capitalisme apporte d'abord les maladies et après fait semblant de les guérir avec la violence.

Albert R. PARSONS

Parsons raconta sa vie à un reporter alors qu'il était à la prison de Cook Country. Celui-ci la livra à la publicité comme suit:

Je suis né le 20 juin 1848, à Montgomery (Alabama), États-Unis. Mes ancêtres quittèrent l'Angleterre pour les Amériques en 1632 et s'installèrent dans les environs de Narranganset-Bay. C'étaient des puritains. Mon père était natif du Maine et ma mère du New Jersey. J'avais 5 ans lorsque mourut ma mère et je fus envoyé au Texas avec un frère marié.

De là, nous allâmes à Johnson Country, où nous restâmes 2 ans. Après quoi on alla voir du côté de Hill Country; puis on me refila à une sœur mariée avec qui je repartis au Texas, à Waco. En 1859 je fus embauché comme apprenti typographe dans l'imprimerie du "Galveston Daily News" (quotidien de Galveston), où je suis resté 7 ans.

Quand la guerre éclata en 1861 contre le Sud, je m'engageai dans une compagnie de volontaires appelée "Lone Star Rifles".

Mes premières expériences en tant que soldat se déroulèrent au cours d'un voyage que je fis à bord d'un bateau de passagers, le "Morgan", transformé en bateau de guerre pour arrêter le bateau fédéral "Star of the West". Après une semaine passée dans le golfe de Mexico, nous arrivâmes à Corpus Christi, où nous trouvâmes l'armée du général Smigg qui avait fait évacuer les forts des frontières du Texas. Nous revînmes à Galveston où ma compagnie fit de longues marches sur terre pour se retrouver avec l'armée du général Lee, en Virginie.

Comme j'étais trop jeune pour supporter la fatigue, on m'abandonna en chemin. Quelques mois après, j'arrivai du côté de Sabine où je m'engageai dans une compagnie d'artilleurs ; j'y restai un an à peu près, jusqu'à ce que nous fussions tous réformés par la loi de conscription. J'ai fini la guerre vers 1865 dans la brigade du général Parsons...

Après toutes ces pérégrinations je suis revenu à Waco où j'ai été pendant six mois à l'école, à la suite de quoi je suis devenu professeur ! Tout de suite après, j'ai fondé un journal intitulé "The Spectator" (le spectateur). Je l'ai rédigé et publié dans le seul but de voir la reconstruction du Sud par le Nord. C'est avec ces idées-là que j'ai adhéré au Parti républicain, qui, à cette époque, défendait la race noire contre l'esclavage. Me mêler de la défense des noirs ne m'a apporté que des ennuis de la part de mes parents et amis. Les négriers étaient si furieux contre moi, que j'ai été plusieurs fois menacé de mort ; j'ai même reçu un coup de matraque d'un banquier parce que j'avais déclaré en sa présence que jamais je ne cesserais de défendre les droits de mes frères de couleur.

Je fis une série de discours déclarés incendiaires par les esclavagistes. En 1871, je fus élu lecteur du Sénat de l'État du Texas. Le gouverneur en profita pour me nommer également colonel de la milice. En tant que tel, j'ai rendu bien des services pour le remplissage des urnes en protégeant les pauvres noirs dans leurs droits civils qui étaient poursuivis et assassinés par les membres du Klux.

En 1873, je vins à Chicago. J'adhérai aussitôt à l'Union des typographes et j'en suis encore membre. Mon premier emploi de typographe je l'ai eu à l'"Inter-Ocean" et trois ans après je travaillai pour le "Chicago Times".

En 1875 je m'affiliai au Parti ouvrier socialiste, et l'année suivante à l'Ordre des chevaliers du travail, dont je suis encore membre.

La même année, les socialistes me nommèrent candidat au Conseil et en 77, je fus viré du "Times" pour avoir participé à la grande grève des typographes au mois de juillet. L'avalanche d'élections continua ainsi ; en décembre 77, je fus élu délégué au Congrès du Parti ouvrier socialiste des États-Unis, célébré à Newark (New Jersey).

De retour à Chicago, je fus deux fois délégué au Congrès par les camarades de Country Clerk, deux fois conseiller. En 1879, la section de Chicago me nomma délégué au Congrès du Parti ouvrier socialiste à Alleghany City, et, en 1880, j'abandonnai le parti pour retrouver les socialistes révolutionnaires dont je fus encore le délégué à leur Congrès. Je fus aussi délégué au Congrès de Pittsburg où fut organisée l'AIT, dont je suis encore membre.

Comme orateur et propagandiste, j'ai traversé seize États de notre pays et pendant ces onze dernières années j'ai parlé à plus de mille meetings sur les divers thèmes du socialisme.

Je suis père de famille et j'ai deux enfants, un garçon de huit ans et une fille de six.

Depuis 1884, Parsons était rédacteur de *Alarm*, journal fondé à Chicago par les internationalistes, interdit après l'affaire de Haymarket (le marché de Hay) par la police.

En 1872, il s'était installé à Austin avec sa compagne qu'il avait connue toute petite alors qu'elle était esclave de ses parents. Durant toute sa vie, sa compagne fut une propagandiste de l'anarchisme.

Adolf FISCHER

Je suis typographe de métier et j'ai 25 ans. Je suis né à Bremen, Allemagne. À 15 ans, je vins aux Amériques. À Little Rock (Arkansas) où mon frère Wilhelm (Guillermo) publiait "Arkansas Staats Zeitung" (gazette de la cité d'Arkansas), j'appris donc le métier de typo. Après j'ai travaillé à "La Voix du Peuple de l'Est", à Saint-Louis et depuis 1889, je suis membre de l'Union des typographes.

J'ai appris de très bonne heure les principes du socialisme... En 1881, je me suis marié et j'ai déménagé à Nashville (Tennessee). Quelques mois après, on est reparti à Cincinnati et c'est là que j'ai adhéré au Parti ouvrier socialiste. J'ai travaillé un petit moment à "La Presse Libre" de Cincinnati, et à "L'Ami du Peuple", et très vite je me suis vu refuser partout à cause de mes activités.

Après bien des ennuis financiers, nous débarquâmes à Chicago, ma famille et moi. J'ai tout d'abord travaillé à "La Presse Libre de Chicago", puis à "Arbeiterzeitung", où je devins chef typo.

Au sujet de sa participation dans la prétendue conspiration qui devait avoir inspiré les faits de Haymarket, Fischer déclara devant le tribunal:

Dans l'affaire de la bombe de Haymarket, je suis aussi innocent que le ministre Grinnel. Je ne nie pas que j'ai été de ceux qui ont organisé le meeting, mais le meeting n'avait pas pour objectif l'application de la violence et la perpétration de crimes.

Le meeting avait été organisé pour protester contre la violence et les crimes exercés par la police quelques jours auparavant aux usines Mac Cormick... Je ne nie pas non plus que dans le tract invitant le public on pouvait lire : "Travailleurs, venez armés !" et nous avons raison de dire cela aux ouvriers car nous ne voulions pas qu'ils soient fusillés au cours du meeting comme cela s'est produit dans d'autres occasions.

Lorsque les tracts furent imprimés et que Spies en lut un, il me dit: "Fischer, si on diffuse ces tracts, je ne parle pas". On ne diffusa donc pas ces tracts et Spies parla. C'est tout ce que j'ai à voir avec la réunion.

Le verdict prononcé contre moi n'est pas destiné à punir un assassinat mais l'anarchisme. J'ai la conviction d'avoir été condamné à mort parce que je suis anarchiste et non pour être délinquant.

Je n'ai jamais commis un crime, mais je connais quelqu'un qui est en passe de devenir un criminel, celui qui m'a accusé et fourni des témoins, le financier Grinnel.

Cependant si les classes dirigeantes croient se débarrasser des anarchistes et de l'anarchisme, ils se trompent lourdement, car pour les anarchistes les principes sont plus importants que la vie. Un anarchiste est toujours prêt à mourir pour ses idées, mais dans cette affaire je suis faussement accusé. Je suis condamné pour être anarchiste et c'est tout ce que j'ai à dire.

Georg ENGEL

Engel communiqua sa biographie de la façon suivante :

Je suis né le 15 avril 1836 à Kassel (Allemagne). Mon père était un pauvre maçon. Il mourut alors que j'avais huit ans. À onze ans, ma mère me quitta aussi, morte du choléra. Mes frères furent expédiés à l'hospice et moi je fus confié à une famille pauvre pour 25 marks de pension. Ces gens-là me faisaient crever de faim et souvent je devais aller mendier un bout de pain auprès des voisins.

À quatorze ans, on me laissa libre. Je cherchai un cordonnier qui me prenne comme apprenti, mais on ne voulut pas de moi parce que j'étais tout en guenilles. Je fis la route jusqu'à Francfort à pied et là je fus embauché. En 1856, je me décidai à pratiquer la "Wanderschaft" (pérégrination professionnelle très fréquente en Allemagne, qui regroupait tous les ouvriers manuels errant à travers le pays), et c'est comme ça que j'ai vu du pays, Mainz, Cologne, Bremen, Hambourg, Schleswig, Vienne, Budapest et Rome. Revenu à Schleswig en 1864, je m'incorporai dans une compagnie pour combattre le Danemark. Après la dissolution des "corps francs", je retournai en Prusse et en Autriche pour pratiquer de nouveau la Wanderschaft.

Après de nombreux autres voyages, je décidai de me fixer à Mecklenburg et je me mariaï. Après une faillite, j'émigrai en Angleterre où je trouvai une occupation à Winsford. Je suis resté là un an, après quoi je suis parti aux Amériques.

À Philadelphie, j'ai attrapé une maladie de la vue et j'ai dû me faire hospitaliser. En 1874, je vins à Chicago et pris une affaire de tabac alors que j'étais presque aveugle. Les écrits de Conzett m'amenèrent au socialisme. Je devins membre actif de la Lehr-und-Wehrverein et pris part au mouvement politique du Parti ouvrier socialiste.

Lorsque nous fûmes trompés par les politiciens de Chicago durant les élections, je me suis tourné vers la social-démocratie radicale puis vers l'anarchisme.

Louis LINGG

Le confectionneur (mais non poseur) de bombes de dynamite, Louis Lingg, naquit le 9 septembre 1864 à Mannheim (Baden) en Allemagne.

De parents pauvres, il connut très vite les désagréments de la misère.

À treize ans, un événement le marqua profondément. Ça se passait en hiver. Son père qui travaillait pour un négociant en bois, était occupé dans la scierie de la localité. Une poutre roula sur la glace du Rhin. Le père essaya de la retirer mais la glace se rompit et il resta immergé. Il fut sauvé mais le froid lui causa une maladie dont il ne se remit jamais. Son exploiteur fit ses calculs, commença par réduire son salaire et, dans un deuxième temps, prétextant de mauvaises affaires, le limogea.

Louis Lingg devint menuisier et fit son apprentissage dans la Wanderschaft. Il voyagea dans le sud de l'Allemagne et en Suisse. À Berne, il se mit en rapport avec des anarchistes.

À cette époque, le mouvement anarchiste était à son apogée en Suisse. La propagande par le fait, les attentats contre la police de Vienne battaient également leur plein ainsi que les sombres affaires de Merstallinger, Eisert, Lettinger, etc., où Kammerer et Stellmacher furent pendus.

La Suisse était le centre des complots et il est probable que le jeune Lingg qui n'avait pas encore vingt ans fut attiré par tout cela. Le fait est que Lingg connut Kammerer.

Les mesures prises par le Conseil fédéral suisse contre les anarchistes étrangers et le désir d'échapper au service militaire firent que Lingg émigra aux États-Unis.

Il arriva à Chicago en 1885 et tout de suite adhéra au mouvement anarchiste. Il y avait dix mois qu'il était là lorsque se déroulèrent les faits du Haymarket. Durant le procès on apprécia vivement son valeureux comportement. Le 16 mars 1888, *Freiheit* (journal anarchiste qui paraissait en langue allemande simultanément en Amérique et en Allemagne, fondé et animé par Johan Most) (3) publiait quelques pensées de Lingg qu'il rédigea en prison. Les voici:

Qu'est-ce que l'anarchie ? Une existence humaine digne, durant toute notre vie car elle garantit à tous la parfaite liberté individuelle par laquelle les besoins de l'homme sont satisfaits dans la répartition équitable des productions de la communauté.

La société libre anarchiste trouve ses limites dans celles de la terre. L'anarchie consiste à garantir la plus grande part de bonheur pour tous. Cet objectif s'obtiendra par l'extirpation totale de la domination. Cette domination est personnifiée par les exploiters et les tyrans.

Après l'abolition de la domination, les travailleurs s'organiseront en accord avec leurs capacités et leurs besoins.

La centralisation, c'est-à-dire la soumission des divers groupes de production et de consommation sous le contrôle d'un groupe composé d'individus dominateurs ou d'une majorité de gens autoritaires, n'est pas recommandable car elle établirait une nouvelle domination et rendrait illusoires les objectifs évidents de la société libre et anarchiste.

Solidaridad Obrera

(1) Consulter l'œuvre de Rudof Rocker, *Johan Most : la vie d'un rebelle*, éditions La Protesta B Buenos-Aires, 1925.

(2) Interdépendance entre la pensée anarchiste de Warren et Andrews, auteurs de *The Sovereignty of the Individual* (la souveraineté de l'individu) et le socialisme anarchiste de Most. Consulter l'œuvre de Rocker, *La pensée libérale aux États-Unis*, éditée par Americales, Buenos Aires, 1944.

(3) *Freiheit* signifie en allemand *liberté*. Tel était donc le titre de la publication anarchiste la plus importante qu'il y ait jamais eu en langue allemande. Il est à noter que la plus importante publication anarchiste qui paraisse actuellement en Angleterre porte le même titre : *Freedom*.

Le Monde Libertaire - 921 - Été 1993

IL Y A UN SIÈCLE : LES LOIS SCÉLÉRATES

Gaétano Manfrédonia

Il y a bientôt un siècle, après les attentats retentissants commis par Ravachol et Émile Henry, les parlementaires profitaient de la bombe lancée dans l'enceinte de la Chambre par Auguste Vaillant le 9 décembre 1893 pour faire adopter un premier train de lois répressives les jours suivants. Ces nouvelles dispositions furent complétées le lendemain de l'assassinat du président Carnot par Sante Caserio par une nouvelle loi ayant pour but de réprimer les menées anarchistes. Les *lois scélérates* comme on les appela aussitôt sous couvert de défense de l'ordre social menacé par la *propagande par le fait* des compagnons, vont en fait légitimer une période de répression sans précédent depuis la saignée de la Commune, dont nombre de militants feront injustement les frais.

Cent ans après, les anarchistes semblent avoir acquis pour l'instant le droit de cité au sein de la République française. Et pourtant, vieux et nouveaux projets liberticides sont toujours à l'ordre du jour sous couvert de prétextes les plus divers; hier le terrorisme, aujourd'hui l'immigration, demain qui sait quoi? Il est bon par les temps qui courent de s'interroger sur ce que ces "lois" ont pu représenter. Ce n'est pas toujours aux autres que cela arrive.

La fausse peur des bien-pensants

Adoptée "officiellement" lors du congrès anarchiste international de Londres en 1881, la *propagande par le fait*, à savoir l'utilisation de tous les moyens y compris terroristes pour hâter la révolution sociale, va profondément marquer toute la propagande libertaire en France pendant une bonne quinzaine d'années. Et pourtant ce n'est qu'à partir de 1892, avec la bombe spectaculaire de Ravachol au domicile de l'avocat général Bulot coupable d'avoir fait condamner des compagnons à l'occasion du 1er mai de l'année précédente que va s'enclencher la dynamique répression-représaille-répression. Malgré l'arrestation puis l'exécution de Ravachol, les attentats se multiplièrent et d'autres "vengeurs" suivirent son exemple: Léauthier, Pauwels, Émile Henry, Auguste Vaillant, frappent tour à tour hommes et symboles de la société bourgeoise.

Ces attentats furent salués par la grande majorité des libertaires comme étant le signe avant-coureur de la révolution sociale proche, le début de la prise de conscience par le peuple de sa situation de paria. La figure de Ravachol, tout comme celle des autres dynamiteurs, fut quasiment mythifiée. Un jeune littérateur compagnon de route des libertaires, Paul Adam, s'écria : *Un saint nous est né !* Même Édouard Drumont, le gourou de l'antisémitisme, y trouva matière à dénoncer l'*anarchie par en bas*, pendant naturel de l'*anarchie par en haut*, provoquée par les Rothschild, et qui annonçait la fin d'un monde.

Indiscutablement, devant la multiplication des attentats l'émotion est grande dans le pays ; et pourtant, on ne peut pas parler de l'existence d'un véritable climat de psychose collective. Certes, les bourgeois ont peur et crient vengeance mais le pays profond n'accueille pas sans un certain sourire de complicité les explosions des compagnons qui, semant la terreur parmi les puissants et les assis, les vengent à leur manière. Le nombre de chansons ou de poésies ironiques consacrées à ces événements prouvent en tout cas que l'opprobre n'était guère général. Un chansonnier connu, Eugène Lemerrier, dans son *Trac de la dynamite*, s'amuse sur un ton licencieux des frayeurs des amoureux craignant désormais que *leurs maîtresses n'aient une bombe... entre les tresses*. Jules Jouy, l'intarissable auteur du *Chat noir*, s'amusa de son côté, sur les malheurs d'un magistrat à qui plus personne ne voulait donner de logement *par peur des explosions*. Ce "manque de civisme" n'était cependant guère surprenant car, même si

la police n'arrivait pas à venir à bout de l'épidémie terroriste, à aucun moment les attentats ne mirent en danger les institutions de la République. L'occasion offerte par ceux-ci était cependant trop belle pour qu'on la laisse passer. Après le discrédit que le scandale de Panama avait jeté sur une majorité de parlementaires, ces événements tombaient à pic pour redorer le blason des "chéquards" et accréditer l'opinion qu'ils pouvaient constituer encore un barrage solide à la "subversion".

Des lois excessives et barbares

L'acte de Vaillant fut ainsi immédiatement exploité pour faire adopter en moins d'une semaine B et sans aucune discussion préalable B deux lois: une le 12 décembre 1893 portant sur la presse et l'autre le 18 sur les associations de malfaiteurs.

La première de ces *lois scélérates* modifiait les dispositions de la loi du 29 juillet 1881 en créant une nouvelle catégorie de délits, celui d'*apologie* de faits qualifiés crimes. Son but : frapper les *provocations indirectes* ce qui donnait la possibilité aux autorités d'ordonner saisies et arrestations préventives dès qu'elles l'estimaient nécessaire. Encore plus directement, la loi sur les associations de malfaiteurs du 18 décembre se fixait comme objectifs de pouvoir poursuivre toute forme d'*entente* établie dans le but *de préparer ou de commettre des attentats contre les personnes et les propriétés* même si il n'y avait pas eu un début quelconque de mise en exécution. La définition extrêmement floue de la notion d'*entente* ainsi que de celle d'attentat contre *les personnes et les propriétés* permettait, en réalité, aux autorités de pouvoir frapper désormais *de la peine des travaux forcés à temps* quiconque aurait été mêlé d'une manière ou d'une autre aux activités libertaires B dont la plupart tombaient sous le coup de la loi B même si sa participation avait été anodine ou occasionnelle.

Cet ensemble législatif fut complété au lendemain de l'assassinat de Carnot par une troisième *loi scélérate* qui visait cette fois-ci directement à interdire la propagande anarchiste ou antimilitariste sous toutes ses formes. Tout individu *convaincu d'avoir, dans un but de propagande anarchiste* :

1. Soit par provocation, soit par apologie [...] *incité une ou plusieurs personnes à commettre soit un vol, soit les crimes de meurtre, de pillage, d'incendie* [...];

2. *Ou adressé une provocation à des militaires des armées de terre et de mer, dans le but de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs [...] serait déféré aux tribunaux de police correctionnelle et puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans. Pire, la peine de la relégation pouvait maintenant être prononcée contre les individus condamnés en vertu de cette nouvelle loi à une peine supérieure à une année d'emprisonnement... En clair, la "guillotine sèche", l'envoi au bagne, guettait désormais tout militant libertaire même si coupable seulement de délit de parole ou bien d'apologie des actes de propagande par le fait.*

Des lois dangereuses pour les libertés

Ces dispositions, véritables lois d'exception, réintroduisaient, en France, sous des formes nouvelles, les différentes mesures liberticides prises sous la monarchie de Juillet ou le Second Empire pour juguler toute forme d'opposition. Leur caractère ouvertement arbitraire a fait écrire en pleine affaire Dreyfus à Francis de Pressensé B le président de la Ligue des droits

de l'homme B qu'il s'agissait *de mesures qui ne sont rien de moins que la violation de tous les principes de notre droit* (1).

Le caractère exceptionnel de ces lois, ainsi que leur utilisation de plus en plus espacée après l'amnistie générale de 1895 et la fin de la période des attentats, ont porté toutefois un certain nombre d'historiens ou d'hommes politiques à voir en elles rien d'autre que des mesures ponctuelles vite tombées en désuétude avec l'éloignement de la menace anarchiste. C'est là une erreur car nous pensons, bien au contraire, que ces lois marquent un véritable tournant dans la pratique répressive en France qui inaugure des formes modernes de traitement du "déviant politique".

Tout d'abord, il s'agit de dénoncer le mythe d'une soi-disant clémence dans l'application des lois scélérates après 1895. Émile Pouget dans un très important mémorandum sur *l'application des lois d'exception de 1893 et 1894*, paru d'abord dans la *Revue blanche* en mai-août 1898 (2), détaillait toute une série de cas dans lesquels de simples militants s'étaient vus appliquer les dispositions les plus dures B à savoir la relégation B coupables seulement, comme dans le cas du compagnon Monod, de s'être un peu trop ostensiblement réjouis de la mort de Carnot... .

En deuxième lieu, il faut bien voir que l'adoption des lois scélérates s'accompagne de la mise en place de tout un système de surveillance policière des plus tatillons visant ni plus ni moins la mise en fiche de tous ceux qui, de près ou de loin, pouvaient avoir un rapport quelconque avec les idées anarchistes. Des états signalétiques des personnes soupçonnées d'être proches des libertaires vont ainsi être établis dans tous les départements et périodiquement mis à jour. Des listes nominatives imprimées B sur du papier couleur vert B sont aussi dressées pour les compagnons "sans domicile fixe" ce qui offre, par la même occasion, aux autorités la possibilité d'insérer dans cette liste tous les chanteurs ou colporteurs itinérants même si leurs convictions politiques ne sont guère affirmées... Les étrangers quant à eux vont avoir droit à un traitement particulier avec deux répertoires séparés: le premier concernant *les anarchistes étrangers expulsés de France* et le deuxième *les anarchistes étrangers non expulsés, résidents hors de France!*

Les lois scélérates enfin, au-delà de leur caractère anti-anarchiste, se présentent bel et bien comme une tentative B la première depuis la Commune de 1871 B de criminaliser des formes de contestation radicales en rupture totale, tant par leurs méthodes que par leurs objectifs, avec la politique de consensus que les républicains opportunistes au pouvoir cherchent péniblement à mettre sur pied. Dans ces mesures, ce qui frappe n'est pas tellement ni la gravité des peines encourues par les anarchistes, ni le caractère élastique de notions comme celle d'*association de malfaiteurs*, mais plutôt la volonté délibérée d'exclure du champ de l'action politique des forces en mesure d'en bouleverser les règles établies. Nous pensons en effet que la véritable signification des lois scélérates réside B indépendamment de la volonté de défendre l'ordre établi d'une menace immédiate B dans la tentative d'établir une ligne de démarcation nette entre des formes de contestation *légitimes* (socialisme parlementaire) et *illégitimes* (anarchisme et action directe).

Une des conséquences directes de leur adoption sera en tout cas la mise en place d'un système de traitement du déviant politique que nous pourrions qualifier de "à deux vitesses" ; système qui se trouve au cœur des mécanismes de maintien de l'ordre au sein des régimes démocratiques modernes et que les autorités établies B à commencer par la France B ne se

sont pas privées d'utiliser tout au long du XIX^e et du XX^e siècle, dès que les circonstances l'ont nécessité.

Gaétano Manfrédonia

(1) F. de Pressensé, *Notre loi des suspects*, in *Les lois scélérates de 1893-1894*, Paris, éditions de la Revue Blanche, 1899.

(2) Émile Pouget, *ibid.*
